

REVOLUTION PERMANENTE

LE CRI DE GUERRE DES TRAVAILLEURS DOIT ÊTRE : LA RÉVOLUTION EN PERMANENCE ! ENGELS & MARX, CIRCULAIRE À LA LC, 1850

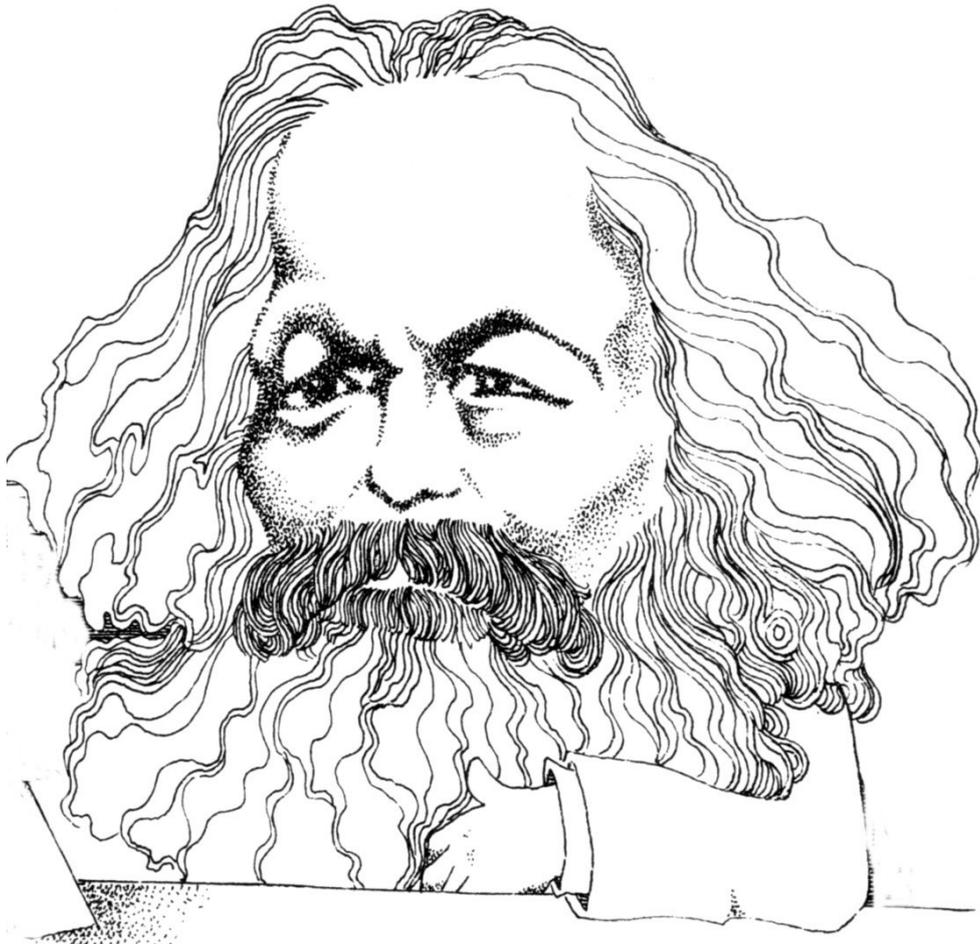


2017

1^{er} mai, Canada, Catalogne, Corée, Europe, Kurdistan, Palestine...

La LCT et le programme, LO et la police, le PCO et le réformisme

COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE / 4 € - 6 \$



CoReP, PD/TURQUIE, TML/BRÉSIL POUR LES ÉTATS-UNIS SOCIALISTES SOVIÉTIQUES D'EUROPE, DES ILES BRITANNIQUES À LA TURQUIE, DE LA GRÈCE À LA RUSSIE

19 MARS 2017

Ces derniers mois, les travailleurs ont assisté au spectacle paradoxal de gouvernements bourgeois en Europe centrale et en Turquie qui, sous prétexte de défendre la démocratie, ont attaqué des droits démocratiques fondamentaux.

Le prétexte du gouvernement AKP est un coup d'État avorté d'une partie mineure de l'armée turque, fomenté par un ancien allié islamiste devenu rival, le mouvement de Gülen. Depuis, le gouvernement a arrêté, licencié, emprisonné des milliers de militants ouvriers, de syndicalistes, de Kurdes, de journalistes, d'enseignants... Le président Erdoğan a lancé un référendum (prévu le 16 avril) pour légitimer son propre coup d'État islamiste et il a appelé ridiculement la chancelière allemande Merkel « nazie » dans le but d'exacerber le nationalisme turc.

L'allégation du gouvernement allemand (CDU-SPD), du gouvernement néerlandais (VVD-PvdA) et du gouvernement autrichien (SPÖ-ÖVP) est que le gouvernement turc « exporte vers l'Europe la campagne du référendum » par lequel il tente de devenir autocrate dans son pays. En réalité, ces coalitions entre sociaux-démocrates et partis cléricaux chrétiens font des concessions aux mouvements fascistes et xénophobes de leur propre pays : AfD en Allemagne, PVV aux Pays-Bas, FPÖ en Autriche. Dans la même veine, le Parti travailliste s'est rallié au Brexit obtenu par l'UKIP et mené par le gouvernement conservateur, le gouvernement français PS renvoie des milliers de migrants chaque année sous la pression du FN et de LR.

En 1999, l'Union européenne classe la Turquie comme possible État membre à part entière. En 2004, dans le

cadre de sa « guerre anti-terroriste », le gouvernement Bush soutient ouvertement les tendances cléricales « modérées » en Turquie. Même si la Turquie est toujours membre de l'OTAN et si elle reste un « pays tiers associé » à l'Union européenne, les différends entre celle-là et les impérialismes européens et américains se sont aggravés au fil du temps.

En effet, les révolutions de Tunisie et d'Égypte (2010-2011) ont modifié la situation. L'échec des Frères musulmans, dans ces deux pays, à copier le « modèle turc » de stabilisation islamiste du capitalisme a conduit à des tensions importantes dans les classes bourgeoise et petite-bourgeoise en Turquie et au sein de l'ancien bloc AKP-Hizmet. Erdoğan et son clan se sont appuyés sur « l'État profond » (armée, police politique, magistrature) et sont devenu sceptiques sur leurs chances de rester aux commandes par des moyens démocratiques.

À cause du plan initial des puissances impérialistes occidentales de chasser le régime d'Assad, elles ont toléré l'aide d'Erdoğan aux djihadistes de toutes sortes en Syrie en 2012, la répression du mouvement de la place Taksim à Istanbul en 2013 et la reprise de la guerre contre les Kurdes à l'est du pays en 2015. En 2014, l'UE a négocié un accord avec l'État turc contre une liberté élémentaire, le droit pour les réfugiés de fuir par la Grèce vers des endroits plus sûrs comme l'Europe de l'ouest et du nord.

Trump, Merkel, May et Hollande sont surtout préoccupés par l'alliance d'Erdoğan avec Poutine et par les affrontements avec leurs milices supplétives kurdes en Syrie. Les larmes de crocodile récentes sur le « manque de démocratie » en Turquie ne sont donc qu'hypocrisie. Où sont les sanctions contre les gouvernements comme celui d'Orban en Hongrie ou celui du PiS en Pologne ? Où sont les interdictions d'entrée quand Le Pen (FN) s'adresse en Autriche aux rassemblements du FPÖ ou quand Srache (FPÖ) parle en Allemagne à ceux de l'AfD ? Tandis que des organisations nationalistes kurdes ou stalino-maoïstes sont mises par l'EU ou les États-Unis sur leurs listes des « organisations terroristes », les fascistes « Loups Gris » du MHP sont autorisées à étendre leur réseau en Amérique du Nord et dans toute l'Europe. Nous parions que les mesures restrictives contre l'AKP serviront contre le HDP et les organisations ouvrières qui tenteront de s'exprimer contre le régime islamiste.

Depuis plusieurs années, sous l'impact de la dernière crise capitaliste mondiale et de la crise politique de domination bourgeoise, les libertés démocratiques sont restreintes à travers l'Amérique du Nord et l'Europe, les services secrets, la police et l'armée sont renforcés. La division de la classe ouvrière par la propagande xénophobe et la méfiance envers les minorités (Pakistanais et Polonais en Grande-Bretagne ; Juifs, Roms, Arabes, Turks et musulmans en Europe de l'ouest et de l'est ; athées, Kurdes et Alevis en Tur-

quie...) grandissent. En fait, les mesures des gouvernements « démocratiques » pour établir l'ordre dans la population d'origine immigrée constituent des attaques contre le droit de tous les travailleurs à la liberté d'expression, de réunion et de manifestation.

Erdoğan ne sera pas arrêté par des interdictions de se déplacer dans les pays impérialistes d'Europe ; il le sera par la lutte de classe des masses kurdes et turques de Turquie et de l'émigration. Les organisations ouvrières de masse (partis et syndicats), doivent rompre avec le chauvinisme et combattre ces mesures réactionnaires. En dépit de nombreuses discriminations (femmes / hommes, étrangers / nationaux...), les travailleurs de toute l'Europe doivent s'unir pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux. Le meilleur moyen d'arrêter la réaction en Turquie et en Europe de l'ouest est de préserver et élargir les droits démocratiques des travailleurs, de leur permettre d'exprimer leur défiance et leur résistance envers les gouvernements bourgeois, les mouvements xénophobes et fascistes.

Notre principal ennemi est dans notre propre pays. Pour éradiquer le fascisme et le cléralisme, l'avant-garde des travailleurs doit construire une internationale révolutionnaire basée sur le programme de la Ligue des communistes, de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale pour renverser le capitalisme, comme le Parti bolchevik et l'Internationale communiste avaient commencé à la faire avant la contre-révolution stalinienne.

Rupture avec l'OTAN ! Arrêt des interventions militaires des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, du Canada, de la Russie, de la Turquie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite en Syrie, en Irak et au Yémen !

Liberté de circulation des réfugiés, des étudiants et des travailleurs ! Abolition de toutes les mesures xénophobes !

Les organisations ouvrières doivent former un front unique contre la propagande raciste, contre la police et les bandes islamistes ou fascistes !

Non à toutes les lois qui entravent la liberté religieuse ! Séparation complète de l'État et de la religion ! Aucune subvention publique à un clergé ou des institutions cléricales ! Égalité totale des femmes et des hommes !

Dictature du prolétariat dans chaque pays ! États-Unis socialistes d'Europe ! Communisme mondial !

Collectif révolution permanente

Patronsuz Dünya/Turquie

Tendência Marxista-Leninista/Brésil

CoRep, PD/TURQUIE, TML/BRÉSIL ADRESSE POUR LA RÉVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE 1^{ER} MAI 2017

Boletim Informativo | Ano 2 - nº 6 | Maio de 2017

LUTA DE CLASSES

POR UM PROGRAMA OPERÁRIO, MARXISTA E REVOLUCIONÁRIO



EDIÇÃO ESPECIAL: MANIFESTO PELA REVOLUÇÃO SOCIALISTA MUNDIAL

O capitalismo está em declínio desde quando entrou em sua fase imperialista (a fase de expansão do sistema) em 1914 (que teve seu fim graças à revolução russa de 1917 e à alemã de 1918) e se manifestou na América devido à crise econômica de 1929. O meio ambiente da espécie humana se degrada devido à busca do lucro que é o motor do capitalismo. O clima se vê afetado pela emissão dos gases de efeito estufa (CO₂, CH₄...).

que a produção) e desemprego mundial aumenta (o emprego se esgota e o ritmo menos rígido do que a população ativa), a especulação financeira prossegue. Se a classe operária (operários, empregados, etc.) aumenta em número, a parte dos salários na produção torna-se menor e as desigualdades aumentam entre os mais ricos e os mais pobres. Mesmo nos países capitalistas mais avançados rejeitam durante um bom tempo a sua população para que ela

ritza o mar da China contra as velhas imperialistas japonesas e americanas. As potências socialistas e a russa se enfrentam indiretamente na Ucrânia e na Síria.

lucral com o apoio dos Estados Unidos, estrangula os "territórios" de Falastine que lhe escapam das mãos e destroem regularmente a Gaza. Gaza e estende a colonização, na Jordânia e em Jerusalém (a guerra) e ainda e sempre a Ucrânia, o Irã, o Afeganistão, a Síria, o Iraque e o Líbano.

KLASSEN

Nummer 27 | Mai 2017

Zeitung der Gruppe Klassenkampf



KRIEGE
Umweltzerstörung
Friedenfeind
Welthunger
Rassismus

DIE ZEIT DES ABGEGANGENEN
FÜR DIE SOZIALISTISCHE WELT

1. Mai-Erklärung von CoRep, TML/Br, Innepolitische Lage / OVP gegen Br, Kerns Plan A unter der Lupe / CoRep, Europa, Syrien / Oktoberrevolution

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

Ni libéralisme, ni protectionnisme : faut aller au socialisme !



et l'élection de Trump changent la donne de la présidentielle p. 2
La campagne d'Arthaud p. 5
La campagne de Fillon p. 6
La campagne de Mélenchon p. 8
La campagne de La Paro p. 10
Turquie : un référendum pour Erdogan p. 14
Colombie : les FARC déposent les armes p. 18
7 : quand la classe ouvrière européenne releva la tête p. 22
Le marxisme et les élections p. 28

janvier - février 2017

1 euro

SURIYE'DE EMPERYALİST SALDIRGANLIĞA SON !

- ABD, AB, RUSYA ve TÜRK Emperyalizmleri SURİYE'den DEFOLUN!



www.patronsuzdunya.com

PATRONSUZ DÜNYA

Proleter Devrimci Bülten Sayı: 8 Nisan 2017 Fiyatı: 3 TL

tarih yargıçsa işçi sınıfı infaz memurudur!

Sermayenin İttifakına Karşı,



Emekçilerin ve Ezilenlerin Mücadele Cephesini İnşa Edelim!



1 Mayıs'ta ALANLARA!

Le capitalisme a fait son temps

Le capitalisme est en déclin depuis qu'il est entré dans sa phase impérialiste. Cela s'est manifesté en Europe par la guerre de 1914 (à laquelle ont mis fin les révolutions russe de 1917 et allemande de 1918) et en Amérique par la crise économique de 1929.

L'environnement de l'espèce humaine se dégrade à cause de la recherche du profit qui est le moteur du capitalisme. Le climat est perturbé par l'émission des gaz à effet de serre (CO₂, CH₄...). La nature sert de dépotoir au capital, de multiples pollutions évitables affectent la santé des humains. Des espèces disparaissent chaque année. Les grands groupes capitalistes accaparent des terres agricoles et minières au détriment des paysans travailleurs et de l'environnement.

La crise capitaliste frappe à l'échelle mondiale en 2007-2009. Des crises plus localisées affectent le Brésil, l'Argentine, la Russie... La Grèce s'enfonce dans la dépression. La reprise mondiale de 2009 s'est faite au détriment des exploités, les gouvernements et les banques centrales ayant sauvé, dans chaque pays et chacun pour soi, leurs grands groupes financiers et industriels. Les capitalistes, leurs États, avec la complicité des partis « réformistes » et des bureaucraties syndicales ont intensifié le travail, précarisé l'emploi, flexibilisé les salaires et le temps de travail, diminué les prestations sociales, ajouté l'exploitation par les loyers et les intérêts bancaires à celle sur les lieux de travail.

Faute de destruction du capital significative, la croissance économique reste faible, les échanges internationaux ont cessé de s'intensifier (ils croissent moins vite que la production), le chômage mondial augmente (l'emploi croît moins vite que la population active), la spéculation financière perdure. Si la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens...) grossit en nombre, la part des salaires dans la production baisse et les inégalités s'accroissent entre les plus riches et les plus pauvres. Même les pays capitalistes les plus avancés rejettent durablement une partie de leur population de l'emploi, ferment leurs frontières aux migrants, sont incapables d'assurer un toit à tous. Des centaines millions de personnes s'entassent dans la misère et l'incertitude dans les camps de réfugiés des pays dominés, dans les bidonvilles et les favelas de leurs métropoles.

La subordination militaire aux États-Unis (OTAN), la pression de la Russie sur l'Ukraine, l'étranglement de la Grèce par les bourgeoisies allemande et française, la sortie de la Grande-Bretagne, la fronde des États d'Europe centrale fragilisent l'Union européenne. Les bourgeoisies européennes se révèlent incapables, comme le marxisme l'avait prévu voici un siècle, d'unifier pacifiquement l'Europe.

Le capitalisme mène à la barbarie

Les rivalités entre puissances impérialistes s'intensifient : les États-Unis s'appuient sur leur supériorité militaire pour tenter de conserver l'hégémonie alors que la Russie leur résiste et que la Chine veut un partage du monde.

Les États espionnent leur population et rognent les libertés démocratiques. Les budgets militaires et les achats d'armement explosent et les États dotés de l'arme nucléaire se multiplient (Pakistan, Israël...). Le nouvel impérialisme chinois militarise la mer de Chine contre les vieux impérialismes japonais et américain. Les puissances occidentales et russe s'affrontent indirectement en Ukraine et en Syrie.

Israël, avec l'appui des États-Unis, étrangle les « territoires » de la Palestine qui lui échappent, détruit régulièrement la bande de Gaza et étend la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem.

La guerre ravage toujours l'Ukraine, l'Afghanistan, la Syrie, l'Irak et le Yémen. La famine touche le Nigeria, la Somalie, le Soudan du Sud et le Yémen.

Des dizaines de millions de personnes sont déplacées dans leur pays, des millions tentent d'en échapper au péril de leur vie (des centaines meurent chaque année à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, des milliers en mer Méditerranée...).

Les migrants illégaux sont partout réduits à la surexploitation, voire à l'esclavage.

Partout, la classe dominante cherche des exutoires à la précarité et à la misère que sa domination engendre en désignant comme boucs émissaires les réfugiés, les travailleurs originaires d'autres pays, les minorités ethniques ou religieuses. Les élections de Trump aux États-Unis, après celles de Duterte aux Philippines et d'Orbán en Hongrie, illustrent la montée généralisée du protectionnisme et de la xénophobie.

La perspective du socialisme a reculé dans les masses, à cause de l'oppression des travailleurs dans les États qui se prétendaient socialistes (de Cuba de Fidel Castro au Cambodge de Pol Pot) et de la restauration du capitalisme opérée en 1989-1993 (en Europe centrale, en Russie, en Chine, au Vietnam...) par les bureaucraties usurpatrices et privilégiées qui se prétendaient communistes.

Dans tous les pays, l'obscurantisme revient en force dans l'idéologie et la politique, en particulier sous la forme du fondamentalisme religieux. Cette régression s'opère au détriment de la recherche scientifique, des autres religions et des athées, des droits des femmes, de la liberté sexuelle, du patrimoine archéologique, de la création artistique, de l'enseignement... Partout, des mouvements politiques nationalistes, xénophobes, fondamentalistes ou fascistes menacent le mouvement ouvrier, les libertés démocratiques et les minorités ethniques, religieuses et sexuelles.

Dans le monde, des millions de femmes sont excisées, mariées contre leur gré, violées et assassinées ; y compris dans les pays les plus avancés, le droit à l'avortement est incomplet et menacé.

Pour le socialisme mondial

Pourtant, l'état des sciences et des techniques ainsi que les moyens de production et de transport permettraient de satisfaire les besoins élémentaires de toute l'humanité. Les rapports de production capitaliste, après avoir permis le développement des forces productives grâce à l'industrialisation et à l'internationalisation, sont devenus un frein.

Heureusement, le capitalisme a engendré aussi une nouvelle classe révolutionnaire. La classe des travailleurs contraints de vendre leur force de travail au capital est la seule capable aujourd'hui de lever les obstacles au progrès historique et de mener la transition à un mode de production supérieur, le socialisme-communisme, où les producteurs associés, maîtres des moyens de production, définiront à l'avance la création et la répartition des richesses.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire

La classe ouvrière doit prendre la tête de toutes les classes intermédiaires et semi-exploitées (paysans, fonctionnaires, cadres, revendeurs, etc.) et de tous les

opprimés de la société pour arracher le pouvoir à la minorité des capitalistes.

La classe dominante n'est pas seulement représentée par ses partis et les organisations patronales. Elle repose sur la propriété des entreprises et des médias de masse. Sa domination est renforcée par l'État, le système scolaire et universitaire, le clergé, les économistes libéraux ou keynésiens. Par conséquent, il faut exproprier le grand capital et détruire l'État pour en venir à bout.

En disposant du surproduit social et de l'État, la bourgeoisie a réussi à corrompre et intégrer les appareils des organisations de masse de la classe ouvrière.

Les appareils syndicaux acceptent de négocier les attaques contre les acquis antérieurs des salariés et ils n'y opposent que des simulacres de résistance comme les appels aux élus des partis bourgeois ou les grèves d'une seule journée.

Les partis ouvriers bourgeois d'origine travailliste, sociale-démocrate ou stalinienne font croire que l'État bourgeois peut gérer le capitalisme et être mis au service des travailleurs. Mais quand ils accèdent au gouvernement, ils défendent le capital national au détriment du travail et ils renforcent l'appareil répressif de l'État bourgeois (SACP en Afrique du Sud, Syriza en Grèce, PT au Brésil, PS en France, SPD en Allemagne, SPO en Autriche, PS en Belgique, PSC et PCC au Chili...). Par conséquent, la victoire de la révolution impose de combattre et déjouer le rôle des agences de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Or, les courants centristes (qui n'ont pas dépassé le mao-stalinisme ou qui révisent le programme léniniste-trotskyiste) refusent de combattre les bureaucraties « réformistes » politiques et syndicales.

Les sociaux-patriotes et les centristes, quand ils avancent des revendications, les séparent de l'essentiel du programme communiste. Les opportunistes redoutent ce qui permettrait d'arracher les revendications et de garantir les conquêtes : la grève générale, la constitution et la centralisation d'organes de lutte ouvrière et populaire, l'autodéfense contre la police et les fascistes, la destruction de l'appareil répressif d'État, la dictature du prolétariat.

Aucune élection ou référendum ne peut suffire à la majorité pour prendre le pouvoir à la minorité. Autrement dit, il faut une révolution sociale menée par les travailleuses et les travailleurs comme la Commune de Paris en 1871 et les soviets de Russie en 1917. L'insurrection sera d'autant moins coûteuse pour les masses, la phase de transition au socialisme (la dictature du prolétariat) sera d'autant plus courte et démocratique que les exploités seront déterminés et que les exploités seront isolés internationalement.

La leçon positive de la révolution de Russie de 1917 (et négative des révolutions de Tunisie, d'Égypte, de

Syrie de 2010 à 2012) est qu'il faut que la classe ouvrière en prenne la tête. Pour cela, elle a besoin d'une stratégie, d'un programme, d'un parti. Il faut renouer avec le marxisme, reconstruire une internationale communiste, rassembler dans chaque pays l'avant-garde et en faire un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, liant toute lutte des exploités et des opprimés à la perspective du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de son État, de la prise du pouvoir par les producteurs.

Travailleuses et travailleurs de tous les pays, unissons-nous :

Fermeture de toutes les bases impérialistes ! Arrêt des interventions militaires au Mali, au Yémen, en Syrie, en Irak ! Fin des manœuvres militaires américaines contre la Corée du Nord ! Liberté de circulation et d'établissement des réfugiés, des travailleurs et des étudiants !

Ni libéralisme, ni étaticisme ! Ni protectionnisme, ni libre-échange ! Expropriation des grands propriétaires fonciers et des groupes capitalistes ! Plan de production décidé par toute la population !

Défense des libertés démocratiques ! Droit pour les nationalités opprimées de se séparer ! Séparation complète de la religion et de l'État ! Désarmement des corps de répression et licenciement de l'armée professionnelle !

Indépendance des syndicats d'avec l'État et les partis bourgeois ! Création d'organes démocratiques de lutte ! Gouvernement des travailleurs basé sur ces organes dans chaque pays ! Fédération socialiste mondiale !

Collectif révolution permanente/Allemagne,
Autriche, France
Patronsuz Dünya/Turquie
Tendência Marxista-Leninista/Brésil



COLLECTIF RÉVOLUTION PERMANENTE

10 THÈSES POUR UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE ET INTERNATIONALISTE AU CANADA

18 MAI 2017



The Vanguard fut, de 1932 à 1934, l'organe de l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste au Canada

1

La bourgeoisie menace d'entraîner l'humanité dans sa chute. Dans les pays capitalistes avancés, elle revient même sur les acquis que la classe ouvrière a arrachés après la 2^e Guerre mondiale. Comme toutes les classes dominantes du monde, la canadienne connaît des divergences en son sein sur l'attitude envers les autres classes (classe ouvrière, encadrement, petite bourgeoisie traditionnelle...) et elle se divise sur sa relation aux autres bourgeoisies (Grande-Bretagne, États-Unis, Union européenne, Chine...). En outre, elle est plus hétérogène que la plupart de ses rivales impérialistes car une section met en cause l'État fédéral (comme en Espagne, en Belgique ou en Grande-Bretagne).

Le grand capital, qui oriente la politique de tous les gouvernements bourgeois, a accepté en 1949 l'alliance militaire avec les États-Unis (OTAN) puis a choisi l'ouverture des frontières avec la signature en 1992 de l'Accord de libre-échange nord-américain, en 1994 des accords de l'OMC, en 2016 du Partenariat Pacifique, en 2016 également de l'Accord Économique et Commercial Global. Le président des États-Unis a refusé en 2017 de ratifier le Partenariat Pacifique, ce qui prouve que les travailleurs, ni aux États-Unis ni au Canada, n'ont à choisir entre protectionnisme et libre-échange, pas plus qu'entre inflation et compression budgétaire.

La représentation politique de la classe dominante canadienne, bien que divisée entre le Parti Libéral / Liberal Party (PLC/LPC), le Parti Conservateur / Conservative Party (PCC/CPC) et le Parti Québécois (PQ), mène depuis les années 1980 une offensive continue contre les travailleurs. Tous les gouvernements bourgeois successifs renforcent l'appareil de répression : RCMP/GRC, polices municipales, SCIS/SCRS, Canadian Army/Armée Canadienne (3 % du budget de l'État fédéral)...

2

Or, en face de l'État bourgeois, il n'existe pas de véritable parti ouvrier, c'est-à-dire radicalement opposé à l'ensemble des capitalistes et travaillant à l'émancipation de tous les travailleurs. La représentation traditionnelle des salariés, le New Democratic Party / Nouveau Parti Démocrate (NDP/NPD) est un parti de type travailliste, un parti ouvrier bourgeois dès son origine (1961). Son programme est bourgeois car il accepte le capitalisme depuis sa fondation. Son ancêtre CCF a soutenu sa bourgeoisie impérialiste lors de la 2^e Guerre mondiale. La bureaucratie politique qui contrôle le NDP/NPD est liée aux bureaucraties syndicales (surtout anglophones) ; sa défense inconditionnelle de l'État fédéral au compte de la section majoritaire des exploités a largement repoussé les exploités francophones et divisé la classe ouvrière canadienne.

Les bureaucrates syndicaux du Congrès du travail du Canada (CTC/CLC), de la Fédération des Travailleuses et Travailleurs du Québec (FTQ) et de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) ont de fait accompagné la contre-offensive sociale en multipliant les concessions aux patrons et à l'État bourgeois.

3

Il n'y a plus d'organisation marxiste internationaliste digne de ce nom, inspirée par la Commune de Paris de 1871 et la Révolution d'Octobre 1917 en Russie, comme l'avaient été, au sortir de la 1^{re} Guerre mondiale, la section canadienne de l'Internationale Communiste (Communist Party/Parti Communiste) puis celle de la 4^e Internationale (Workers Party of Canada, Socialist Workers League).

La direction opportuniste de la 4^e Internationale d'après-guerre (Pablo, Mandel, Frank...) mise en place par Cannon (le principal dirigeant de la section américaine SWP) a encouragé l'adaptation de la section canadienne (RWP) au parti travailliste de l'époque (CCF). La liquidation de la 4^e Internationale dans les années 1950-1960 et la régression de toutes ses composantes vers le nationalisme et le réformisme ont assuré au Canada la survie de l'anarchisme et du stalinisme (PCR/RCP) et conduit à un éclatement inédit du « trotskysme ».

Le Groupe Socialiste des Travailleurs (QI lambertiste) s'est dissous en 1987 dans le NPD. La Riposte / Fightback (TMI grantiste), Alternative Socialiste / Socialist Alternative (CIO grantiste), International

Socialists (TSI cliffiste), Gauche Socialiste (QI pabliste), la Ligue Communiste/Communist League (liée au SWP castriste des États-Unis) sont à la remorque des bureaucraties syndicales, des réformistes du Nouveau Parti Démocratique ou sont ralliés à Québec Solidaire. La Ligue Trotskyste/Trotskyist League (LCI robertsoniste) et le Parti de l'Égalité Socialiste/Socialist Equality Party (QI healyste) sont pour leur part embourbés dans le sectarisme.

4

Cet éparpillement décourageant, accentué par le désarroi engendré dans la classe ouvrière par la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, ne sera pas surmonté par la recherche d'un « plus petit dénominateur commun », car celui-ci conduirait à l'abandon du programme (révisionnisme) qui est justement à l'origine de cette situation. La tâche est de rassembler sur la base du programme communiste international les militantes, tendances, fractions et groupes sincèrement révolutionnaires, actuellement dispersés, en combattant fermement les multiples directions centristes ou sectaires. Il y a en effet une nécessité urgente pour la formation d'une organisation de tout le Canada qui saura éviter à la fois les pièges de l'opportunisme et du gauchisme.

5

La pause dans le militarisme entamée par l'impérialisme canadien après sa participation à la guerre de Corée contre la révolution chinoise s'est achevée avec l'invasion de l'Afghanistan en 2001. Aujourd'hui, une des priorités pour le prolétariat est d'imposer le front unique aux organisations ouvrières de masse (partis et syndicats) contre l'intervention militaire (marine, aviation, forces spéciales) en Irak et en Syrie entamée par le gouvernement Stephen Harper (Parti Conservateur), poursuivie par le gouvernement Justin Trudeau (Parti Libéral), approuvée par le Bloc Québécois.

6

Le Mexique, les États-Unis et le Canada résultent tous de la colonisation brutale de l'Amérique du Nord opérée du 16^e au 18^e siècle par les monarchies espagnole, française, néerlandaise et britannique au détriment des populations indigènes. Ce processus fut partie intégrante de l'accumulation primitive du capital.

Toute organisation communiste internationaliste doit défendre les droits des nations autochtones opprimées et dépossédées depuis des siècles. Nous défendons leur autonomie culturelle, la préservation de leur environnement et leur droit à l'autodétermination, même si en pratique celui-ci peut s'avérer difficile à réaliser étant donné la dispersion des nations autochtones sur le territoire canadien.

Nous dénonçons leur instrumentalisation tant par les chauvins canadiens que par les nationalistes québécois.



La LSO-LSA (SUQI pabliste) capitule en 1970 devant le nationalisme. Le GSTQ (CORQI lambertiste) ne camoufle même pas cela en 1977 en socialisme

Lors du dernier référendum sur la souveraineté du Québec en 1995, le gouvernement canadien a tenté d'utiliser les inquiétudes légitimes des peuples autochtones par rapport à la séparation du Québec et leurs droits dans un éventuel Québec indépendant dans le but d'entraver le droit à l'autodétermination du peuple québécois. Le Canada était présenté de manière hypocrite et démagogique comme un « rempart » pour les droits des Premières Nations !

Le Parti Québécois insistait sur l'intégrité territoriale du Québec suite à la sécession, ce qui ne laissait pas beaucoup de place à l'autodétermination des Autochtones. Nous considérons pour notre part les bourgeoisies canadienne et québécoise comme étant des oppresseurs à parts égales des Premières Nations.

7

L'État capitaliste du Canada est né de l'échec des révolutions démocratiques de 1837-1838 menées par les populations anglophone et francophone contre la monarchie anglaise. Il a été historiquement imposé par la force à la minorité francophone. Le Collectif révolution permanente, dans la tradition de l'Internationale communiste et de la 4^e Internationale, défend le droit du Québec à l'autodétermination, y compris à la sécession et à la formation d'un État indépendant si telle est sa volonté. Ses partisans s'opposent résolument à toute tentative de l'État fédéral capitaliste canadien d'empêcher le peuple québécois de décider de son avenir et de garder le Québec de force à l'intérieur de la confédération. Le chauvinisme de grande nation du Canada anglais, qui est dominant au sein de l'État canadien et donc encore plus dangereux que le nationalisme étroit du Québec, est un poison pour l'unité de la classe ouvrière canadienne contre les capitalistes anglophones et francophones. La loi sur la Clarté référendaire promulguée en 2000 par le gouvernement libéral fédéral de Jean Chrétien est une attaque sérieuse contre les droits nationaux du Québec, car elle permet au gouvernement fédéral de s'ingérer dans la formulation de la question référendaire et de déterminer la majorité nécessaire pour déclarer l'indépendance du Québec. Le Québec a été historiquement une na-

tion opprimée et pendant des décennies bon nombre de travailleurs-ses québécois-ses ont été obligés de travailler en anglais et étaient moins bien payés que les anglophones.

Cette oppression nationale a été largement surmontée depuis la « Révolution tranquille » des années 1960 et les politiques linguistiques qui ont fait du français la langue officielle du Québec. Les principales victimes de discrimination sont les travailleurs-ses immigré-es à l'échelle fédérale. Les Québécois ne subissent plus de discrimination systématique en raison de leur langue et la bourgeoisie québécoise s'est largement développée au point d'exporter des capitaux dans les pays dominés. Néanmoins, le droit à l'autodétermination nationale du Québec est toujours combattu par le gouvernement canadien. C'est pourquoi les communistes internationalistes du CoReP au Canada défendent ce droit démocratique et légitime, seul moyen d'assurer l'unité de la classe ouvrière de tout le Canada, sans pour autant appeler à l'indépendance du Québec, parce que ce dernier ne subit plus de domination coloniale. Le nationalisme québécois doit être combattu au même titre que le chauvinisme canadien-anglais, car il vise à faire des bourgeois québécois les exploiters exclusifs de « leur » classe ouvrière et sème des illusions envers un mythique Québec indépendant qui serait une « libération » pour le prolétariat québécois francophone. Le cadre géographiquement le plus large est favorable à la lutte de la classe ouvrière mais il ne doit pas être imposé. Notre but est non de multiplier les frontières mais de les supprimer par la révolution prolétarienne.

8

Le danger potentiel que recèle le nationalisme québécois est révélé par l'émergence des « identitaires ». Depuis au moins une dizaine d'années un fort courant fascisant s'est développé au sein du nationalisme québécois face à l'immigration musulmane. Ce courant se nourrit de la montée du FN français et des mouvements xénophobes européens qui surfent sur l'islamophobie. L'islam est considéré comme une menace pour

mai 2017, grève des travailleurs de la construction au Québec



les « valeurs et l'identité québécoises », comme si tous les Québécois et Québécoises avaient les mêmes valeurs peu importe leur classe sociale. Ce courant politique est complètement réactionnaire, xénophobe et dangereux. Il a conduit à l'attentat de janvier 2017 contre une mosquée faisant 6 morts et 8 blessés à Québec. C'est un poison pour la classe ouvrière, car il mine la nécessaire solidarité de classe avec les travailleurs et travailleuses immigré-es peu importe leur religion et leur origine ethnique et prépare des violences contre toutes les organisations ouvrières.

En 2013-2014, le PQ nationaliste bourgeois a joué la carte identitaire en voulant adopter une « Charte de la laïcité » dite aussi Charte des valeurs québécoises. Cette dernière voulait bannir les signes religieux de l'espace public, mais spécifiquement sa cible était le voile islamique. Les nationalistes identitaires se sont servis cyniquement et hypocritement des droits des femmes pour justifier la stigmatisation de l'islam perçu comme étant unilatéralement misogyne. Les marxistes internationalistes rejettent résolument cette rhétorique démagogique qui n'a rien à voir avec une quelconque défense des droits des femmes, mais cherche plutôt à diviser, en désignant les musulman-es comme bouc émissaire pour la crise historique du capitalisme. En même temps, nous nous opposons à ceux qui au Canada anglais utilisent ces dérives et dérapages d'une partie des nationalistes québécois pour promouvoir le chauvinisme antiquébécois. Les ouvriers, employés et chômeurs immigrés font partie de la classe ouvrière canadienne, comme la classe ouvrière canadienne fait partie du prolétariat mondial.

9

Les partisans du CoReP appellent à la rupture par le mouvement ouvrier de tout lien avec le PQ car aucune section de la bourgeoisie ne mérite le moindre appui de la part des travailleurs et de leurs organisations, y compris celles qui se cachent sous des oripeaux « progressistes ». Au Québec, le mouvement ouvrier est trop souvent enchaîné au Parti Québécois nationaliste bourgeois, par nationalisme bien sûr mais aussi parce que le PQ est perçu comme une sorte de substitut de parti social-démocrate qui aurait « un préjugé favorable envers les travailleurs ». L'absence d'un parti ouvrier de masse explique en grande partie l'impact catastrophique de cette collaboration de classes.

Québec Solidaire qui se présente comme l'alternative de « gauche » au PQ est un parti nationaliste petit-bourgeois. QS reçoit l'appui de certains syndicats locaux comme le Conseil Central de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) du Montréal métropolitain, mais les instances nationales des centrales syndicales québécoises sont très réticentes à lui accorder un appui, quand elles ne sont pas carrément hostiles. Elles collaborent souvent avec le PQ et son jumeau sur la scène fédérale canadienne le Bloc Québécois pour

promouvoir, sous le drapeau de l'indépendance du Québec, un capitalisme national qui ne changera rien à l'exploitation. Le suivisme des bureaucrates syndicaux québécois envers les nationalistes bourgeois est un piège mortel pour la classe ouvrière et un éteignoir pour la lutte des classes. C'est aussi un obstacle majeur pour l'indépendance de classe du prolétariat québécois qui se retrouve enchaîné à un mythe et mensonger « moindre mal ». En fait, cela revient à dire que les travailleurs-ses québécois doivent se lier plutôt aux patrons québécois plutôt qu'à leurs soeurs et frères du Canada. Le résultat le plus probable d'une séparation serait l'aggravation du sort des travailleurs-ses, la dépendance économique renforcée du Québec et du reste du Canada, le renforcement de l'impérialisme français et de l'impérialisme étasunien.

Le prolétariat québécois en a un avant-goût. Le PQ, lorsqu'il est au pouvoir, ne gouverne pas différemment du Parti Libéral fédéraliste. Les deux partis défendent les mêmes intérêts de classe, ceux de la bourgeoisie, et mettent en oeuvre les mêmes politiques d'austérité, de privatisation et de destruction des acquis sociaux de la classe ouvrière. Son but est de créer un nouvel État capitaliste et impérialiste de langue française en Amérique du Nord. Il n'a strictement rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière. Aujourd'hui le Parti Québécois, dans l'opposition à l'Assemblée Nationale du Québec, tente de se refaire une popularité en dénonçant les politiques de compression budgétaire et de démolition sociale du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Il tente de faire oublier son propre passé de défense résolue des intérêts du capital et d'attaques antiouvrières comme la répression de la grève des enseignant-es en 1983 ou celle des infirmières en 1999 ainsi que la suppression de 15 000 postes dans la fonction publique québécoise en 1997.

10

Nous avons le devoir de militer dans les syndicats de salariés (CTC/CLC, FTQ...) et étudiants de masse malgré et contre leur direction bureaucratique. Nous pouvons, si nous n'avons pas la force de proposer des candidats communistes internationalistes aux élections, être contraints à appeler à voter pour ceux d'un parti « réformiste » de masse (parlementariste bourgeois). Nous ne refusons pas, par principe, d'intervenir dans un tel parti (contre son appareil relais de la bourgeoisie, contre son programme bourgeois) ou dans une organisation centriste (contre sa direction inconséquente et capitularde, contre son programme petit-bourgeois).

Mais, quelle que soient les tactiques de sa construction, il n'y a pas de substitut à un parti de type bolchevik. Un parti centriste comme l'USPD en Allemagne en 1918-1919, le POUM en Espagne en 1936-1937 ou le MIR au Chili en 1972-1973 ne peut conduire la révolution à la victoire ; les partis ouvriers

bourgeois du type SPD en 1918-1919, PSOE et PCE en 1936-1937, PS et PCCh en 1972-1973 la combattent et l'étranglent. Nous ne soutenons donc pas Québec Solidaire (contrairement à la Gauche Socialiste, à La Riposte, Alternative Socialiste qui soumettent en fait les prolétaires à la petite-bourgeoisie) et nous n'appelons pas non plus à la formation d'un parti « réformiste » de masse (contrairement à LR ou AS car le prolétariat n'a pas besoin d'un autre parti ouvrier bourgeois).

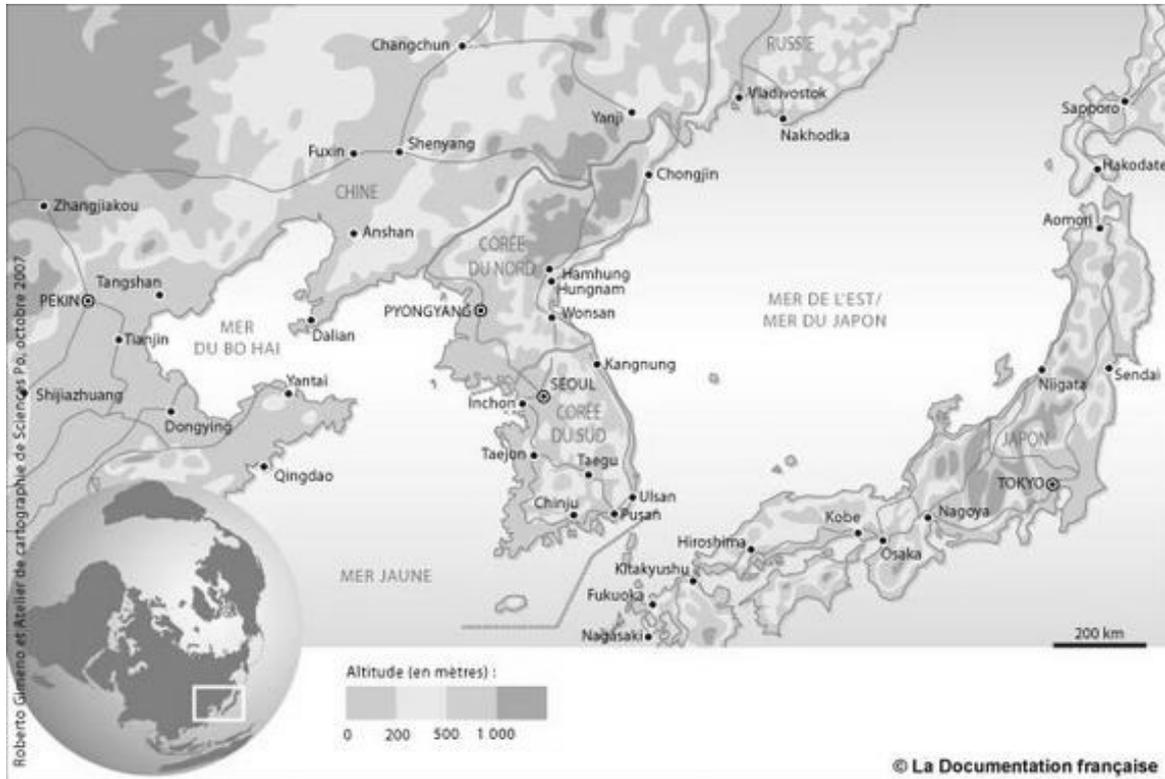
Nous préconisons la création de fractions lutte de classe dans les syndicats, d'organes démocratiques de lutte, d'un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste de masse basé sur les enseignements de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine et Trotsky. Ce parti se liera dans la lutte à la classe ouvrière et aux opprimés et sera capable d'allier les revendications démocratiques (dont la République, la séparation de l'État et de la religion, le droit de séparation du Québec, l'armement du peuple, l'accès à l'enseignement dans sa langue dans tout le Canada...) et transitoires (dont la création d'organes populaires de type soviets, le gouvernement ouvrier, l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux étudiants, l'autodéfense des manifestations et des piquetages, la réduction du temps de travail et l'emploi pour tous...) afin de préparer ouvertement la révolution prolétarienne.

Notre objectif est, en contribuant à la construction d'une internationale ouvrière révolutionnaire, de rassembler l'avant-garde canadienne dans un parti communiste internationaliste, qui est indispensable au renversement de la bourgeoisie (francophone et anglophone), au démantèlement de l'État bourgeois (fédéral et québécois), à l'établissement du pouvoir des conseils de travailleurs-ses (dictature du prolétariat) et des États-Unis socialistes d'Amérique, à la transition vers le socialisme-communisme mondial.



CoRep, FT-VP/BRÉSIL, PD/TURQUIE, TML/BRÉSIL BAS LES PATTES DEVANT LA CORÉE !

20 SEPTEMBRE 2017



Les Corées dans leur contexte régional

Source : *Questions internationales* n°28, novembre-décembre 2007

Le 5 août, le Conseil de sécurité de l'ONU a interdit les exportations de charbon, de minerais et des produits issus de la pêche par la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Le 6 août, il a aggravé les mesures avec un embargo sur les exportations de textile, des restrictions d'importation de pétrole, l'interdiction totale d'importation de gaz. Le 19 septembre, à la tribune de l'ONU, le président des États-Unis a menacé de détruire totalement le pays. De quoi l'ONU et Trump accusent-ils cet État ? Officiellement, de s'être doté de l'arme nucléaire et de lancer des missiles balistiques.

L'ONU étrangle l'économie du pays : sanctions en 1950, en 1955, en 1961, en 1975, en 1978, en 2017. L'ONU a déjà livré une guerre à la Corée du Nord de 1950 à 1953, ravageant le pays. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aujourd'hui des puissances impérialistes, y compris la Chine et la Russie. Toutes disposent d'armes atomiques, plus nombreuses, plus perfectionnées et infiniment plus dangereuses que celles de la Corée, un petit État économiquement arriéré.

Les États-Unis ont colonisé une partie de Samoa, Hawaï et Guam en 1898, à des milliers de kilomètres de

leur territoire. Ils les détiennent toujours. De plus, l'État y a installé des bases militaires pour défendre non le peuple américain, mais les grands groupes capitalistes de ce pays. L'État américain est le seul à avoir utilisé deux bombes nucléaires, en 1945 contre la population civile du Japon. Par haine de l'URSS, qui n'avait pas supprimé encore toutes les conquêtes de la Révolution de 1917, l'État américain a divisé la Corée en 1945. Hostile à la révolution chinoise et à l'expropriation des capitalistes, il a déclenché la guerre de Corée en 1950. L'état-major américain avait même envisagé d'utiliser l'arme atomique durant le conflit. Seule l'intervention de la Chine avait sauvé la Corée du Nord de l'invasion impérialiste à laquelle ont participé les armées britannique, canadienne, française, belge, turque...

Au Proche-Orient, l'État américain a soutenu, à partir de 1945, la colonisation de la Palestine. Dans le reste de l'Asie, l'État américain a conseillé, financé et armé l'armée indonésienne et les islamistes pour qu'ils massacrent des centaines de milliers de personnes (membres du Parti communiste ou simplement d'ethnie chinoise) en 1965. L'armée américaine a dévasté le Vietnam et le Cambodge de 1955 à 1975. L'impéria-

lisme américain a soutenu l'islamisme en Afghanistan pour empêcher toute révolution sociale et affaiblir l'URSS de 1979 à 1989. Il a désigné en 2001 comme cibles (« États voyous ») : la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak. Il a envahi l'Afghanistan en 2001 et l'Irak en 2003.

Le gouvernement américain ne mobilise pas l'ONU contre ses alliés (Israël, Inde, Pakistan) qui se sont munis de l'arme atomique. Par contre, la Corée du Nord est menacée depuis plus de soixante ans par 25 000 soldats américains à sa frontière avec la Corée du Sud, dotés de plusieurs centaines de missiles nucléaires tactiques et d'un système de missiles anti-missiles (THAAD), sans parler des sous-marins lanceurs d'engins nucléaires américains et des missiles intercontinentaux nucléaires américains.

Le but du gouvernement américain est de soumettre le monde entier : les pays dominés (dont l'Iran, le Venezuela et le Brésil) et, au-delà, ses rivaux (Chine, Allemagne, Japon...). En rétablissant lui-même le capitalisme dans toute la Corée, en faisant absorber la Corée du nord par celle du sud, il pourrait disposer de bases militaires et de troupes à la frontière de son principal concurrent, la Chine.

Face aux mesures onusiennes et aux menaces impérialistes, la Corée du Nord doit être défendue. Cela n'implique aucunement l'approbation de son gouvernement actuel, qui l'affaiblit par toute sa politique intérieure et extérieure, par son totalitarisme, sa stratégie militaire et sa gestion de l'économie.

La course aux armements de Kim Jong-un se révèle incapable de défendre la propriété collective et même l'indépendance nationale, malgré la rhétorique chauvine du « juche », une variante de l'idéologie stalinienne du « socialisme dans un seul pays » (encore plus ridicule dans la moitié d'un petit pays que dans feu l'URSS). En effet, le despote est le couronnement et l'arbitre de la bureaucratie étatique et nationaliste qui usurpe le pouvoir des travailleurs depuis plus d'un demi-siècle. Non seulement les bureaucrates et la famille régnante oppriment la population, mais ils vivent luxueusement à ses dépens. Le militarisme saigne littéralement la population et disloque l'économie planifiée. L'autarcie affichée est un mythe. La famine a même frappé le pays dans les années 1990 quand le capitalisme a été rétabli en Russie et en Chine. Les

sanctions de l'ONU, même si la Chine ne les applique guère, nuisent à l'économie et affectent essentiellement les travailleurs des campagnes et des villes.

La dynastie des Kim penche de plus en plus vers le capitalisme. Non seulement le régime loue des milliers de travailleurs à la bourgeoisie russe, tolère la contrebande à grande échelle avec le capitalisme chinois, mais il a ouvert plus de 20 « zones économiques spéciales » aux capitalistes étrangers depuis 1991, sur le modèle chinois de la restauration du capitalisme : Rajin-Songbong en mer du Japon, Whiwa et Hwanggumpyong à la frontière chinoise, Kaesong à la frontière sud-coréenne (que la Corée du Sud a fermée en 2016)... Ces zones livrent des prolétaires sans droits à l'exploitation la plus féroce des capitalistes de Chine, de Taiwan, de Singapour. Depuis 2002, les entreprises privées sont encouragées et des capitalistes locaux apparaissent à partir des sommets de l'administration et de l'armée.

La véritable défense de la Corée du Nord face aux États-Unis et à leurs complices passe par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs du monde entier et au premier chef aux États-Unis et dans toute la Corée.

- Unité de toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, pour la levée de toutes les sanctions de l'ONU contre la Corée du Nord, l'arrêt des menaces militaires américaines, le retrait de toutes les troupes américaines de Corée et de toute l'Asie, du Levant au Japon, la fermeture des bases de Guam et d'Hawaï !
- Libertés pour les travailleuses et les travailleurs de toute la Corée ! Réunification de la Corée par la liquidation de l'État bourgeois au sud et le renversement de la bureaucratie au Nord ! Gouvernement ouvrier et paysan de toute la Corée désigné par les conseils de travailleurs !
- Expropriation des groupes capitalistes nationaux et étrangers ! Planification de l'économie unifiée sous le contrôle des producteurs ! États-Unis socialistes de l'Asie de l'est !

Collectif révolution permanente
 Fração Trotskista - Vanguarda Proletária/Brésil
 Patronsuz Dünya/Turquie
 Tendência Marxista-Leninista/Brésil

Abonnement à Révolution communiste

Envoyer 12 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros
 à : ARTP AGECA service BP 177 rue de Charonne 75011 PARIS FRANCE
 NOM Prénom
 Adresse postale

CoRep, FT-VP/BRÉSIL, PD/TURQUIE, TML/BRÉSIL DROIT POUR LA CATALOGNE DE SE SÉPARER DE L'ESPAGNE (ET DE LA FRANCE) !

23 SEPTEMBRE 2017



Depuis juin, le président Puigdemont de la Généralité de Catalogne, le gouvernement de la province (coalition bourgeoise JxSí entre CDC, ERC, etc.) et la majorité du parlement de Catalogne (JxSí plus les nationalistes petits-bourgeois de la CUP) préparent un référendum. Aux dernières élections régionales, le 27 septembre 2016, les deux coalitions nationalistes catalanes ont obtenu la majorité absolue au parlement (72 députés sur 135) mais restaient minoritaires en voix (47,8 % des suffrages exprimés). La question posée aux électeurs le 1^{er} octobre serait : *¿Voleu que Catalunya sigui un estat independent en forma de república? (Voulez-vous que la Catalogne soit un État indépendant sous la forme d'une république ?)*.

Les résidents de nationalité non espagnole sont exclus de ce scrutin par le gouvernement nationaliste catalan.

Le président du gouvernement de l'État espagnol Rajoy et le gouvernement PP (un parti bourgeois fondé par des héritiers du franquisme) lui dénie le droit de consulter la population. Le Tribunal constitutionnel, une institution bourgeoise dont les membres sont nommés par le monarque légué par Franco, a interdit le référendum. Le colossal appareil répressif de l'État espagnoliste est mobilisé pour l'empêcher : arrestation de 14 membres du gouvernement JxSí, saisie du matériel électoral, descente policière (protégée par les Mossos de la police catalane) au siège de la CUP...

Le 11 septembre, un million de personnes a manifesté contre ces mesures réactionnaires et pour le droit de décider elles-mêmes de leur sort.

Dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs, ni la Catalogne, ni aucun autre territoire ne doit être maintenu par la force dans l'État espagnol. Il est scan-



© La Documentation française

Source : Les Études de la Documentation française n° 5162-63

daleux que le PSOE, le principal parti issu de la classe ouvrière, se range du côté de la monarchie franquiste et du gouvernement PP.

D'où sort l'État espagnoliste qui réprime les grévistes, les immigrants, les combattants nationalistes basques et, beaucoup moins violemment, les dirigeants officiels catalans ? Du franquisme ! L'État bourgeois a été sauvé de la crise révolutionnaire de 1974-1978 par les partis sociaux-patriotes (staliniens du PCE, sociaux-démocrates du PSOE), la bureaucratie syndicale (CCOO, UGT) et les partis nationalistes bourgeois des minorités (PNV du Pays basque, CiU de Catalogne...). Faute d'un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, la collaboration de classe a sauvé le capitalisme, rétabli la monarchie conformément aux vœux de Franco, maintenu les dernières colonies et les nations opprimées dans le giron de l'État espagnol.

Sous la menace de la révolution prolétarienne qui a éclaté au Portugal et affleuré en Espagne en 1974, la bourgeoisie espagnole, avec l'appui de l'Union européenne qu'elle a rejoint, a concédé des libertés démocratiques et accordé une grande autonomie à 17 régions. Le catalan (parlé massivement dans la Valence et un peu dans le Roussillon en France) est devenu la langue officielle de la Catalogne, la région la plus avancée et la plus riche du capitalisme espagnol. La bourgeoisie catalane s'est empressée, comme la basque, de constituer sa propre police, les Mossos d'Esquadra (21 000 flics).

Mais cela ne suffit pas à une fraction significative de la bourgeoisie et de sa représentation politique qui, comme en Ecosse, en Flandre, en Vénétie et en Lombardie, veut s'émanciper de la tutelle de l'ancien État national, tenter sa chance avec l'Union européenne et neutraliser la lutte de classe de ses exploités par le

poison du chauvinisme (la prétendue unité des exploités et des exploités d'une « nation » contre les autres « nations »).

Les organisations centristes (AC-SUQI, LI-UIT...) qui oscillent entre Podemos-Podem et la CUP approuvent la séparation fomentée par le nationalisme bourgeois. Malgré l'autonomie, ni l'exploitation, ni la précarité, ni le chômage, ni la pauvreté, ni le racisme, ni la surexploitation et la violence contre les femmes n'ont disparu de Catalogne (ou du reste de l'Espagne et du Portugal). L'indépendance n'y changerait rien. Les plus opprimés aujourd'hui en Espagne par leurs traits ethniques, leur difficulté à maîtriser le castillan ou le catalan, leur religion, ne sont pas les Catalans, ni même les Basques, mais les travailleurs immigrés. L'indépendance n'y changerait rien.

Il n'y a que trop de frontières en Europe et dans le monde. Un petit État n'échapperait à la tutelle de Madrid que pour sombrer dans la dépendance à l'égard de Paris, de Berlin, de Washington...

L'intérêt de la classe ouvrière est le cadre économique et politique le plus large possible et le plus démocratique possible. L'accusation que l'avant-garde communiste et internationaliste porte à « l'Union européenne » désunie et bourgeoise est son incapacité à supprimer les frontières archaïques et l'oppression ignoble du peuple grec décidée en commun par les gouvernements impérialistes allemand et français.

Pour l'unité de notre classe, l'avant-garde défend le droit de ceux qui se sentent catalans en Espagne (et en France) de décider de leur sort. Toutes les organisa-

tions ouvrières d'Espagne, partis (PSOE, Podemos, IU...) et syndicats (CCOO, UGT...), doivent se prononcer en ce sens et engager ensemble le combat contre Mariano Rajoy et Felipe Bourbon.

Mais l'avant-garde conseille aux exploités de ne pas se séparer de leurs frères et soeurs du reste de l'Espagne et de mener la lutte avec eux contre tous les capitalistes. Elle préconise les États-Unis socialistes d'Europe et la Fédération socialiste de la Méditerranée.

- Libération de tous les militants catalans et basques emprisonnés en France et en Espagne !
- Respect par l'État espagnol du référendum en Catalogne ! Droit pour le peuple catalan et pour le peuple basque de se séparer de l'État espagnol et de l'État français !
- Mêmes droits pour les travailleurs immigrés ! Restitution au Maroc des enclaves de l'État espagnol !
- Dissolution de l'armée professionnelle et de toutes les polices bourgeoises, Mossos inclus ! Armement du peuple !
- République ! Gouvernement des travailleuses et des travailleurs ! Fédération socialiste ibérique ! États-Unis socialistes d'Europe !

Collectif révolution permanente/Allemagne,
Autriche, France
Fracão Trotskista - Vanguarda Proletária/Brésil
Patronsuz Dünya/Turquie
Tendência Marxista-Leninista/Brésil



CAHIERS RÉVOLUTION COMMUNISTE

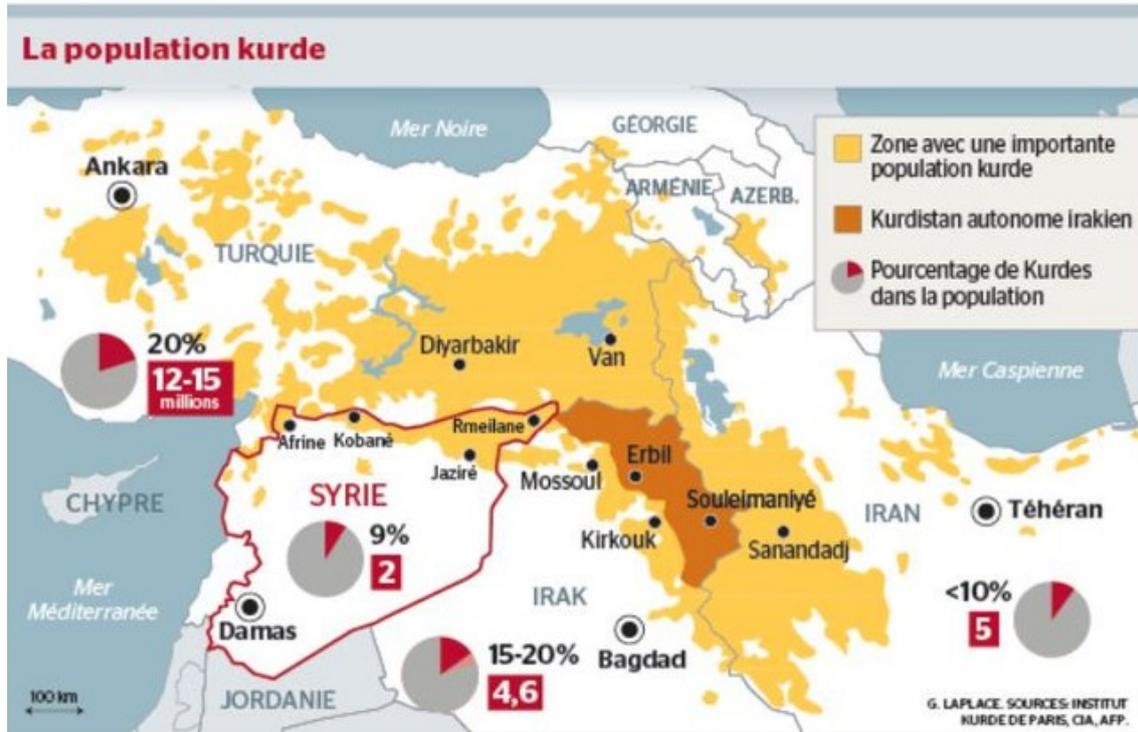
- n° 18 CoReP : plateforme
- n° 17 GMI : programme
- n° 16 : La mobilisation de 2017 contre la loi travail
- n° 15 Lénine : l'État et la révolution
- n° 14 Casanova : l'Espagne livrée 1936-1939
- n° 13 Ligue des communistes : manifeste de 1847
- n° 12 4^e Internationale : manifeste de 1940
- n° 11 1995, en défense des retraites
- n° 10 Marx : salaire, prix et profit
- n° 9 Bolchevisme contre l'ambiguïté
- n° 8 L'Ukraine déchirée par les impérialismes
- n° 7 Lénine & Zinoviev : le socialisme et la guerre
- n° 6 Marx : la crise (compilation)
- n° 5 4^e Internationale : programme de 1938
- n° 4 VdT et la guerre mondiale
- n° 3 Chili 1970-1973
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky : armer le peuple (compilation)
- n° 1 GMI : plateforme de 2013

3 euros par la poste
2 euros auprès des militants

CoREP & PD/TURQUIE

LE PEUPLE KURDE DOIT POUVOIR DÉTERMINER SON PROPRE DESTIN

24 SEPTEMBRE 2017



Le référendum prévu pour le 25 septembre au Kurdistan du Sud (dont le nom officiel est le « Gouvernement régional kurde d'Irak »), visant à demander au peuple kurde de la zone à voter « oui » ou « non » sur la question de la séparation de l'Irak et de la proclamation d'indépendance a concentré toutes les critiques et oppositions. Se doter de son propre État est l'aspiration du peuple kurde qui a vécu depuis des siècles sous la domination de forces coloniales et qui a fait face à la guerre, la pauvreté et l'oppression. Avec ce référendum, c'est la première fois que l'indépendance est envisagée à ce niveau dans une partie du Kurdistan qui est divisée entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie et qui se trouve ainsi sous la colonisation internationale de quatre pays.

Face au référendum du 25 septembre, la Turquie a répondu par des cris de guerre et les États-Unis ainsi que de nombreux pays de l'Union Européenne ont demandé à ce qu'il soit annulé ou reporté. Il semble que toutes les puissances impérialistes, presque sans exception, refusent ce référendum qui est l'expression du droit du peuple kurde à déterminer son propre destin. Les justifications avancées contre ce référendum sont « l'instabilité régionale » et « l'intégrité territoriale de l'Irak ».

Les États qui mettent en avant ces justifications sont ceux qui, suite à l'invasion de l'Irak, ont préparé les conditions objectives pour que la région devienne l'épicentre de la terreur et des guerres ethniques, donc ceux qui sont les principaux responsables du bain de sang au Proche-Orient. C'est l'invasion dont les principaux instigateurs sont la Grande-Bretagne et les États-Unis qui a permis à l'État islamique de naître et de conquérir des territoires. Quant à Israël, qui empêche le peuple palestinien de déterminer son propre avenir, il soutient ce référendum non parce qu'il respecte le droit du peuple kurde de constituer son État mais en raison de ses intérêts impérialistes au Proche-Orient.

Le peuple kurde qui est divisé en quatre a le droit historique à constituer son propre État. Au Kurdistan du Sud, la volonté d'indépendance est forte, les Kurdes du Sud ne se sont jamais sentis appartenir à l'État irakien. Un fort taux de « oui » au référendum est inévitable. C'est pour cette raison que le soutien à ce référendum ne revient pas à soutenir Barzani et son gouvernement.

Au Kurdistan du Sud, la structure politique est déterminée par des partis bourgeois dirigés par les diri-

CoREP & PD/TURQUIE

TRUMP, NETANYAHOU, BAS LES PATTES DEVANT JÉRUSALEM !

22 DÉCEMBRE 2017

Où mènent les accords d'Oslo

Après avoir dénoncé le 17 juillet l'accord avec l'Iran, le président américain Trump a annoncé le 6 décembre qu'il allait transférer l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem. Autrement dit, la principale puissance du monde a reconnu officiellement Jérusalem comme la capitale d'Israël.

Le Premier ministre israélien Netanyahu a salué un « jour historique ». Israël a conquis totalement Jérusalem en 1967. Depuis, méthodiquement, l'État sioniste persécute et chasse la population arabe de la partie est de la ville, tout en favorisant la colonisation hébraïque qu'il poursuit aussi en Cisjordanie.

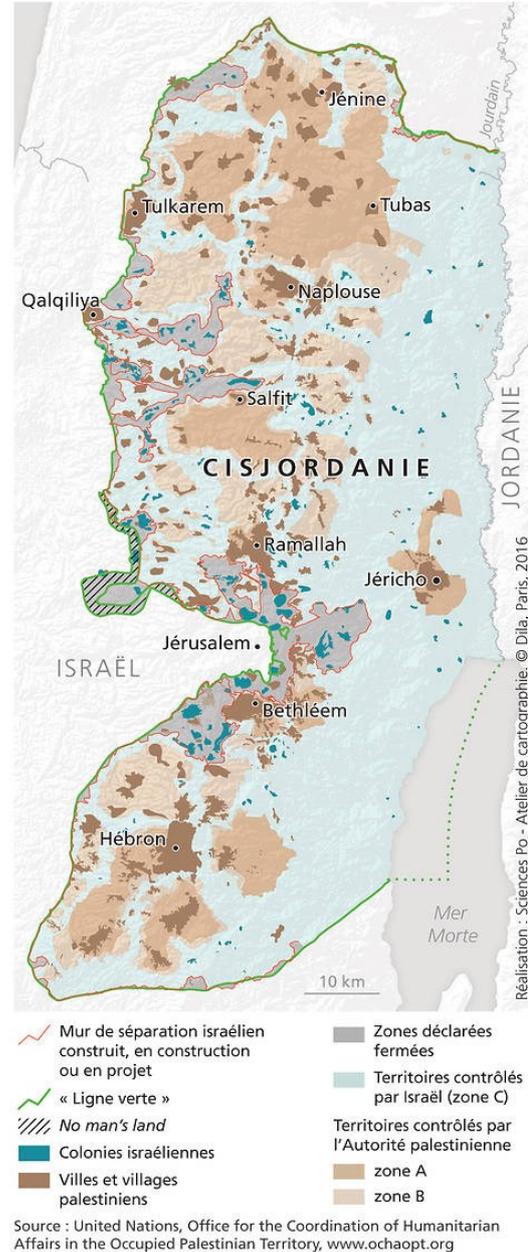
Face à la décision des États-Unis, les autres puissances impérialistes (Chine, Russie, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne...) ont exprimé leur mécontentement. Le secrétaire général de l'Organisation des nations unies (ONU) a condamné la décision de Trump, comme contraire à la « solution de deux États ». L'assemblée générale l'a suivi le 21 décembre. Mais l'ONU a entériné la conquête violente d'une partie de la Palestine en 1947 en reconnaissant Israël. Jamais les nombreuses résolutions antérieures condamnant Israël n'ont eu de conséquence pratique ; jamais le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pris de sanction contre les États-Unis ni contre Israël.

Cette décision n'est pas une simple excentricité. Trump a satisfait le Parti républicain et il a appliqué ce qu'avaient proposé auparavant Obama et le Parti démocrate. Il tente de consolider les positions de sa bourgeoisie et de l'État américain dans une région où celui-ci a considérablement reculé. Les véritables cibles de Trump et du Parti républicain sont l'Iran et la Russie ; les Palestiniens sont des victimes collatérales. En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, la « démocratie » américaine approuve l'épuration ethnique qui est en cours dans cette ville.

L'Autorité palestinienne a appelé à un « jour de rage ». Le Fatah qui la dirige est un parti nationaliste palestinien bourgeois usé jusqu'à la corde. Son fondateur Arafat a conclu en 1993, avec l'État américain et l'État israélien, les accords d'Oslo. Ce traité reconnaît Israël et sa mainmise sur une partie de la Palestine. En échange, il promet un État palestinien.

La solution « des deux États » a été approuvée par l'ONU. En fait, il y a d'un côté un véritable État, surarmé, doté de l'arme nucléaire, appuyé par les États-Unis. De l'autre, il y a un gigantesque camp de rétention pour Arabes, sans armée, sous dépendance écono-

La Cisjordanie (2016)



mique d'Israël, sous perfusion de l'Union européenne et des monarchies du Golfe. La Cisjordanie et Jérusalem sont séparées de la bande de Gaza. La Cisjordanie est elle-même quadrillée par des colonies sionistes et par l'armée israélienne. La police du Fatah est l'auxiliaire de l'armée coloniale et des services secrets israéliens.

Le Hamas a prédit que la décision de Trump « ouvrirait les portes de l'enfer pour les intérêts américains dans la région ». Le Hamas est un parti bourgeois clérical fondé par les Frères musulmans. Il prétend que la Pa-

lestine doit être musulmane, alors qu'y ont toujours vécu des Juifs israélites, des Arabes et des Arméniens chrétiens. Ce parti réactionnaire a pu prendre le contrôle de la bande de Gaza en 2007 à cause de la trahison de la cause nationale par le Fatah.

Si le Hamas était capable de faire reculer l'impérialisme américain, cela se saurait depuis longtemps. En fait, il est même incapable d'empêcher l'État israélien (avec l'aide de l'État égyptien) de transformer la vie des Gazaouis en enfer. En particulier, l'armée israélienne est intervenue militairement dans la bande de Gaza en 2008, 2012 et 2014, en massacrant sa population et en détruisant ses infrastructures.

Le Fatah et le Hamas ont en commun d'être dirigés par des bourgeois, de s'opposer à la lutte du prolétariat palestinien, de dépendre d'États bourgeois voisins et d'être incapables de s'adresser aux travailleurs d'Israël (arabes ou juifs). D'ailleurs, ils se sont rapprochés ces derniers mois sous la pression du général Al-Sissi, le président de l'Égypte qui réprime toute opposition politique.

Pour le front unique ouvrier contre la poursuite de la colonisation et contre l'oppression sioniste

Les monarchies du Golfe et de Jordanie ont protesté contre la décision de Trump, ainsi que les républiques islamistes d'Iran et de Turquie. Mais les Palestiniens ne peuvent pas se fier aux États bourgeois de la région.

La monarchie a écrasé la résistance palestinienne en Jordanie en 1970-1971. Les chrétiens-fascistes du Liban ont liquidé en 1982 des milliers de réfugiés palestiniens avec l'aide de l'armée israélienne. Le régime du Baas syrien a frappé militairement la résistance palestinienne en 1983. Les gouvernements égyptien et syrien ont réprimé le mouvement révolutionnaire de 2011 dont la victoire pouvait ouvrir une perspective aux Palestiniens. La plupart des États voisins surexploitent les réfugiés ou travailleurs immigrés palestiniens et les discriminent. L'Arabie saoudite vient de renforcer ses liens avec les États-Unis et Israël ; elle intervient militairement au Yémen et son blocus cause des ravages dans la population civile ; elle menace ouvertement l'Iran. L'Iran et la Turquie oppriment leurs minorités nationales, dont les Kurdes. La Turquie est toujours membre de l'OTAN dirigée par les États-Unis. La Turquie et les monarchies du Golfe ont aidé les islamo-fascistes qui ont opprimé en Syrie et en Irak les femmes, qui ont exterminé les militants ouvriers, les minorités religieuses, les minorités nationales. L'Égypte reçoit des armes et de l'argent des États-Unis, elle bloque la bande de Gaza.

Des milliers d'arabes palestiniens ont protesté à Jérusalem et à Gaza. Le 15 décembre, l'armée israélienne a blessé 160 d'entre elles et en a tué 4. Des centaines de milliers de personnes, en particulier dans les pays

arabes ou musulmans, ont manifesté contre la décision du gouvernement étasunien. Mais la colonisation de la Palestine, l'oppression des Palestiniens, les menaces contre l'Iran, les interventions militaires en Syrie et en Irak des impérialistes américain, russe, britannique, français... doivent devenir l'affaire de tout le mouvement ouvrier mondial.

La meilleure aide aux Palestiniens est la lutte pour renverser les gouvernements qui soutiennent l'État sioniste. Dans le monde entier, au premier chef aux États-Unis et en Israël, toutes les organisations qui se réclament des travailleurs doivent exiger :

Fin de la colonisation en cours de Jérusalem Est et de la Cisjordanie !

Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte !

Destruction du mur de l'apartheid !

Libération de tous les prisonniers palestiniens !

Droit au retour des réfugiés et de leurs descendants !

Aucune arme, aucune aide militaire à Israël !

Aucune menace militaire envers l'Iran !

Pour la destruction du dernier État colonial

La classe ouvrière mondiale est, sur cette question comme les autres, paralysée par la politique de ses directions. Les partis travaillistes ou sociaux-démocrates et les partis issus du stalinisme soutiennent la solution « des deux États » de l'ONU, comme plusieurs organisations centristes : SPEW, SAlt, LO, NPA...

Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient. (Lutte de classe, juillet 1967) ; Un pouvoir des travailleurs en France soutiendrait l'établissement de l'État palestinien dans les frontières de 1967. (Arthaud, candidate de LO à l'élection présidentielle, 2 avril 2012)

Cela revient à entériner la colonisation violente d'une partie de la Palestine et la création de bantoustans sous la botte d'Israël. Des directions de partis réformistes expulsent même des militants qui les gênent en les accusant d'antisémitisme : par exemple, Tony Greenstein a été exclu du Parti travailliste britannique, Gérard Filoche du Parti socialiste français...

Partout, l'État israélien et le mouvement sioniste tentent d'assimiler les antisionistes à des racistes anti-juifs. Le président français Macron a repris cette calomnie. L'État autrichien, qui n'a jamais épuré vraiment les nazis et qui a aujourd'hui à sa tête un gouvernement qui comprend un parti fascisant, a même poursuivi comme « antisémites » des militants qui défendent les droits des Palestiniens.

LEXIQUE DES ORGANISATIONS

Fatah

Le Mouvement de libération de la Palestine est un mouvement nationaliste bourgeois d'Arabes de Palestine fondé en 1959 par Yasser Arafat, Abou Jihad, Abous Youssef. Il se situait dans la lignée politique du panarabisme de l'époque. Il se donnait pour objectif de créer un État palestinien (« libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste ») par le moyen de la lutte armée contre l'État d'Israël. Le Fatah proclamait qu'il était prématuré de discuter de ce que sera le nouvel État.

À partir de 1964, les fédâyins du Fatah attaquèrent Israël depuis la Jordanie, le Liban et la Syrie. En septembre 1970, l'armée jordanienne écrasa la résistance palestinienne (5 000 prisonniers abattus) et contraignit la direction du Fatah à s'installer au Liban. En 1982, Israël envahit le sud du Liban et chasse Arafat en Tunisie. Les civils palestiniens restés sans défense furent massacrés par la Phalange libanaise (chrétiens-fascistes). En 1983, l'armée syrienne attaqua les combattants du Fatah présents au nord du Liban et rejoints par Arafat. L'armée française évacua Arafat et 4 000 fédâyins. Les réfugiés des camps payèrent la défaite de plus de 6 000 morts. En 1974, le Conseil national palestinien dirigé par le Fatah, se rabattit sur une Palestine de taille réduite. En 1983, il accepta officiellement le plan des États arabes pour deux États : Israël dans les frontières de 1967 et un État palestinien limité à la Cisjordanie et à Gaza, avec Jérusalem est comme capitale. En 1984, le CNP signa les accords d'Oslo avec Israël. Le Fatah prit alors la tête de « l'Autorité palestinienne » qui gère la Cisjordanie et Gaza. Le Fatah est, comme plusieurs partis nationalistes bourgeois des pays dominés, membre de l'Internationale socialiste.

FDPLP-FDLP

Le Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine était un mouvement nationaliste petit-bourgeois palestinien. Il naquit en 1969 d'une scission influencée par le maoïsme du FPLP menée par Nayef Hawatmeh. Le but du FDPLP était la création d'un État palestinien démocratique, où Arabes et Juifs vivraient ensemble. Ce serait un « État palestinien de démocratie populaire », qui servirait de fer de lance à la révolution mondiale par le relais d'une nation arabe unifiée.

Le FDPLP menait, comme le Fatah, le FPLP et le FPLP-CG, des actions de guérilla. En 1973, il accepta un État palestinien réduit à côté d'Israël. En 1974, il se renomma FDLP. En 2000, le FDLP participa à la négociation avec Israël menées par le Fatah.

Hamas

Le Mouvement de résistance islamique est créé en 1987 par Sheikh Ahmed Yassin, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammed Taha, à partir de la branche palestinienne des Frères musulmans. Son but était un État islamique palestinien surtout le territoire de la Palestine.

Les Frères musulmans palestiniens furent financés pendant les années 1970 et 1980 par l'Arabie saoudite et la Syrie. Israël les a tolérés car, à l'époque, ils n'étaient qu'un mouvement religieux sans action militaire qui concurrençait l'OLP. Durant les années 1990 et 2000, le Hamas était financé par l'Iran. Appuyé par un réseau d'organisations de charité et de propagande religieuse, il devient populaire par son opposition aux accords d'Oslo approuvés par le Fatah et le FDLP. Dans les années 1990, le Hamas et son rival Djihad islamique lancèrent des attentats-suicides contre Israël. En 2003, sans reconnaître Israël, le Hamas accepta un État palestinien de taille réduite. En 2006, il remporta les élections palestiniennes à cause de la corruption du Fatah et de sa collaboration avec Israël. Le Fatah refusa sa défaite, ce qui conduisit à des affrontements inter-palestiniens et au contrôle de la bande de Gaza par le Hamas.

Matzpen

La Boussole était le nom du journal de l'Organisation socialiste israélienne fondée en 1962 par des militants exclus du Parti communiste israélien. Elle s'opposait à la fois au sionisme et au nationalisme panarabe et prônait un État judéo-arabe. Parmi ses fondateurs, figuraient Oded Pilavsky, Akiva Orr, Moshe Machover et Haim Hanegbi. En 1964, l'OSI fut renforcée par la fusion avec un groupe de militants arabes du PCI dont Jabra Nicola et Daoud Turki. Matzpen était victime de pression et de répression, surtout ses membres arabes. En 1972, elle se scinda en deux : l'Organisation socialiste en Israël et le Matzpen marxiste (renommé plus tard LCR) lié au « secrétariat unifié de la 4^e Internationale ». Les deux groupes disparurent au début des années 1980. L'OSI se fondit dans la « Liste progressiste pour la paix » et Moshe Machover vit en Grande-Bretagne. La LCR s'effaça au profit du « Centre d'information alternative » et Michel Warschawski, son principal animateur, vit maintenant en France.

L'antisémitisme est la haine des Juifs en tant que Juifs. L'antisionisme est l'opposition à Israël comme un pouvoir colonial et comme État qui se veut juif.
(Avi Shlaim, professeur à Oxford)

Certes, on trouve des antisionistes qui sont antisémites, mais il y a aussi beaucoup de pro-sionistes qui sont antisémites, dans la lignée de Lord Arthur Balfour ou Lord Winston Churchill. Les gouvernements pro-sionistes des États-Unis et de l'Union européenne entretiennent des liens étroits avec les monarchies absolues et islamistes qui diffusent dans le monde entier le *Protocole des sages de Sion*, un faux antisémite fabriqué en 1901 par la police tsariste et cité abondamment par Hitler.

Les communistes internationalistes qui depuis 170 ans combattent le racisme et le colonialisme n'ont aucune leçon à recevoir de Macron, Trump et Netanyahu. Le mouvement sioniste lui-même s'est souvent accommodé de l'antisémitisme au début du XX^e siècle car ces deux courants réactionnaires partageaient l'idée que les Juifs étaient inassimilables dans les pays où ils vivaient. Face au pire antisémitisme de l'histoire, le nationalisme bourgeois juif ne s'est guère opposé au « 3^e Reich » et certains de ses dirigeants ont même collaboré avec les nazis. C'est après la 2^e Guerre mondiale que l'Holocauste a servi de prétexte à la bourgeoisie sioniste pour coloniser la Palestine. Les réseaux terroristes sionistes ont exterminé des villages entiers, chassé des centaines de milliers de personnes... Le Parti travailliste israélien et le syndicat sioniste ont alors réclamé l'exclusion des Arabes de l'emploi. L'État bourgeois hébreu discrimine ses citoyens en fonction de leur ethnie et il poursuit l'épuration raciale.

Ainsi, le nationalisme bourgeois juif a transformé une toute petite minorité des Juifs du monde en oppresseurs. La conséquence a été la persécution et l'émigration forcée des Juifs installés depuis deux millénaires en Afrique du Nord et au Proche-Orient qui n'étaient pas des colons mais qui ont servi de boucs émissaires aux régimes nationalistes bourgeois arabes. Le sionisme a aussi facilité l'antisémitisme nauséabond des islamistes partout dans le monde.

Israël a été fondé avec l'aide des puissances impérialistes occidentales (qui ont recyclé les anciens nazis) et la complicité de la bureaucratie de l'URSS. Il a mené des guerres contre tous ses voisins. Il a bénéficié de l'aide de l'impérialisme français pour se doter de l'arme nucléaire. Il a collaboré avec le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, avec la contre-révolution en Amérique latine, etc.

La fin de l'oppression nationale dont sont victimes les Arabes palestiniens passe par la destruction de l'État d'Israël, raciste, belliciste et colonialiste, instrument de l'impérialisme occidental en Asie de l'ouest. Contre toutes les bourgeoisies (américaine, hébreue, arabe,

turque, perse...), la mobilisation des travailleurs à Jérusalem, en Cisjordanie, à Gaza, en Israël, en Jordanie, en Turquie, en Égypte, en Tunisie... permettra d'instaurer une Palestine laïque et multiethnique sur tout le territoire de la Palestine, dans laquelle pourront vivre ensemble Arabes et Juifs, musulmans, israéliens, chrétiens et athées. Jérusalem, avec ses traditions multiculturelles serait probablement la capitale de cet État des travailleurs. Une telle Palestine ne serait viable que par l'extension de la révolution, l'abolition des frontières héritées de la colonisation et l'instauration de la fédération socialiste du Levant.

À la fin du XX^e siècle, des organisations révolutionnaires ont défendu courageusement une perspective de ce type en Israël (ex-OSI-Matzpen) ou dans les camps palestiniens (ex-FDPLP). À l'opposé, la bourgeoisie palestinienne, qu'elle soit panarabe (Fatah) ou islamiste (Hamas), ne peut libérer la Palestine parce qu'elle a toujours préféré la collaboration avec les États bourgeois voisins à la mobilisation des travailleurs des villes et des campagnes qui aurait débouché sur la mise en cause de la propriété privée. La bourgeoisie nationale, en prêchant l'unité trompeuse de tous les Arabes ou de tous les musulmans, s'est révélée incapable de s'adresser à la classe ouvrière de toute la région.

La classe ouvrière, ralliant les paysans et les étudiants, est la force sociale qui est capable de liquider la colonisation sioniste et la domination impérialiste, d'émanciper les jeunes et les femmes, de donner la terre aux paysans, la formation à la jeunesse, l'emploi à tous et d'assurer le développement économique.

Collectif révolution permanente/Allemagne,
Autriche, Canada, France
Patronsuz Dünya/Turquie



Manifestants palestiniens face à l'armée israélienne en décembre 2017

LE CoReP À LA FT-VP/BRÉSIL, À LA LCT/ARGENTINE ET AU MAS/RUSSIE

VRAIES DIVERGENCES ET FAUX SEMBLANTS

2 MARS 2017

Présentation

Le MaS/Russie a signé en 2015 des déclarations sur de grands événements mondiaux avec le CoReP ; la FT-VP/Brésil a fait de même en 2017. Par contre, la LCT/Argentine refusait de discuter les projets de résolutions que lui soumettait le CoReP en prétextant qu'il fallait se mettre d'accord au préalable sur un programme international. Le CoReP a soumis en 2016 au COICOR constitué par la FT-VP, le LCT et le MaS un projet de plateforme commune. La LCT a envoyé trois lettres successives à ce sujet, sans jamais dire si elle amendait ou soumettait un autre projet. Elles sont parfois incohérentes et témoignent souvent d'une ignorance du programme communiste, dont l'étude est remplacée par des formules héritées du révisionnisme version Moreno. Leur fonction était, visiblement, de justifier à tout prix le maintien du COICOR. Les trois lettres sont disponibles en espagnol et en français sur le site du CoReP : <http://www.revolucionpermanente.com>. Ni la LCT ni le COICOR n'ont donné suite à la contribution ci-dessous du CoReP qui était accompagnée d'une version améliorée du projet de plateforme. Celle-ci a été adoptée lors de la réunion internationale de novembre 2017.

La décision de vos porte-paroles est de refuser d'écrire ou d'examiner des projets de déclarations communes sur les événements d'importance mondiale avant d'avoir abouti à des « accords politiques généraux solides ».

Vous avez examiné le projet de plateforme internationale de septembre 2015 soumis par le bureau international du Collectif révolution permanente à toutes les organisations communistes internationalistes du monde (version I en espagnol, en français, partiellement en russe). Une deuxième version a été établie à partir d'une contribution du camarade João Neto de la TML/Brésil et des amendements de toutes les cellules et de la 3^e conférence du GMI/France (version II en anglais, en espagnol, en français). Le bureau vous a envoyé le 15 septembre les amendements qu'il a rédigés en août 2016 suite à la contribution du camarade Sergio Bravo du Pérou (version III en français).

Nous avons reçu votre contribution sous forme de trois lettres en espagnol :

- du 14 septembre 2016 signée par la LCT/Argentine, approuvée ultérieurement par le MaS/Russie et la FT-VP/Brésil ;
- du 16 septembre signé par Marcelo Ríos ;
- du 25 novembre signé par la LCT au nom du COICOR.

Le bureau du Collectif veut avancer dans la voie du regroupement international des communistes internationalistes. Vous trouverez, ci-dessous, une réponse en français aux trois lettres. Parallèlement, nous avons modifié le projet pour tenir compte de vos remarques (nous vous joignons une version IV en français : tous ces amendements nouveaux sont en vert ; ceux en jaune font suite à la contribution du camarade Sergio Bravo).

I / Qu'est-ce qu'un programme international ?

La contribution Ríos-LCT-COICOR multiplie les préables dont certains sont dérisoires, comme le refus de voter pour Podemos dans l'État espagnol ou l'exigence d'appeler « enclave » l'État israélien.

Ce n'est pas parce que nous avons un quelconque accord partiel que nous faisons des déclarations communes avec tel groupes ou tel courant. Nous ne faisons cela que sur la base d'accords politiques généraux solides. Par exemple, sur la Palestine ; sur le soutien électoral à la social-démocratie (Syriza, Podemos, etc.)... (COICOR, Courrier du 14 septembre 2016, conclusion)

Le projet de plateforme internationale de septembre 2015 est un programme *international* pour un parti mondial. Or, certaines des critiques faites au projet ne concernent pas les grands événements mondiaux ni les tâches stratégiques internationales.

Pour rejoindre la Gauche internationale, il n'est nul besoin d'un faux « monolithisme » dans l'esprit de la bureaucratie stalinienne. Ce qu'il faut, c'est une solidarité authentique sur les questions fondamentales de la stratégie révolutionnaire internationale qui ont passé le test de ces dernières années. Des désaccord tactique partiels sont absolument inévitables et ne peuvent constituer un obstacle pour un travail en commun étroit dans le cadre d'une organisation internationale. (Lev Trotsky, « Lettre ouverte au Groupe Prometeo », avril 1930, Writings 1930, Pathfinder, 1975, p. 192)

Certains domaines importants du marxisme ne font pas partie du programme politique.

Tous nos maîtres se fondaient sur la dialectique. Pourtant, aucun document *programmétique* communiste ne parle de la dialectique.

Tous nos maîtres se basaient sur le matérialisme histo-

rique. Pourtant, *aucun programme* n'exige un accord sur le matérialisme historique lui-même.

Tous nos maîtres étaient résolument et ouvertement athées. Pourtant, l'athéisme ne figure dans *aucun programme* du mouvement ouvrier révolutionnaire. L'irrégion n'est pas une condition pour qu'une travailleuse ou un travailleur rejoigne l'organisation communiste. Lénine envisage, pour illustrer cette question, le cas peu (pour lui improbable) de l'adhésion d'un prêtre.

Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement... (Vladimir Lénine, « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion », 13 mai 1909, *OEuvres*, Progrès, 1967, t. 15, p. 439)

Le camarade Ríos ne sait pas distinguer la *théorie* économique et le *programme* politique (voir les chapitres II & III de notre réponse). Pourtant, Marx avait souligné la différence entre la recherche scientifique et le programme d'un parti ouvrier.

Le programme du parti doit demeurer libre de toute référence explicite vis-à-vis d'un auteur ou d'un livre particulier. (Karl Marx, « Lettre à Henry Hyndman », 2 juillet 1881, *Collected Works*, Lawrence & Wishart, 1987, t. 46, p. 103)

Les responsables de la LCT, du MaS et de FT-VP confondent le programme *international* et les *tactiques nationales* secondaires : voir chapitre XI.

Le camarade Ríos se contente trop souvent de schémas simplistes et de slogans « radicaux » (ajout du mot « révolutionnaire », refus du vote pour les partis réformistes, maintien d'une situation révolutionnaire en Syrie après la victoire de la contre-révolution, crise économique définitive, paupérisation absolue...) qui évoquent la « troisième période d'erreurs » de l'IC stalinisée (1928-1934).

L'importance pratique immense d'une orientation théorique juste se manifeste de la façon la plus frappante au cours des périodes de conflit social aigu, de tournants politiques rapides, de changements brusques dans la situation... En un mot, si, dans une époque de développement pacifique et ordonné - avant la guerre -, on pouvait encore vivre sur le revenu de quelques abstractions toutes faites, à notre époque chaque événement nouveau nous enfonce dans la tête la loi la plus importante de la dialectique : la vérité est toujours concrète. (Lev Trotsky, « Bonapartisme et fascisme », 15 juillet 1934, *Contre le fascisme*, Syllepse, 2015, p. 436)

Cela conduit la « polémique » à ne pas tenir compte des délais (quant à la prochaine guerre mondiale) et des sauts qualitatifs (comme le passage d'une situation révolutionnaire à une situation contre-révolutionnaire en Syrie) : voir chapitres IV et VII.

Le camarade Ríos et le Comité d'organisation ressuscitent la théorie moréniste de l'enclave sur Israël, ont une ligne opportuniste sur la Syrie, une ligne gauchiste sur les élections. Ils manifestent une grande confusion sur l'Internationale à construire : voir chapitres VII, VIII, XI.

Les documents de fondation de la LCT et du COICOR oublient la question de l'*armement* qui est stratégique, programmatique : voir chapitres VII & X.

II / La baisse du taux de profit ne s'oppose pas à la surproduction (point 1)

La lettre du 14 septembre signée par le camarade Ríos reproche au projet de plateforme internationale de rappeler que les crises économiques récurrentes du capitalisme *apparaissent* sous la forme de crise de surproduction. Il oppose la loi de baisse tendancielle du taux de profit à la surproduction.

Selon votre projet de plateforme, la crise résulte de la surproduction alors que notre Déclaration parle de la baisse tendancielle du taux de profit. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

Quand le camarade lit « surproduction », il en déduit que le projet sous-entend « sous-consommation ». Le camarade affirme, de manière absurde, que si les *interruptions* de la reproduction élargie du capital étaient dues à la surproduction, il y aurait désinflation *permanente*. Le projet écrit : au moment de la crise capitaliste, il survient une surproduction ; le camarade comprend tout autre chose : la surproduction est *continue*.

Marx
La Crise



Cahier révolution
communiste n° 6,
brochure publiée
par le GMI en mai
2015

CHRONOLOGIE

P. 4
LA CRISE DE SURPRODUCTION
EST UN PHÉNOMÈNE TYPIQUE DU CAPITALISME
(EXTRAIT DU *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*, 1848)

P. 5
LE CAPITALISME RECÈLE UN POTENTIEL DE CRISE
À CAUSE DES CONTRADICTIONS
DE LA MARCHANDISE ET DE LA MONNAIE
(EXTRAITS DES *THÉORIES SUR LA PLUS-VALUE*, 1861-1863)

P. 7
LE CRÉDIT STIMULE L'EXPANSION ET AGGRAVE LA CRISE
(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

P. 18
LA CRISE N'EST PAS DUE AU MANQUE DE CAPITAL NI DE CRÉDIT
(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

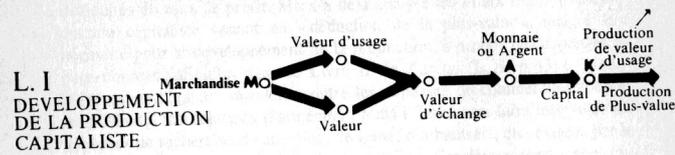
P. 20
LA CRISE N'EST PAS DUE À L'INSUFFISANCE DE LA CONSOMMATION
(EXTRAIT DU *CAPITAL*, LIVRE II, 1862-1875)

P. 26
LA CRISE EST INÉLUCTABLE
À CAUSE DE LA TENDANCE À LA BAISSSE DU TAUX DE PROFIT
(EXTRAITS DU *CAPITAL*, LIVRE III, 1864-1875)

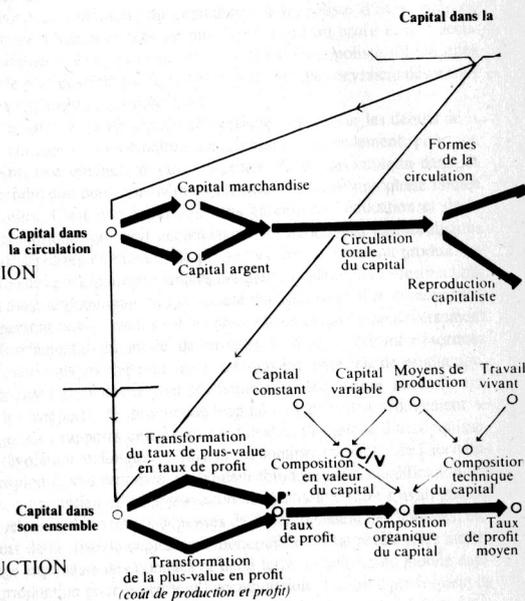
P. 27
LA FIN DES CRISES ÉCONOMIQUES EXIGE LA RÉVOLUTION
(EXTRAITS DES *FONDEMENTS*, 1857-1858)

P. 47
LEXIQUE
P. 49

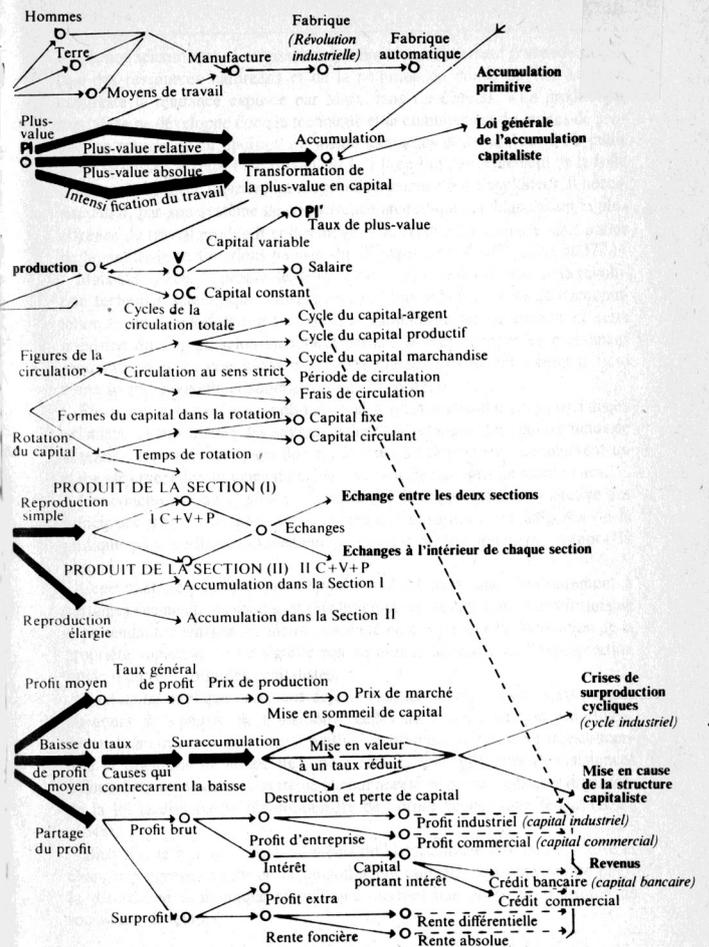
Le Capital, schéma de Paul Boccard, 1975



L. II
PROCES
DE CIRCULATION
DU CAPITAL



L. III
PROCES
D'ENSEMBLE
DE LA PRODUCTION
CAPITALISTE



Évoquer la surproduction sous-entend qu'à un moment donné (depuis l'origine du capitalisme, dit le projet de plateforme, il y aurait surproduction. Cela signifierait une déflation permanente or il n'en fut jamais ainsi), le capitalisme a commencé à produire plus que la capacité de consommation ou que les consommateurs ont commencé à moins consommer (sous-consommation). (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

Avec la même méthode mécanique, la lettre interprète la loi de baisse tendancielle du taux de profit comme l'impossibilité de toute hausse du profit. Donc elle à conçoit la crise économique comme permanente.

De même, pour l'auteur, la paupérisation absolue du prolétariat semble irréversible.

Parvenu à ce stade le projet semble dire que le capitalisme se survivrait au travers d'une succession de crise dont il sortirait toujours grâce à une reprise économique qui ne laisserait pas de traces sociales négatives, où il n'y aurait pas déjà une forte tendance à la barbarie, à la paupérisation absolue et croissante du prolétariat. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

Le projet de plateforme est conforme au fil rouge du communisme. Le manifeste de 1847 rédigé par Engels et Marx, le programme de 1903 rédigé par Lénine et Plekhanov parlent de surproduction.

Par contre, aucun document programmatique du mouvement ouvrier révolutionnaire ne parle de la loi de baisse tendancielle du taux de profit : manifeste de la LdC de 1847, statuts de la SUCR de 1850, manifeste et statuts de l'AIT de 1864, programme du Havre du PO de 1880, programme d'Erfurt du SPD de 1891, programme du POSDR de 1903, plateforme et manifeste de 1919 de l'IC, programme de 1938 de la QI, manifeste de 1940 de la QI...

Marx parle souvent de surproduction (*Grundrisse*, chapitre du capital, 4, 5, 6, 7 ; *Le Capital*, livre II, ch. 4 ; *Le Capital*, livre III, ch. 15).

Il est faux d'opposer la surproduction épisodique à la loi de baisse tendancielle du taux de profit. En effet, lors de la crise, la baisse de la rentabilité (la suraccumulation = la surproduction de capital au regard de la plus-value sociale) se manifeste sous la forme de problèmes financiers (surproduction de capital argent), d'un arrêt de fonctionnement d'une partie du capital productif (surproduction de capital constant) et d'une mévente d'une partie des produits qui ne réalisent pas leur valeur (surproduction de marchandises).

Les stupidités sur l'impossibilité de la surproduction : en d'autres termes, prétendre que le procès de production et de valorisation du capital sont immédiatement iden-

tiques, ont été formulées par Mill et Say... (Karl Marx, *Grundrisse*, 1857-1858, Éditions sociales, t. 1, p. 363)

Surproduction de capital, non de marchandise – quoique la surproduction de capital implique toujours surproduction de marchandises - signifie donc suraccumulation de capital. (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, 1864-1875, Éditions sociales, t. 1, p. 264)

III / Les cycles économiques dureront autant que le capitalisme (point 1)

Le taux de profit joue un rôle dans le projet de plateforme internationale (thèses 2, 7). Ce n'est pas surprenant : tout le bureau du Collectif s'appuie sur la loi de la baisse tendancielle du taux de profit et sur l'analyse marxiste des crises économiques.

Marx aborde la question de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit dans des manuscrits inachevés (1864-1875) édités par Engels sous le nom de livre III du *Capital*. Dans son plan de travail scientifique, cette loi vient donc après :

- l'exposé de la nature contradictoire de la marchandise, de la monnaie, du capital, de l'exploitation capitaliste et de la plus-value, de la création d'un travailleur collectif par la soumission réelle du travail au capital, les modalités de l'augmentation de l'exploitation (plus-value absolue, plus-value relative), du salaire, de l'accumulation (simple, élargie), de la surpopulation relative (chômage), de l'accumulation primitive (*Le Capital*, livre I) ;
- la soumission du travail au capital (formelle, réelle), le produit comme capital (chapitre 6 inédit du livre I du *Capital*) ;
- la circulation du capital, la prise en compte de la rotation du capital, de la reproduction simple du capital, la reproduction élargie du capital, les conditions de la reproduction (*Le Capital*, livre II)
- le rapport entre plus-value et profit, la composition technique du capital, la composition en valeur du capital, la composition organique, la péréquation du taux de profit, le prix de production, le prix de marché (*Le Capital*, livre III).

Elle est suivie :

- des causes qui contrecarrent la loi (des facteurs de hausse du taux de profit), des crises de surproduction cycliques, de la différenciation du capital, du rôle du crédit, de la rente foncière (différentielle, absolue), des revenus au sein du mode de production capitaliste (*Le Capital*, livre III)
- des théories du travail productif et improductif, de la critique de tous les économistes antérieurs et contemporains (*Théories sur la plus-value*).

S'il faut établir « le métabolisme du capital » dans un programme, pourquoi presque tous ces préalables (et la

méthode dialectique qui a permis ces découvertes) sont-ils absents de la déclaration de fondation de la LCT de 2009 et de celle du COICOR de 2016 ?

Le travail scientifique de Marx des années 1850-1870 établit que, dans le mode de production capitaliste, il n'y a pas contrairement à ce que Marx pensait encore au temps du *Manifeste*, de loi de paupérisation absolue du prolétariat (voir Ernest Mandel, *La Formation de la pensée économique de Marx*, 1967, ch. 9 ; Kenneth Lapides, *Marx's Wage Theory*, 1998, ch. 13).

Il n'y a pas non plus de *blocage* des forces productives, ni de crise économique *finale* du capitalisme.

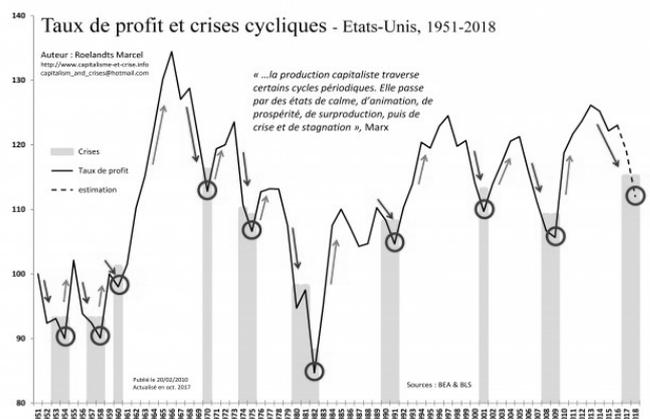
À mesure que l'accumulation du capital diminue, disparaît aussi la cause de sa diminution, à savoir la disproportion entre capital et force de travail exploitable. Le mécanisme du processus de production capitaliste élimine donc de lui-même les obstacles qu'il crée. (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, traduction de l'édition allemande de 1890, Éditions sociales, 1983, t. 1, p. 694)

Périodiquement, le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions momentanées et violentes des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre rompu. (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, 1864-1875, Éditions sociales, t. 1, p. 262)

Chaque période d'accumulation, chaque crise mondiale est particulière. Engels et Marx ont examiné les crises économiques de leur temps (1847, 1857, 1866, 1873, 1882). Par exemple, Marx a rédigé trois cahiers sur la crise de 1866 (*Exzerpfe* B108, B109, B113) qui ont contribué à enrichir la théorie. La conjoncture politique et économique doit être étudiée avec sérieux, sans se contenter de généralités. Cependant, une telle analyse ne fait pas partie du *programme* lui-même. Nous devons avoir une recherche *libre et ouverte* sur les crises de 1929, 1973, 2008...

La période impérialiste ne met pas fin de l'alternance de périodes de prospérité et de crises.

graphique de Jacques Gouverneur & Marcel Roelands, octobre 2017



La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque des crises n'était pas révolue : la crise succédait à la prospérité. Les formes, la succession, la physionomie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeuraient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. (Vladimir Lénine, « Marxisme et révisionnisme », avril 1908, Oeuvres, Progrès, 1967, t. 15, p. 31)

Ce serait une erreur de croire que la tendance à la putréfaction exclut la croissance rapide du capitalisme. (Vladimir Lénine, « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme », avril 1916, Oeuvres, Progrès, 1973, t. 22, p. 324)

L'histoire ultérieure a confirmé l'analyse de Lénine : il n'y a eu depuis un siècle une crise économique perpétuelle, mais *des crises distinctes* (dont celles de taille mondiale : 1929, 1974, 2008). Les cycles, la succession de phases d'expansion et de dépression restent inévitables même si leur forme change avec le déclin du mode de production capitaliste.

*Le fait que le capitalisme continue à osciller de manière cyclique après la guerre signifie simplement que le capitalisme n'est pas encore mort, que nous ne sommes pas confrontés à un cadavre. Tant que le capitalisme n'aura pas été renversé par la révolution prolétarienne, il continuera à vivre dans des cycles, alternant les hauts et les bas. Les crises et les expansions sont inhérentes au capitalisme. Présents dès sa naissance, elles l'accompagneront jusqu'à sa tombe. (Lev Trotsky & Evgeni Varga, « Rapport sur la crise économique mondiale et les nouvelles tâches de l'Internationale communiste », juin 1921, *The First Five Years of the Communist International*, New Park, 1973, t. 1, p. 252)*

Dans cette façon de poser la question, il y a deux erreurs cardinales : premièrement, on confond la crise conjoncturelle et la crise historique de tout le système capitaliste ; deuxièmement, on admet qu'indépendamment de l'activité consciente des masses, une crise puisse d'elle-même être la dernière crise. (Lev Trotsky, « Encore une fois, où va la France ? », 28 mars 1935, Oeuvres, EDI, 1979, t. 5, p. 151)

IV / La guerre mondiale imminente ? (points 1, 9)

Une autre accusation du camarade Ríos est que le Collectif néglige la tendance vers la guerre mondiale.

La tendance croissante vers une guerre mondiale n'est pas non plus indiquée. (COICOR, 14 septembre 2016, point 1)

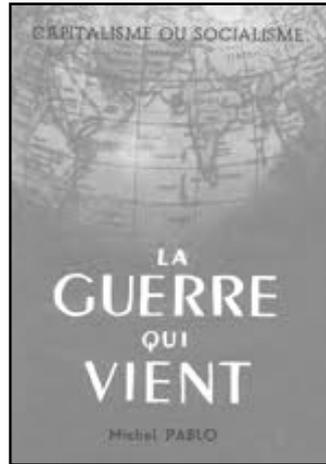
Le déclin du capitalisme engendre une *tendance* à la guerre entre les puissances impérialistes. Mais le rythme et les délais sont importants. Essayons d'analyser concrètement la situation *concrète* mondiale. Le pronostic

subjectif d'une guerre *immédiate* de son secrétaire général (Pablo) a fait du tort à la 4^e Internationale.

*La première manifestation nette de la révision pabliste se trouve dans le projet de thèse sur la situation internationale écrit par Pablo et soumis par le SI au 9^e Plenum du CEI (novembre 1950) comme document préparatoire au troisième congrès mondial. Ces thèses, qui partent de la proximité de la troisième guerre mondiale proposent une modification (non encore spécifiée) des tâches de l'Internationale, allant dans le sens d'un abandon de la construction de partis révolutionnaires indépendants comme direction des masses dans la période antérieure à la guerre. (PCI, « La lutte des trotskystes français contre le pabliste liquidateur », octobre 1953, *Bulletin intérieur du Comité international* n° 1)*

Le projet de plateforme internationale indique clairement que les rapports entre impérialismes se dégradent, deviennent plus agressifs. Pour l'instant, les affrontements militaires sont *indirects*, par procuration.

L'Allemagne et la France ont refusé d'envahir une deuxième fois l'Irak en 2003. En 2015, elles ont tout fait pour éviter l'affrontement militaire avec la Russie en Ukraine. La Russie s'efforce de maintenir une zone d'influence en contrant militairement l'OTAN et l'UE en Géorgie, en Moldavie, en Ukraine... La Chine se fait plus agressive en mer de Chine. Pour s'affirmer, la Russie et la Chine tendent à s'appuyer l'une sur l'autre. Elles ont défié les États-Unis et les pays d'Europe occidentale avec succès en Syrie en 2013. La Russie est intervenue directement en Syrie en 2015. Cependant, l'alliance sino-russe est parfois fragilisée par les initiatives unilatérales du partenaire le plus dynamique, la Chine : Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, investissements et projet d'autoroute de la soie au Kazakhstan... (Projet de plateforme, thèse 5)



Les guerres locales ne cessent pas mais la guerre mondiale est encore évitable. La guerre *mondiale* devient de nouveau possible mais elle n'est pas imminente.

L'impérialisme américain est en déclin, mais il reste le seul à envergure véritablement mondiale ; son écrasante supériorité militaire diffère encore tout défi frontal à son encontre. Il est probable que la classe ouvrière chinoise va bousculer la dictature du parti unique de la bourgeoisie et donc perturber la marche au militarisme en Chine.

Que la guerre mondiale ne soit pas imminente est attesté par la survie de l'ONU, la suppression de la conscription dans plusieurs pays impérialistes, l'accord global de toutes les puissances impérialistes pour un accord avec l'Iran, l'accord global de toutes les puissances impérialistes contre Daech en Irak et en Syrie, etc.

Ce délai peut servir à empêcher la prochaine guerre mondiale qui pourrait être fatale à l'humanité, vu la

multiplication des armes nucléaires et biologiques.

L'affaiblissement américain nourrit les appétits de ses rivaux et l'instabilité mondiale, comme en témoignent l'éclatement de l'Ukraine, la guerre ainsi que la course aux armements en Asie de l'Est et les escarmouches en Mer de Chine, sans que les conditions d'une nouvelle guerre mondiale soient, pour l'instant, réunies. Ce délai doit être saisi par le prolétariat mondial pour débarrasser l'humanité du vieux mode de production. (Projet de plateforme, septembre 2015, thèse 10)

Pour cela et pour éradiquer définitivement l'impérialisme, il faut au prolétariat un programme international, une stratégie révolutionnaire claire, un nouveau parti mondial.

V / Les causes du rétablissement du capitalisme (point 6)

La lettre du camarade Ríos du 14 septembre 2016 explique qu'il fallait défendre l'État ouvrier de la RDA et de l'URSS jusqu'au bout, ce qui ne sert plus à grand-chose aujourd'hui.

En plus, il commet une erreur en identifiant l'état du mouvement ouvrier des années 1980 avec celui des années 1930.

Il est aussi question dans votre projet de l'inéluctabilité de la restauration capitaliste à l'Est de l'Europe et dans l'ex-URSS, mais depuis quand, et en vertu de quoi la restauration capitaliste, était-elle inéluctable ? Parce que si c'est par suite de l'absence d'une direction révolutionnaire, c'est le cas depuis le milieu ou la fin des années 30, du temps même de Trotsky. Mais, bien qu'il était très difficile de construire le Parti ouvrier révolutionnaire dans ce contexte, cela ne nous empêchait pas d'avoir une politique correcte et de défendre inconditionnellement l'État ouvrier bureaucratique, jusqu'à la dernière tranchée, comme disait Trotsky, dans la lutte pour la révolution politique. Parce que, comme il le souligne dans La Révolution trahie, confrontée à la crise de l'État ouvrier bourgeois (l'EOB) la bureaucratie finira toujours par s'orienter vers la restauration des rapports capitalistes de production. Et c'est cela qu'il faut examiner, voir si ces organisations ont maintenu ou non une politique révolutionnaire d'indépendance de classe face aux différents secteurs de la bureaucratie. Parce que toute politique qui s'aligne sur l'une ou l'autre aile de la bureaucratie est également capitulatrice face à la restauration capitaliste. (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 6)

La restauration du capitalisme ne se borne pas à l'Europe centrale et à l'URSS, elle concerne aussi l'Asie de l'est : Chine, Vietnam, Cambodge...

Camarades de FT-VP, MaS, LCT, connaissez-vous un autre moyen que la révolution prolétarienne (dans les pays capitalistes et dans les États ouvriers) pour sauver les acquis de l'expropriation du capital dans les États ouvriers dégénérés ? Tel est le fil rouge :

Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme... Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la 4^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 36, p. 40)

Que dit d'autre le projet de plateforme ? Il ne dit pas que la restauration était fatale *dès leur origine* dans les pays non capitalistes, il dit que la classe ouvrière *seule* avait la capacité de l'empêcher (et non la bureaucratie comme le prétendaient les stalinien, les pablistes et les robertsonnistes).

Aujourd'hui, la restauration du capitalisme est un fait accompli (sauf à Cuba et en Corée, où elle est préparée par la bureaucratie stalinienne). Il faut donc *l'expliquer*.

La crise de direction des années 1930 s'est aggravée considérablement dans les années 1950. Dans les années 1930-1940, pour que le prolétariat chasse la bureaucratie, rétablisse son pouvoir, sauve l'État ouvrier, construise le socialisme, il y avait plusieurs facteurs favorables :

- la crise économique et politique du capitalisme qui contrastait avec les gains de la planification,
- le niveau de conscience de millions de travailleurs et de soldats (qui avaient connu le tsarisme, l'exploitation, la révolution d'Octobre, les interventions étrangères, la guerre civile...),
- des forces communistes organisées dont le programme était la révolution politique (en URSS : l'ancienne Opposition de gauche ; à l'échelle mondiale : la 4^e Internationale),
- le prestige de Trotsky (organisateur de l'insurrection d'Octobre, fondateur de l'Armée rouge...).

Le projet de plateforme internationale n'explique pas le rétablissement du capitalisme *seulement* par la question de la direction. La restauration vient de la combinaison de :

- la pression de la bourgeoisie impérialiste qui rend la bureaucratie pro-capitaliste (*Projet de plateforme*, septembre 2015, thèses 16, 35, 37) ;
- l'absence de révolution sociale dans les pays les plus avancés en particulier à cause du rôle du stalinisme international (thèses 18, 36, 37) ;
- l'écrasement violent de tous les débuts de révolution politique par la bureaucratie stalinienne (thèse 35) ;
- l'absence totale de direction, causée par la dégénérescence politique de la 4^e Internationale opérée par sa

propre direction révisionniste sous la pression du stalinisme (thèse 40).

VI / Les conséquences de la restauration et le front unique (point 9)

La LCT explique que la situation mondiale est marquée par la restauration du capitalisme en RDA et en URSS (vrai). Elle affirme aussi que ce tournant politique justifie la tactique du front unique ouvrier (faux). De manière malhonnête ou superficielle, elle prétend que *nulle part* dans le projet de plateforme, il n'est mentionné qu'il s'agit d'une défaite aux dimensions historiques (faux).

Dans votre projet de programme vous avez oublié ce qu'auparavant vous caractérisiez correctement quand vous partagiez avec nous cette appréciation que la chute du Mur de Berlin, la disparition de l'URSS et la restauration du capitalisme était un échec historique majeur. Qui ouvrait de ce fait une étape mondiale de recul et de renversement des rapports de forces au détriment de la classe ouvrière mondiale. Il s'agit de quelque chose d'important parce que si on est conséquent avec cette caractérisation, alors il convient de faire face à la situation avec la tactique politique du Front Unique Ouvrier. Or, dans aucune des deux versions que vous nous avez envoyées, vous ne parlez de cela... C'est pourquoi nous accordons beaucoup d'importance à la question du F.U.O., et à la discussion sur son application. (COICOR, Lettre du 25 novembre 2016)

Le rédacteur et les signataires de cette lettre du 25 novembre ont mal lu le projet de plateforme internationale. Celui-ci caractérise explicitement la restauration comme un recul *historique* de la classe ouvrière internationale :

La restauration du capitalisme en Chine et en Russie en 1992, ont constitué des défaites historiques pour les prolétariats concernés, mais aussi pour tout le prolétariat mondial. (Projet de plateforme, septembre 2015, thèse 37)

En outre, le projet détaille les conséquences du rétablissement du capitalisme en Russie et en Chine :

- renforcement de l'idéologie dominante (thèse 37),
- aide à l'accumulation du capital mondial (thèses 7, 37),
- apparition de nouvelles puissances impérialistes (thèse 9),
- accentuation des tensions entre puissances impérialistes (thèse 10),
- perte de marge de manoeuvre pour les bourgeoisies des pays dominés (thèse 37),
- aggravation de la crise de direction du prolétariat mondial (thèses 7, 37, 39),
- disparition du stalinisme international (thèse 39).

Le front unique ouvrier figure à plusieurs reprises dans le projet de plateforme internationale (thèses 21, 23, 33, 49).

La tactique du front unique ouvrier ne date pas de la restauration du capitalisme à la fin du 20^e siècle. Ce mot d'ordre est inauguré par le VKPD/Allemagne sous la direction de Clara Zetkin et de Paul Levi en janvier 1921. Karl Radek le soumet au Comité exécutif de l'Internationale communiste en février 1922. Il est adopté au 4^e congrès de l'IC, avec le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » à la suite d'un rapport de Grigori Zinoviev en novembre 1922.

La possibilité et la nécessité du F.U.O. viennent du fait que la classe ouvrière éprouve un besoin d'unité alors que les sociaux-chauvins ont divisé de manière irréversible le mouvement ouvrier en août 1914.

*La question du front unique se pose parce que des fractions très importantes de la classe ouvrière appartiennent aux organisations réformistes ou les soutiennent. (Lev Trotsky, « Le front unique et le communisme en France », 2 mars 1922, *The First Five Years of the Communist International*, New Park, 1974, t. 2, p. 94)*

Le front unique est un accord pour la lutte, pas pour les élections. La LCT semble converger avec le CoReP qui avait expliqué dès 2008 au PRS/Argentine (aujourd'hui PCO) :

Le PRS-La Causa Obrera a proposé de constituer un bloc pour les élections : « Dans la période préalable aux élections de 2005 en revanche nous avons proposé un front électoral à ces organisations (PTS-MAS-PO)... ». Pourquoi ? Parce qu'un bloc PTS-MAS-PO serait mieux que leur existence séparée ? Si le PTS, le MAS et PO sont « trotskystes », il est légitime qu'ils se rassemblent, mais pas seulement pour les élections, et le PRS devrait participer aussi à cette fusion. Si le PTS, le MAS et PO sont des centristes qui ont abandonné le programme du communisme, pourquoi semer l'illusion chez les travailleuses et les travailleurs que l'unité électorale des centristes est positive ? Le « front unique des révolutionnaires », hérité du SUQI et de la LIT, sème une confusion politique grave parmi les travailleurs parce qu'il estompe la délimitation de l'organisation communiste d'avec le réformisme et le centrisme, en même temps qu'il s'oppose au front unique ouvrier. (CoReP, Lettre au PRS, 30 août 2008)

VII / Le « Comité d'organisation » à l'épreuve de la Syrie (point 10)

La LCT a ajouté le 25 novembre 2016 la question de la Syrie à ses divergences. La position du Collectif révolutionnaire permanente sur la Syrie serait puriste et sectaire. Elle s'oppose à l'orientation réaliste et concrète du COICOR qui, lui, cherche un appui dans le processus.

Nous avons beaucoup d'accords de principe avec les textes que vous nous avez envoyés sur la Syrie. Cependant, malgré cela, notre position nous semble plus cor-

recte (voir la déclaration du CO-ICOR sur la Syrie) parce qu'elle cherche à avoir un point d'appui dans le processus pour apporter des réponses. Alors que ce que vous projetez est si puriste et sectaire que vous paralyseriez n'importe quel groupe marxiste sur le terrain. Parce qu'en dernière instance, ce qui ressort de votre caractérisation, c'est une orientation qui conduit à se cacher ou à fuir la Syrie. Nous vous le répétons, du point de vue des principes, votre position est correcte, mais son adéquation politique est erronée du fait de son sectarisme. (COICOR, Lettre du 25 novembre 2016)

La lettre ne dit pas quel est le point d'appui et quelles sont les réponses. En fait, le « point d'appui » est, comme pour le SUQI, la TSI, l'UITQI, le CLC, etc. : les « comités de coordination locaux » ; la « réponse » politique est : « gouvernement provisoire ».

En dehors des zones contrôlées par Assad, l'Armée syrienne libre, Daech, Jabhat al-Nosra et le PYD-Rojava, il existe un sixième secteur : les zones contrôlées par les comités locaux de coordination. Ces organismes, bien que limités, sont indépendants de l'influence des autres secteurs et groupent des travailleurs, des paysans et des soldats. Pour le développement, l'expansion et l'armement des Comités locaux de coordination pour la lutte pour le pouvoir! Pour un gouvernement provisoire de ces Comités locaux de coordination qui appelle à une Assemblée Constituante dans toute Syrie! (COICOR, ¡¡¡Fuera el imperialismo de Siria!!! ¡¡¡Viva la Revolución!!!, 7 juillet 2016)

La confusion sur la survie de la 4^e Internationale a conduit la LCT à exprimer sa solidarité à la secte tiers-mondiste LOI-CI/Argentine pour avoir envoyé des militants en Syrie rejoindre... les islamistes (31 octobre 2016).

Pourquoi ajouter la Syrie au débat avec le CoReP mais pas le Brexit, l'élection de Trump, l'Irak ? En quoi l'offensive contre Alep du régime syrien avec l'aide de l'impérialisme russe est-elle plus importante que celle du régime irakien avec l'aide des impérialismes américain, britannique et français contre Mossoul ? Parce qu'il y aurait une révolution (*¡¡¡Viva la Revolución!!!*) en cours en Syrie ?

Mais il n'y a plus de révolution depuis 2012 en Syrie, comme le Collectif l'a démontré : résolution Irak et Syrie, 24 août 2014 ; résolution Turquie-Irak-Syrie, 11 août 2015 ; lettre au CLC, 19 mars 2016 ; polémique contre le CLC, 2 octobre 2016 ; polémique contre l'anti-impérialisme des imbéciles, 4 octobre 2016 ; résolution Irak-Syrie, 18 décembre 2016.

Le refus de tenir compte du reflux de la révolution européenne a déchiré la Ligue des communistes en 1850. Après les écrasements de la révolution en France et en Autriche en 1848, en Hongrie, en Italie et en Allemagne en 1849, une minorité de la LdC conduite par Willich (majoritaire chez les militants exilés mais minoritaire sur

le terrain, en Allemagne) a prétendu, qu'il y avait toujours une révolution en Allemagne à la fin 1850.

À la conception matérialiste, la minorité substitue un idéalisme. Au lieu des conditions réelles, elle considère la volonté comme moteur de la révolution. (Karl Marx, 15 septembre 1850, Oeuvres, t. 4, Gallimard, 1994, p. 587)

La LCT annonce qu'elle a de « nombreux accords de principe » (25 novembre) sur les derniers textes du CoReP sur l'Asie de l'Ouest. Quels sont ces accords de principe ? Mystère...

La LCT préfère discuter de *la tactique* alors que le COICOR n'est pas plus présent en Syrie que le CoReP. En plus, cette tactique est imaginaire et opportuniste.

L'orientation de la LCT et du MaS pour la Syrie est imaginaire car elle repose sur un mythe. Il y aurait des organes soviétiques (les comités de coordination locaux) qui contrôlèrent une partie de la Syrie (la LCT ne dit pas où est ce territoire).

Il n'y a pas de zones aux mains des comités locaux de coordination. C'est une pitoyable invention. Le territoire de la Syrie, outre les bases militaires russes, est entièrement partagé par une dizaine de forces armées : les troupes du régime, les GR iraniens et le Hezbollah libanais envoyés par le régime islamiste perse, le PYD nationaliste kurde, l'EI-Daech, le Front Al-Nosra, Ahrar al-Cham, l'ASL de plus en plus liée au régime islamiste turc et l'armée turque... (voir les textes détaillés et étayés du CoReP de 2016).

Les théories consolatrices qui contredisent les faits relèvent de la religion et non de la science ; or la religion est l'opium du peuple. (Lev Trotsky, « Critique du programme de l'IC », 28 juin 1928, L'Internationale communiste après Lénine, PUF, 1969, t. 1, p. 162)

Ne pas sucrer, mais dire honnêtement ce qui est. La politique du communisme ne peut que gagner à exposer la vérité dans toute sa clarté. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. (Léon Trotsky, « Lettre à La Vérité », 5 août 1929, Le Mouvement communiste en France, Minuit, 1967, p. 340-341)

Les comités sont sans armes et, selon leurs propres documents, *pacifistes*. L'ABC du marxisme enseigne qu'il faut être armé pour contrôler un territoire contre d'autres forces armées. Une enquête récente d'une ONG américaine confirme l'analyse du bureau du CoReP.

Aucun conseil local ne peut opérer dans une bulle hermétiquement scellée, isolée du contexte de guerre et des groupes armés autour. (Sam Heller, Keeping the Lights on in Rebel Idlib, novembre 2016, The Century Foundation, p. 7)

Les acteurs civils doivent s'aligner sur une des factions pour se protéger. (p. 10)

Les comités locaux auraient peut-être pu devenir en 2011 des soviets. Mais il ne sert pas à grand-chose de spéculer 6 ans après. Depuis 2012, ils n'ont plus qu'une fonction locale et technique.

Ces gouvernements miniatures ont fourni les services de base qui ont maintenu une qualité de vie minimale dans les communautés d'opposition de la province d'Idlib, y compris la remise en route des services publics, l'assainissement, les ventes de pain subventionné et la répartition des secours. (Sam Heller, *Keeping the Lights on in Rebel Idlib*, novembre 2016, The Century Foundation, p. 2)

La ville et les conseils locaux de la ville, ainsi que ses auxiliaires, les «conseils de branche» de village, ont remplacé les services publics et l'administration désertés par le régime d'Assad dans la province d'Idlib et dans les autres régions de Syrie tenues par les rebelles. (p. 5).

En plus d'aider à organiser la distribution des secours, les conseils fournissent également, par intermittence, des services municipaux, qui vont de la réouverture des boulangeries au nettoyage des rues, en passant par le ramassage des ordures, la réparations du réseau d'eau, et l'entretien des routes. (p. 6)

La résolution du 7 juillet du COICOR invente des « comités de travailleurs, de paysans et de soldats » qui n'existent que dans l'imagination des dirigeants de la LCT et du MaS. Les comités locaux ne sont pas des soviets d'ouvriers, de paysans pauvres et de conscrits. Dans la réalité, ils sont composés de petits-bourgeois dans les villes et de féodaux dans les campagnes.

Les conseils sont élus ou désignés dans des arrangements locaux qui diffèrent d'une ville à l'autre, allant des élections indirectes au consensus entre les notables de la ville... le travail du conseil local est souvent effectué par des résidents riches... (Keeping the Lights on in Rebel Idlib, novembre 2016, The Century Foundation, p. 6)

Beaucoup de ces conseils municipaux ont simplement assimilé les bureaux des services municipaux existants sous le régime d'Assad, avec la plupart de leurs personnels, qui travaillent plus ou moins normalement. Mais dans les petits villages et les zones rurales, de nombreuses responsabilités municipales sont confiées directement à un conseil dont les sièges pourraient être répartis entre une poignée de grandes familles ou de clans. (p. 7)

Les comités locaux sont subventionnés par l'ONU et les ONG des pays impérialistes occidentaux.

Les conseils locaux sont donc le principal vecteur de soutien externe à leur communauté. (p. 3)

L'importance des conseils locaux repose surtout sur leurs relations avec les « munazzamat » (organisations), un terme attrape-tout qui recouvre aussi bien des entrepreneurs que des ONG internationales. (p. 6)

La perspective « réaliste » du LCT et du MaS de juillet

2016 est *opportuniste*. S'il y avait vraiment des « comités de travailleurs, de paysans et de soldats », il faudrait parler de gouvernement *ouvrier et paysan* (comme le Parti bolchevik en février 1917). Vu la composition des comités, leur rôle et leur financement, le COICOR appelle en réalité à un gouvernement *bourgeois*.

VIII / Pour une Palestine socialiste avec les travailleurs juifs (point 4)

Sur l'analyse de la Palestine, la lettre de septembre 2016 oppose « enclave impérialiste » à « colonisation ».

Sur la Palestine nous avons plusieurs divergences. Votre position est contradictoire, ou au moins ambiguë. Vous vous dites opposés à l'existence de deux États mais vous considérez Israël comme un pays colonialiste et non comme une enclave impérialiste. Qu'Israël ne respecte pas les territoires misérables qu'il a laissé aux palestiniens, et y installe des colons juifs - sionistes, est secondaire par rapport au fait que c'est l'impérialisme qui l'a créé et imposé comme État artificiel... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 4)

Sur les perspectives pour la Palestine, le camarade Ríos oppose de manière mécaniste « destruction de l'État » à « décolonisation » et il dénonce la Palestine bourgeoise qui serait la perspective du projet de plateforme internationale de septembre 2015.

Et cette conception qui voudrait qu'Israël soit un Etat colonialiste n'explique pas pourquoi il faudrait le détruire, il suffirait de l'obliger à décoloniser... vous niez la théorie de la révolution permanente qui explique que seule la dictature du prolétariat peut résoudre les tâches démocratiques. Ce n'est pas vers cela que s'oriente votre projet avec sa Palestine unifiée, pluriethnique, démocratique et laïque. (point 4)

Le camarade Ríos dit que les modifications apportées sur la Palestine à la suite de la critique du camarade Bravo (RP/Pérou) ne changent rien.

Nous ne considérons pas que vous nous avez apporté des réponses satisfaisantes à nos critiques/objections avec la nouvelle version du projet de programme... que vous nous avez adressé, parce qu'après sa lecture : votre position sur la Palestine et l'État d'Israël continue d'être ambiguë (COICOR, Lettre du 16 septembre 2016)

La lettre raisonne souvent suivant le « tiers exclu » de la logique formelle : il ne peut y avoir à la fois surproduction et baisse du taux de profit, une décolonisation ne peut pas coïncider avec la destruction d'un État, une Palestine démocratique et laïque ne peut pas être socialiste...

Or, la situation en Palestine ne permet pas de poser la question démocratique de la colonisation de la Palestine et de l'oppression nationale des Arabes autrement que par la révolution socialiste.

Nous sommes pour les revendications démocratiques, nous sommes les seuls à combattre pour elles sans hypocrisie, car la situation objective ne permet pas de les

poser autrement qu'en liaison avec la révolution socialiste. (Vladimir Lénine, « À propos du programme de paix », mars 1916, *OEuvres*, Progrès, 1973, t. 22, p. 178)

Pourquoi l'État d'Israël est-il plus artificiel que l'Arabie saoudite, le Liban, la Jordanie, la Syrie et l'Irak ?

Tout Israël est le résultat de la colonisation, pas seulement ses enclaves en Cisjordanie. Il poursuit la colonisation, il continue à prendre la terre aux Arabes de Palestine.

L'État israélien est bâti sur l'expulsion par le terrorisme de la population palestinienne de sa terre par la fraction nationaliste de la bourgeoisie juive... Il poursuit la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie... (Projet de plateforme internationale, thèse 14)

La distinction opérée, du temps de de la 2^e Internationale (IO), entre « colonie de travail » et « colonie d'exploitation » (Karl Kautsky, *Sozialismus und Kolonialpolitik*, 1907) peut servir à l'analyse du sionisme. Dans une « colonie d'exploitation », la puissance coloniale exploite surtout la main-d'œuvre indigène (Bolivie, Inde, Maroc, Afrique du Sud, Indochine, Indonésie...). Dans une « colonie de travail » (les historiens disent généralement : colonie de peuplement), la puissance coloniale cherche à exploiter les colons, qui refoulent ou exterminent les autochtones (Australie, États-Unis, Argentine, Canada...). Israël s'apparente à une colonie « de travail », à une colonie « de peuplement » : la bourgeoisie hébraïque tend à exploiter des travailleurs salariés hébreux.

Certes, Israël a été bâtie avec l'aide de plusieurs puissances impérialistes et même de la bureaucratie de l'URSS, mais ce n'est pas du tout une enclave stalinienne et pas seulement une enclave impérialiste. Les simples enclaves impérialistes (Guantanamo, les Malouines, Gibraltar, Melilla...) n'hébergent pas 7 millions de citoyens, ne sont pas le lieu d'une accumulation nationale du capital, n'ont pas vu l'émergence de groupes capitalistes, elles n'ont pas une idéologie nationaliste spécifique et efficace, elles n'ont pas un gouvernement qui défend les intérêts de sa bourgeoisie au point de heurter parfois l'impérialisme dominant (comme lors de l'accord des P5+1 avec l'Iran en juillet 2015), elles n'ont pas une armée propre capable d'écraser en même temps celles coalisées d'États voisins plus peuplés, etc.

Dans le cas d'Israël, la décolonisation réelle signifierait évidemment la fin de l'État sioniste.

La théorie de l'enclave est un héritage douteux de la LIT, la variante moréniste du pablisme.

*Si l'enclave demeure (si Israël gagne la guerre), elle peut prendre différentes formes. Elle peut réussir à assimiler une minorité palestinienne collaborationniste et lui accorder certains droits ; y compris -pourquoi pas ?- le droit de vote... (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)*

La théorie de « l'enclave » repose sur la comparaison

abusive d'Israël et de Guantánamo, la base militaire des États-Unis sur le territoire de Cuba.

Lorsque nous occuperons Guantánamo nous n'appellerons pas à une constituante avec des droits égaux pour les Cubains et les colons de la base. Notre mot d'ordre, d'ici là, est, bien sûr, les Yankis hors de Guantánamo, le même que nous avons en Israël. (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)

Puisque Moreno dit « les yanquis hors de Guantánamo », la théorie de l'enclave débouche sur : « dehors les Juifs de Palestine ». Mais l'épuration ethnique est aux antipodes du communisme.

Le caméléon opportuniste capitule devant le nationalisme réactionnaire d'une fraction de la bourgeoisie arabe et révisé l'ABC du marxisme, en niant la lutte des classes. Pour Moreno, l'OLP dirigée par le Fatah était censée, comme chez les staliniens, représenter *tout le peuple* palestinien. Elle était le front uni anti-impérialiste incarné, elle anticiperait le gouvernement du peuple entier et serait le prototype d'un État (qui serait « non artificiel ») du « peuple entier ».

Pour nous, l'OLP représente l'organisation étatique sui generis laïque, démocratique et non raciste, de la nation palestinienne en guerre. C'est presque un État : c'est un front uni englobant tout le mouvement palestinien en lutte pour reconquérir sa patrie et redevenir un État. En fait, c'est un gouvernement, nous appelons à sa reconnaissance comme nous l'avons fait pour le FSLN au Nicaragua. C'est une nationalité organisée à laquelle on a volé la terre. Quand elle la récupérera, elle sera à nouveau une nation. C'est la nation sui generis... Nous disons l'OLP socialiste comme nous disons Chili socialiste. (Nahuel Moreno, *Polémica sobre Medio Oriente*, 1982)

Il n'y a jamais eu d'État palestinien dans l'histoire et l'OLP n'a rien à voir avec un front unique ouvrier. Les ennemis de nos ennemis ne sont pas toujours nos amis. La bourgeoisie arabe, qu'elle soit panarabe ou panislamique, s'oppose à la colonisation sioniste et à l'existence d'Israël sur une base différente de celle du prolétariat mondial.

Les féodaux arabes et la bourgeoisie du Moyen-Orient, représentés par la Ligue arabe, voient dans la bourgeoisie sioniste un concurrent non seulement sur le marché des moyens de consommation du Moyen-Orient (en ce qui concerne l'Égypte) mais également sur le marché des agents impérialistes dans l'Orient arabe. Par sa guerre raciale contre les Juifs de Palestine, la Ligue arabe veut limiter la zone d'activité des industries juives et prouver à l'impérialisme qu'elle est un facteur qui peut encore mieux le servir que le sionisme. (GT/Palestine, « Thèses sur la Palestine », janvier 1948, *Quatrième Internationale*, juin 1948)

Camarades de la FT-VP, de la LCT, du MaS, si vous ne voulez pas d'une Palestine despotique à l'image des ré-

gimes de la Cisjordanie ou de la bande de Gaza ; si vous ne voulez pas d'une Palestine cléricale, soumise aux bigots, chassant les chrétiens, humiliant les femmes, persécutant les homosexuels, emprisonnant les athées ; si vous ne voulez pas d'une épuration ethnique ; si vous pensez que la seule stratégie progressiste est une révolution qui porte au pouvoir un gouvernement ouvrier, que cette révolution sociale ne peut se dérouler dans le cadre de la seule Palestine, où étaient les divergences stratégiques avec le projet de plateforme internationale ?

Les mots d'ordre de tout le prolétariat sont donc : Palestine unie, pluriethnique, démocratique et laïque, gouvernement des travailleurs. L'État colonial surarmé et ses bantoustans (Gaza, Cisjordanie) doivent laisser place à une Palestine socialiste (c'est-à-dire dirigée par les travailleurs), qui ne pourra naître que dans le cadre d'une révolution permanente de la région et ne survivre que dans le cadre d'une fédération socialiste (c'est-à-dire en transition vers le socialisme) d'Asie de l'Ouest ou de la Méditerranée. (Projet de plateforme, version III, thèse 14)

IX / Les revendications démocratiques (point 5)

La lettre du 14 septembre 2016 reproche au projet de plateforme de septembre 2015 ses formulations sur la démocratie : « Nous ne pensons pas que notre tâche soit de défendre et d'étendre la démocratie », « Dans Le Programme de Transition, Trotsky parle d'une défense et non d'une extension de la démocratie ». (point 5)

Nous n'avons pas trouvé dans le programme de 1938 l'expression « défense de la démocratie » que le camarade Ríos cite.

L'essentiel est que les communistes internationalistes, contrairement aux sectes gauchistes, aux héritiers du stalinisme et aux larbins des bourgeoisies des pays dominés, défendent les libertés démocratiques qui sont acquises et revendiquent celles qui ne le sont pas.

Le Parti social-démocrate de Russie exige avant tout : La convocation d'une assemblée législative composée de représentants de tous les citoyens, en vue d'élaborer une Constitution. Le suffrage universel direct pour tous les citoyens de Russie âgés de 21 ans révolus, sans distinction de confession ni de nationalité. La liberté de réunion, d'association et de grève. La liberté de la presse. La suppression des castes et l'égalité complète de tous les citoyens devant la loi. La liberté de conscience et l'égalité en droits de toutes les nationalités... (POSDR, « Programme », juillet 1903, Vladimir Lénine, OEuvres, Progrès, 1966, t. 6, p. 23)

Le projet souligne l'importance des libertés démocratiques car des révisionnistes du programme (comme David Brown du CWG/Nouvelle-Zélande), afin de soutenir l'islamisme, tournent en dérision la démocratie. Les mêmes opportunistes prétendent qu'une révolution est en cours en Syrie, avec l'existence de Commune de Paris et de soviets - une forme de démocratie supérieure à la

démocratie bourgeoise - alors que nulle part en Syrie, il n'y a pour les travailleuses et les travailleurs de possibilité de discuter, de publier, de faire grève, de s'organiser... Revendiquer plus de libertés démocratiques là où il y en a déjà certaines, c'est-à-dire la quasi-totalité des États de la planète, c'est les *élargir (ampliar, to extend...)*. Tel est le fil rouge, du moins si on se réfère à la conférence de fondation de la 4^e Internationale.

Les droits démocratiques ne peuvent être préservés et étendus que par les méthodes de la lutte de classe. n démocratie capitaliste, la classe ouvrière doit combattre pour élargir au maximum tous les droits démocratiques. (« Manifeste aux travailleurs du monde entier », septembre 1938, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, 1978, p. 204)

Les revendications démocratiques conservent leur valeur, mais l'indépendance de classe est déterminante. Par exemple, un « gouvernement provisoire » en Syrie est une perspective bourgeoise : voir chapitre VIII.

Pour le projet de plateforme, la lutte pour la démocratie au sein du capitalisme est clairement subordonnée à la lutte pour le pouvoir des travailleurs et une démocratie plus grande.

La lutte pour la démocratie passe par le désarmement des corps de répression et l'établissement de conseils de travailleurs (salariés, autres travailleurs des campagnes et des villes, chômeurs, travailleurs en formation, conscrits...), bases de l'État ouvrier. Au 21^e siècle, la démocratie n'est concevable que sous la forme de la démocratie ouvrière (dictature du prolétariat). (Projet de plateforme, thèse 13)

X / Attention à ne pas oublier l'essentiel (point 8)

La lettre du 14 septembre suggère de créer une partie séparée avec 6 ou 8 mots d'ordre valables pour le monde entier. Un exemple que cite le camarade Ríos est « gouvernement révolutionnaire des travailleurs ».

Il y a un autre problème avec votre projet de programme - mais qui concerne aussi notre déclaration - c'est qu'il ne se traduit pas dans des mots d'ordre clairs, dans les six, sept ou huit revendications les plus importantes pour la classe ouvrière ou pour lesquelles les travailleurs du monde doivent lutter. Par exemple : Non aux bombardements - troupes impérialistes hors de Syrie, d'Afghanistan et d'Irak ! Autodétermination de toutes les nationalités opprimées ! Libération de tous les militants ouvriers, paysans et populaires et arrêt des poursuites ! Du travail pour tous par la réduction de la journée de travail à 6 - ou 4 heures au plan mondial - sans réduction de salaire ! Échelle mobile des salaires ! À bas les plans d'ajustement ou d'austérité et la flexibilité du travail ! Grève générale pour faire échec aux attaques patronales et gouvernementales ! Pour le développement de constitution de conseils ouvriers et populaires ! Pour un gouvernement révolutionnaire des travailleurs ! Fédération d'États ouvriers socialistes, planifiant l'économie mondiale pour en finir avec l'exploitation, l'oppression, la

faim et la misère, dans une économie mondiale écologiquement durable ! (COICOR, *Lettre du 14 septembre*, point 8)

Michael Pröbsting, le « secrétaire général de la TICR », a inventé en octobre 2015 qu'ajouter *un mot* à un slogan démocratique (Assemblée constituante *révolutionnaire*) suffirait à écarter les dangers qu'il présente. Ce radicalisme de façade est, au mieux, naïf.

Pour les masses, « Assemblée constituante révolutionnaire », « gouvernement *révolutionnaire* des travailleurs », « grève générale *révolutionnaire* », deviennent moins compréhensibles et donc moins utiles que les formulations d'origine. D'ailleurs, la conférence de fondation de la 4^e Internationale écarta explicitement un tel amendement pour les comités d'usine (« Procès-verbal », *Les Congrès*, t. 1, p. 216 & p. 242).

Mieux vaut suivre le fil rouge.

Le gouvernement ouvrier (éventuellement le gouvernement paysan) devra partout être employé comme un mot d'ordre de propagande général... À la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier... Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire. (IC, « Résolution sur la tactique », novembre 1922, *Les Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, 1934, p. 158)

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». (QI, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, GMI, 2015, p. 28)

Un tract national peut se terminer par une liste de mots d'ordre. Une déclaration internationale sur un événement précis peut comporter une liste des mots d'ordre.

Par contre, tenter de conclure un programme *international* par une série de *mots d'ordre* pour lesquels tous les travailleurs *du monde* devraient lutter est difficile, quasi-impossible. La plupart des mots d'ordre ne sont pas valables dans tous les pays et ils changent même, pour un pays donné, d'un moment à l'autre. Par exemple, aujourd'hui, en Syrie, « grève générale » n'a pas de sens.

Évidemment, les sections du Collectif révolution permanente interviennent, à la mesure de leurs moyens, dans leur pays avec des mots d'ordre précis. En outre, le Collectif s'efforce, malgré sa taille réduite et les problèmes de langues, de discuter et de publier des résolutions sur des questions importantes de la lutte des classes mondiale. Ces textes comportent généralement des mots d'ordre précis. Par exemple, depuis deux ans : Grèce, janvier 2015, juillet 2015 ; Kurdes, août 2015 ; réfugiés, septembre 2015, mars 2016 ; Grande-Bretagne, juillet 2016 ; États-Unis, décembre 2016 ; Syrie et Irak, décembre 2016...

Le projet de plateforme internationale ouvre des perspectives politiques : grève générale, droit à l'autodétermination, activité dans les syndicats, organismes soviétiques et aussi des mots d'ordre que la liste du COICOR de septembre 2016 ne mentionne pas :

- ouverture des frontières aux réfugiés et liberté de circulation des travailleurs (*Projet de plateforme*, 2015, thèse 49),
- expropriation des grandes entreprises capitalistes (thèse 18),
- destruction de l'État sioniste (thèse 14),
- égalité des femmes et droit à l'avortement (thèses 20, 28, 49),
- armement du peuple et milice ouvrière (thèses 13, 18, 21, 23, 29, 49).

Certaines revendications figurent dans la déclaration de fondation COICOR de juin 2016. Mais il y manque la dernière. Cet axe essentiel est aussi oublié dans la liste de 12 mots d'ordre pour l'Argentine de la LCT (18 novembre 2016). Le projet de plateforme internationale suit le fil rouge :

Armement général du peuple. (Ligue des communistes, « Revendications du parti communiste en Allemagne », mars 1848, Karl Marx, *OEuvres*, Gallimard, t. 4, p. 3)

Le congrès socialiste international réclame, avec la suppression de l'armée permanente, l'armement général du peuple. (Internationale ouvrière, « Résolution sur le militarisme », juillet 1889, *Les Congrès socialistes internationaux*, BSI, 1902, p. 76)

Ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire. (Vladimir Lénine, « Ils ont oublié l'essentiel », mai 1917, *OEuvres*, Progrès, t. 24, 1974, p. 360)

Désarmement de toute la police, de tous les officiers ainsi que des soldats d'origine non prolétarienne, désarmement de tous ceux qui font partie des classes dominantes. Réquisition de tous les stocks d'armes et de munitions ainsi que des usines d'armement par les soins des conseils d'ouvriers et de soldats. Armement de l'ensemble du prolétariat masculin adulte qui constituera une milice ou-

rière. Constitution d'une garde rouge composée de prolétaires qui sera le noyau actif de la milice et aura pour mission de protéger en permanence la révolution contre les attentats et les intrigues contre-révolutionnaires. Suppression du pouvoir de commandement des officiers et des sous-officiers ; substitution d'une discipline librement consentie par les soldats à l'obéissance passive à la prussienne. Élection de tous les supérieurs par les hommes de troupe avec droit permanent de les révoquer... (KPD, « Que veut la Ligue Spartacus ? », décembre 1918, Protokoll des Gründungsparteitags der Kommunistischen Partei Deutschlands, Dietz Verlag, 1972)

À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 18-19)

Tant qu'existera le capitalisme, le mouvement ouvrier sera menacé en permanence par la répression... Nous devons armer les travailleurs. Pour repousser les bandes fascistes et les briseurs de grève, forgeons des piquets de grève ouvriers dûment armés. Où nous procurer les armes ? Il est fondamental de montrer aux travailleurs de base qu'ils doivent s'armer contre la bourgeoisie, elle-même armée jusqu'aux dents ; une fois leur conviction acquise, les moyens matériels se trouveront. Aurions-nous oublié par hasard que nous utilisons quotidiennement dans notre travail de puissants explosifs ? Toute grève est le commencement potentiel de la guerre civile, voie dans laquelle nous devons nous engager, armés comme il se doit. Notre objectif est de vaincre et pour cela nous ne devons pas oublier que la bourgeoisie peut compter avec son armée, sa police, ses bandes fascistes. Il nous revient donc d'organiser les premières cellules de l'armée prolétarienne. Tous les syndicats doivent organiser des piquets armés avec les éléments jeunes et les plus combattifs. (Fédération syndicale des mineurs de Bolivie, « Thèses de Pulacayo », novembre 1946, Guillermo Lora, Bolivie : de la naissance du POR à l'Assemblée populaire, EDI, 1972, p. 17-18)

XI / Le fil rouge et les élections (points 2, 5)

S'il oublie l'armement du peuple, le camarade Marcelo Ríos est obsédé par des questions électorales. La question du vote pour Syriza/Grèce figure trois fois dans la lettre du 14 septembre, une autre fois dans celle de quelques lignes du même camarade du 16 décembre.

Pourquoi le projet de plateforme présenté par le Bureau international du CoReP ne dit rien... de l'appel à voter Syriza par la TICR, en 2013, alors même que dans sa déclaration, celle-ci expliquait que Syriza allait appliquer l'ajustement. (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 2)

Il n'est rien dit de l'appui électoral qu'apportent à la social-démocratie et aux fronts électoraux ou aux gouvernements anti-crise comme Podemos et Syriza plusieurs organisations qui se disent trotskystes. (point 5)

Nous ne faisons de déclarations communes que sur la base d'accords politiques généraux solides. Par exemple, sur la Palestine ; sur le soutien électoral à la social-démocratie (Syriza, Podemos, etc.). (conclusion)

Pourquoi ne dites-vous pas si vous défendez ou pas le soutien électoral à la social-démocratie, à Syriza et aux gouvernements ou fronts « anti-crise » (COICOR, Lettre du 16 décembre)

La lettre de septembre (ratifiée par la FT-VP et le MaS) demande si le Collectif révolution permanente soutient des « gouvernements anti-crise ». Cette question est absurde : tous les gouvernements prétendent qu'ils sont anti-crise (voir projet de plateforme internationale, thèse 8).

Que le MaS et le FT-VP osent poser cette question à propos de Syriza prouve qu'ils sont malhonnêtes ou qu'ils ne font pas attention à ce qu'ils signent :

La Syriza (Coalition de la gauche radicale) a gagné les élections législatives, mais s'est alliée aussitôt à l'ANEL (Grecs indépendants), un parti bourgeois xénophobe (anti-UE et anti-immigrés). La majorité parlementaire de Syriza et le Premier ministre Tsipras n'ont pas démantelé l'armée hypertrophiée qui achète à grande échelle aux groupes de l'armement américains, français et allemands. Ils n'ont pas osé annuler la dette publique. Ils n'ont même pas osé taxer les armateurs et l'Église orthodoxe, qui ne paient toujours pas d'impôt. Face aux représentants de l'impérialisme, le gouvernement Syriza-ANEL était prêt à augmenter la TVA, à baisser les retraites et à privatiser... (CoReP & MaS, Résolution sur la Grèce, 2 juillet 2015)

Tous les gouvernements bourgeois ont mené les mêmes politiques à l'encontre des producteurs et en faveur des exploiters, y compris ceux dirigés par les partis « travaillistes » (Brésil), « communistes » (Chine, Vietnam, Afrique du Sud), « socialistes » (France, Allemagne) ou la « gauche radicale » issue de la reconversion des staliniens (Grèce)... (CoReP, FT-VP & TML, Adresse internationale, 1^{er} mai 2016)

En mélangeant le vote pour des candidats des partis ouvriers bourgeois avec un soutien à un gouvernement, les signataires de la lettre du 14 septembre montrent qu'ils ne connaissent pas la tradition communiste. Un véritable parti ouvrier est, dans le cadre du capitalisme, un parti d'opposition, pas de gouvernement.

Ce qui distingue la politique socialiste de la politique bourgeoise, c'est qu'en tant qu'adversaires de l'ordre existant, les socialistes sont obligés, par leurs principes, de se tenir dans l'opposition. (Rosa Luxemburg, « La crise socialiste en France », 1900, Le Socialisme en France, Agone-Smolny, 2013, p. 121)

Jamais les révolutionnaires prolétariens n'ont soutenu un *gouvernement* de l'État bourgeois, même quand il était mis en place par un parti ouvrier bourgeois.

Pour le CoReP et ses sections, les gouvernements auxquels des partis ouvriers bourgeois participent seuls ou en coalition (de type front populaire) sont des gouvernements bourgeois. C'est ce qu'affirme le projet (thèses 36, 39).

Un des effets de la destruction de la 4^e Internationale est la polarisation de l'attention sur les élections et les référendums. Chez les centristes, c'est le reflet du crétinisme parlementaire des « réformistes » ; chez les sectaires, c'est l'occasion d'imiter sans le dire les staliniens de la troisième période d'erreur de l'IC.

En logique formelle, un parti ne peut pas participer aux élections organisées par la bourgeoisie *et* dire qu'elles servent à tromper les travailleurs, un parti ne peut pas être ouvrier *et* bourgeois, un parti communiste ne peut pas proposer l'unité à un autre parti *et* dire qu'il est traître, une organisation révolutionnaire ne peut pas voter pour un parti réformiste *et* annoncer en même temps qu'il ne faut pas lui faire confiance, etc.

Les communistes, inspirés par le mouvement chartiste britannique du début du 19^e siècle), se sont toujours prononcés pour un parlement élu exerçant le pouvoir contre la monarchie ou le bonapartisme, ainsi que pour le suffrage universel.

Pour Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Trotsky, la participation aux élections fait partie de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire de masse. Les communistes, tout en participant quand ils le peuvent aux élections, aux organes municipaux, au parlement, expliquent aux travailleurs que l'activité au parlement ne peut pas remplacer la révolution conduite par les travailleurs eux-mêmes. Le seul cas où les révolutionnaires peuvent boycotter un parlement, c'est quand ils ont la force de le renverser.

Par ailleurs, les organisations communistes, quand elles sont incapables de présenter des candidats, soutiennent le plus souvent les candidats des partis ouvriers bourgeois de masse quand ils se présentent contre ceux des partis des classes dominantes.

De 1920 à leur mort, telle est la position constante de Lénine (*La Maladie infantile du communisme*, ch. 9) et de Trotsky.

L'ILP aurait dû apporter un appui critique à tous les candidats du Parti travailliste, là où il ne se présentait pas lui-même... L'ILP doit dire aux ouvriers : « Le Labour Party vous trompera et vous trahira, mais vous ne nous croyez pas. Très bien, nous irons avec vous à travers toutes vos expériences, mais en aucun cas nous ne nous identifierons au programme du Labour Party ». (Lev Trotsky, « Entretien sur l'ILP », novembre 1935, *Œuvres* t. 7, EDI, 1980, p. 137-138).

Et si l'ouvrier stalinien vient vous voir et vous demande : « allez-vous voter pour notre candidat ? » Nous



2012, Venezuela, le colonel Chavez et le dirigeant « trotskyste » de la TMI A. Woods

devons lui donner une réponse sérieuse. Il nous faut dire : « oui, nous voterons pour lui ». (Lev Trotsky, « Discussion avec des dirigeants du SWP », 14 juin 1940, *Œuvres*, ILT, t. 24, 1987, p. 159)

La critique Ríos-LCT-COICOR se réclame de la 4^e Internationale, mais les sections de la QI, du temps de Trotsky, quand elles ne présentaient pas de candidats, appelaient à voter Parti travailliste, POB, PCF et PS-SFIO, etc.

Les raisons qui les conduisaient à cette consigne sont les mêmes qui obligent les communistes à militer dans les syndicats de masse quelle que soit leur direction et à avancer des tactiques de front unique ouvrier.

Évidemment, les organisations communistes avertissent les masses qu'aucune élection ne peut changer leur sort et que les partis ouvriers bourgeois sont voués à trahir s'ils accèdent au pouvoir (comme ils le font déjà dans « l'opposition »).

Les centristes qui votent pour des partis bourgeois piétinent l'indépendance de classe (thèses 26, 44).

Le soutien du PCI au PS en 1981 (au sein de la direction du PCI, Lambert avait été aidé par Moreno contre Just) ou le soutien du SUQI à Syriza en 2015 sont aussi des trahisons parce que les opportunistes font croire aux travailleurs que leur sort va changer s'ils votent pour les candidats d'un parti ouvrier bourgeois. Cela remet en question la théorie marxiste de l'État et celle de la bureaucratie ouvrière.

Par contre, l'appel à voter de la TICR de Pröbsting pour Syriza ne constitue pas une trahison, ni celui de la LCI de Robertson pour le KKE (même s'il est probablement faux de préférer publiquement un parti ouvrier bourgeois de masse à un autre dans un pays où il en existe deux).

Camrades, attention au danger de secte ! Le programme de 1938 et le manifeste de 1940 de la QI ne parlent même pas d'élections. Aucun programme antérieur du mouvement ouvrier international ne se prononce sur les candidatures des autres partis.

Le projet du CoReP suit le fil rouge.



Palabra Obrera, publiée par N. Moreno comme « organe du péronisme ouvrier révolutionnaire » de 1957 à 1964 (à gauche de la couverture : Castro; à droite : Perón).

Les questions de tactique nationale (ce qu'il faut faire dans un syndicat, la consigne de vote s'il n'y a pas la possibilité de présenter une candidature révolutionnaire, etc.) ne peuvent être correctement abordées et résolues que sur la base d'un programme international. (Projet de plateforme internationale, septembre 2015, 50)

XII / L'autoproclamation de la LCT et du COICOR (points 2, 3, 7)

La lettre de septembre 2016 oppose la modestie de la LCT au sectarisme du CoReP.

Mais avoir cette approche -être les seuls trotskystes- serait de l'autoproclamation et par là-même préjudiciable parce que cela interdirait de reconnaître ses propres erreurs, passées et futures... Nous voulons expliciter notre position : nous ne croyons pas être les élus du destin... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 3)

On trouve trois autres fois « autoproclamé » ou « autoproclamation » au sujet du Collectif.

En fait, Marcelo Ríos n'est pas si modeste : seul lui comprendrait vraiment l'histoire.

Nous voulons aborder la manière différente que nous avons de nous référer à l'histoire. Pour nous l'étude de l'histoire doit permettre de tirer des leçons et non de jeter à la face des autres, des faits ou des événements, pour se délimiter. (point 2)

Cette conception supérieure de l'histoire inclut la justification du ralliement d'un groupe « trotskyste » au mouvement nationaliste bourgeois.

Alors quel sens politique y a-t-il à se délimiter du morénisme à cause de son entrée dans le Mouvement des groupements ouvriers (MAO) péroniste, en 1958, après le coup d'État de 1955, quand le péronisme était dans une lutte de résistance à la dictature ? Aucun. (point 2)

La lettre réclame que le CoReP précise ses origines.

Il est remarquable que vous critiquez tout le monde et que vous ne dites rien de vos origines. (point 7)

Il est remarquable que le COICOR se dispense, lui, de présenter son origine.

L'origine politique du Collectif révolution permanente figure dans de nombreux documents publics : c'est la Ligue des communistes (1847-1850).

Accessoirement, le Collectif a présenté à l'avant-garde internationale les circonstances de son apparition comme organisation internationale : convergence de 3 petits cou-

rants à l'initiative de la LOI-DO/Argentine en décembre 2002 à la suite de la crise révolutionnaire en Argentine, scission du regroupement par Carlos Munzer (LOI) en 2003-2004 (voir *Charte du Collectif révolution permanente*, novembre 2004).

Si la LCT avait accepté de rencontrer le bureau du Collectif révolution permanente en 2010 à Buenos-Aires, elle saurait que l'assimilation du CoReP au lamberisme est un préjugé ; sachez que tous les membres actuels du bureau international ont commencé leur activité militante dans le cadre d'organisations liées au SUQI (la 4^e Internationale pabliste-mandélienne).

Nous avons un peu de mal à comprendre le reproche répété d'autoproclamation. Ce mot si important pour le camarade Ríos ne semble figurer dans aucun document de la 4^e Internationale.

Notre histoire témoigne que nous ne sommes pas une secte. Par exemple, le CoReP n'a pas rompu avec le MaS/Russie, c'est le MaS qui a cessé toute relation sans nous l'annoncer ; ce n'est pas le COICOR qui a contacté le CoReP, c'est le CoReP qui a contacté le COICOR...

Pourquoi le Collectif serait autoproclamé mais pas le COICOR qui s'est constitué en août 2016 à côté de (donc contre) dizaines de « 4^e Internationales », « tendances », « fractions », « comités de liaison », « comités d'organisation »... ?

Qui a proclamé la LCT/Argentine ? Qui l'a ajouté aux trop nombreuses organisations qui se réclament du trotskysme en Argentine ? La proclamation de la LCT en 2009 (sur une base politique uniquement nationale) n'était-elle pas une proclamation par elle-même, une auto-proclamation ?

Si les fondateurs de la LCT estimaient que les organisations argentines existantes étaient effectivement léninistes-trotskystes, pourquoi ne pas rejoindre la plus grosse ou la plus « trotskyste » d'entre elles ?

Si les fondateurs de la LCT estimaient que les courants internationaux centristes sont effectivement léninistes-trotskystes, pourquoi rester isolés nationalement pendant une décennie ?

La lettre affirme que le CoReP s'occupe d'événements anciens alors qu'il faut partir d'événements récents.

Pourquoi la limite de 50 ans ? Pourquoi pas 20, 60 ou 100 ?

Qui fixe la limite à 50 ans ?

N'est-il pas bizarre de vouloir laisser les décédés en paix et en même temps d'invoquer la baisse du taux de profit et la paupérisation absolue à la manière de Ricardo (décédé en 1823) ou de se réclamer de Lénine (décédé en 1924) et de Trotsky (décédé en 1940) ?

N'est-il pas incohérent de se réclamer de la 4^e Internationale fondée en 1938 et de refuser d'examiner ce qui lui est arrivé en 1949-1953 ?

Les hommes font leur propre histoire, mais ils ne la font pas arbitrairement, dans les conditions choisies



Dimanche 9 mars aura lieu le premier tour des élections municipales. Lutte Ouvrière sera présente dans ces élections, sur 186 listes dans 166 villes. Dans le tiers environ de ces villes, nos candidats figurent sur des listes unitaires avec des candidats du Parti Communiste, du Parti Socialiste ou d'autres partis de gauche. Là où de telles listes unitaires n'ont pas pu se constituer, Lutte Ouvrière présente

ses propres listes.

En 2008, à l'occasion des élections municipales, LO/France entre dès le premier tour dans des listes de front populaire comprenant non seulement les partis sociaux-impérialistes (PCF, PS) mais des partis bourgeois (PRG, MRC,

par eux, mais dans des conditions directement données et héritées du passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants. (Karl Marx, Le 18 Brumaire, 1852, Éditions sociales, 1969, p. 15)

Nous autres bolcheviks, avons appris aux ouvriers à ne rien oublier. (Lev Trotsky, « Entretien avec un ouvrier social-démocrate », 23 février 1933, Contre le fascisme, Syllepse, 2015, p. 318)

Pourquoi la « polémique » (lettre du 14 septembre) contre le CoReP serait-elle légitime, mais pas le combat du Collectif contre le centrisme pseudo-trotskyiste ? Sans combat contre le centrisme contemporain, il n'y aura pas de construction d'une internationale et de partis révolutionnaires.

Le Parti indépendant (USPD) en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste (PS-SFIO) en France, le Parti ouvrier indépendant (ILP) de Grande-Bretagne et tous les autres groupements semblables essayent en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la 2^e Internationale. Ils se présentent, comme autrefois, avec des idées de compromis et d'unité, paralysant ainsi l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par-là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. (1^{er} congrès IC, « Manifeste », mars 1919, Les Quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, Librairie du travail, 1934, p. 34)

La 4^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2^e et de la 3^e Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes... (QI, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, septembre 1938, GMI, 2015, p. 41)

L'Opposition de gauche internationale (OGI-IC) s'est constituée pour la rupture du Parti communiste chinois avec le Guomindang nationaliste bourgeois (que Staline et Boukharine présentaient comme un parti ouvrier et paysan).



En 2004, le SWP/Grande Bretagne fonde un mini-front populaire (Respect) au nom du front uni anti-impérialiste avec un ancien député travailliste de gauche (G. Galloway) et une association cléricale (Muslim Association of Britain).

Il faut lier les mains des combinards et des candidats combinards. C'est à cela que le programme doit servir. Sinon, il est inutile. (Léon Trotsky, « Critique du programme de l'IC », juin 1928, OEuvres, ILT, t. I, 1988, p. 337)

L'adhésion au nationalisme, conseillée par les résolutions du congrès de la QI de 1951, est incompatible avec le principe d'indépendance de classe. Elle n'a rien à voir avec le front unique ouvrier, ni l'entrisme des communistes dans un parti ouvrier bourgeois.

En Argentine, il était légitime d'intervenir dans les syndicats de masse contrôlés par le bonaparte Perón et son mouvement nationaliste bourgeois. Rien ne justifiait de dissoudre en 1957 la section argentine du CIQI pour fonder un parti « ouvrier » péroniste dont le journal (*Palabra Obrera*) était l'organe « du péronisme ouvrier révolutionnaire » publié « sous la discipline du général Perón et du Conseil supérieur justicialiste ». L'appartenance au Mouvement justicialiste, « l'unité de tous les péronistes » (15 mai 1958) subordonnait les travailleurs à une fraction de la bourgeoisie.

Le projet de plateforme du COReP de 2015 tire les leçons de l'histoire et il est conçu pour empêcher ou au moins gêner toute nouvelle capitulation devant la bourgeoisie « anti-impérialiste » (*Projet de plateforme*, septembre 2015, thèses 17, 19, 25, 36, 41, 42).

XIII / Se délimiter des partisans de l'ONU et de l'islamisme (points 2, 3)

La lettre du 14 septembre est aussi accusatrice que confuse sur la question de la 4^e Internationale.

La grande majorité des courants trotskystes abriterait des « réserves de trotskysme » et préserverait un « fil de continuité » C'est à partir d'eux que se construira l'Internationale. Il faudrait écarter les questions qui remontent à plus 50 ans (puisqu'ils ont menées sont morts).

C'est pour cela que nous considérons comme davantage principal, politique et profitable, de discuter les divergences politiques actuelles ou récentes et non pas celles concernant des faits de plus de 50 ans, quand tous ceux ou presque tous ceux, qui ont impulsé, suivi et défendu

ces lignes politiques sont décédés... (COICOR, Lettre du 14 septembre 2016, point 2)

Au contraire, il faudrait se limiter aux divergences récentes, de moins de 50 ans (comme le vote pour Syriza en 2013).

Pourquoi le projet de plateforme présenté par le Bureau international du CoReP ne dit rien, par exemple, de la L51 (et de la TICR qui faisait partie de ce courant et qui continue de défendre cette orientation) ou de tout le grantisme, qui a accepté de se rendre à la convocation du président vénézuélien, Hugo Chávez, c'est-à-dire avec la bourgeoisie nationale, pour construire une 5e Internationale bourgeoise ? Ou l'appel à voter Syriza, par la TICR, en 2013, alors même que dans sa déclaration, elle expliquait que Syriza allait appliquer l'ajustement. Nous sommes sincèrement convaincus que personne, en dehors du CoReP, ne peut comprendre pourquoi l'entrisme est plus condamnable avec le MAO péroniste, en 1958, que les faits ci-dessus mentionnés. Nous ne nions pas qu'il y ait là du crétinisme, mais nous estimons que cela ne place pas les choses sur les rails de la politique. (point 2)

Pour voir clairement, il faudrait se situer au sein de la 4e Internationale.

Nous constatons également qu'il ne s'agit pas d'une critique effectuée de l'intérieur de la 4e Internationale, mais de l'extérieur, comme si, à ces époques que vous critiquez, vous n'en aviez pas fait partie. (point 3)

On retrouve l'incapacité du rédacteur à concevoir qu'un phénomène puisse se transformer en son contraire. Or, les organisations de la classe ouvrières sont confrontées à une classe sociale qui est dominante économiquement, politiquement et idéologiquement. Ainsi, les formes d'organisation que prend l'internationalisme prolétarien (LdC, AIT, IO, IC, QI...), sont toujours le terrain de luttes internes. Si elles ne parviennent pas à mener la révolution, elles reculent et, pour finir, elles disparaissent ou sont intégrées à l'ordre bourgeois.

sent ou sont intégrées à l'ordre bourgeois.

Pourquoi se borner à la QI et ne pas se situer « à l'intérieur » de l'IC, de la 3e Internationale ? Celle-ci avait l'avantage d'être une internationale de masse.

S'il y a continuité de la QI, alors il faudrait dire clairement qui l'incarne.

Si la 4e Internationale existe toujours, il faut se donner pour objectif de la redresser ou de la réunifier et rejoindre les rangs de ceux qui l'incarnent.

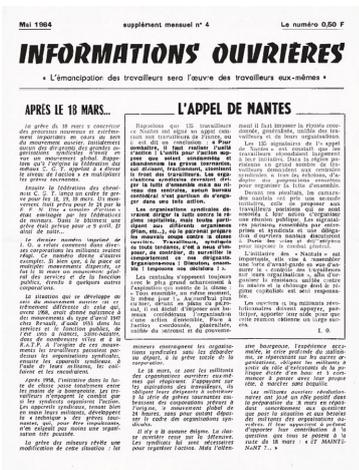
Si l'ILP pensait que la Komintern peut être réformé, ce serait son devoir de rejoindre ses rangs et de travailler à le réformer. Si pourtant l'ILP s'est persuadés que la Komintern n'est pas redressable, son devoir est de nous rejoindre... (Léon Trotsky, « L'ILP et la 4e Internationale », 18 septembre 1935, Œuvres t. 6, EDI, 1979, p. 233)

Les deux pôles du mouvement ouvrier sont, depuis l'impérialisme, le « réformisme » (c'est-à-dire des agences de la bourgeoisie) et le communisme internationaliste (les révolutionnaires prolétariens). En découle l'existence de deux autres courants : le centrisme qui refuse de rompre avec les sociaux-chauvins et de gauchistes qui refusent de combattre les traîtres et leurs adjoints au sein des masses.

Nous ne pouvons pas choisir les conditions dans lesquelles nous combattons. Elles comprennent des défaites et des reculs comme la restauration du capitalisme en Russie et en Chine, mais aussi la montée de l'islamisme ou la destruction de la 4e Internationale.

Il faut suivre le « fil rouge », dont le manifeste de la conférence d'alarme de 1940 de la 4e Internationale. Trotsky misait sur la victoire de la révolution socialiste mondiale grâce à la transformation de la QI en véritable parti mondial de la révolution. Mais, en bon dialecticien, il avait parfois envisagé une autre hypothèse et les conséquences négatives sur la QI elle-même.

Le destin d'un parti dépend du cours de la lutte des classes... Si le régime bourgeois sort de cette guerre impuni, tous les partis révolutionnaires dégèneront. (QI, La



Réunion publique du Mouvement pour un parti des travailleurs à Montpellier en février 1988. À gauche de la photo, feu P. Lambert (qui liquidera l'OCI-PCI dans le PT aujourd'hui éclaté entre POI et POID) ; au centre, J.P. Cros (aujourd'hui au GIC pour un parti des travailleurs) ; à droite, A. Corbière (fondateur du GIC et dirigeant actuel du parti social-chauvin LFI)



Cahier révolution communiste n° 9 mars 2016

Informations Ouvrières, publiées par P. Lambert sans référence à une organisation communiste de 1958 à 1981

Guerre impérialiste et la révolution, mai 1940, GMI, 2016, p. 31)

À partir de 1943, le régime bourgeois a été ébranlé par la défaite du 3^e Reich à Stalingrad et par les révolutions italienne, yougoslave, indochinoise et chinoise. Mais il a survécu grâce au Kremlin et aux partis ouvriers bourgeois. La bureaucratie stalinienne, loin d'être renversée, est apparue plus puissante que jamais. De là, la pression énorme des bureaucraties au pouvoir et de l'appareil stalinien international sur une petite organisation internationale peu implantée, dont les cadres furent décimée par la répression conjointe du fascisme et du stalinisme, dont la direction était inexpérimentée.

La QI a capitulé devant Tito en 1949 puis devant Mao, elle a été détruite politiquement en 1951 quand son « 3^e congrès » a révisé son programme (réforme de la bureaucratie au lieu de révolution politique, front uni anti-impérialiste au lieu de révolution permanente). Le premier aspect a été combattu dès 1951 par les sections suisse et française puis en 1953 par les sections britannique et américaine.

Au lieu de s'en tenir à la ligne fondamentale de la construction de partis révolutionnaires indépendants par tous les moyens tactiques convenables, Pablo considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les « idées » et le « programme » du trotskysme. (SWP, « Lettre ouverte », novembre 1953, La Vérité n° 583, septembre 1978)

Pablo a répondu en tentant d'écarter les cadres et de détruire les sections qui résistaient. L'Internationale a éclaté en 1953. La fraction « orthodoxe » (CIQI) n'a pas mené longtemps le combat contre la direction usurpatrice (SIQI : Pablo, Mandel, Frank, Maitan, Posadas...). Toutes les sections qui avaient résisté à certains aspects du pablisme ont dégénéré à leur tour. La destruction du Comité international en 1963 par les pro-castristes du SWP/États-Unis et les pro-maoïstes et pro-castristes du PO/Argentine a mis fin à toute possibilité de réorganiser, redresser ou reconstruire la QI

Il y a une continuité opportuniste dans le centrisme, malgré ses zigzags parfois gauchistes. Il y a un rapport entre l'enthousiasme de certains chefs « trotskystes » pour Tito et Mao, le soutien total à Messali Hadj ou l'adhésion au mouvement bourgeois du colonel Perón au début des années 1950 avec l'opportunisme des Pablo, Mandel, Lambert et Moreno lors des décennies 1960, 1970, 1980. Nous l'avons démontré dans une résolution (CoReP, *La 4^e Internationale est morte, il faut bâtir une nouvelle internationale*, octobre 2011, disponible en espagnol) et notre section française l'a établi dans le cas du lambertisme dans une brochure (*Cahier révolution communiste* n° 9, mars 2016).

Les principaux courants contemporains issus de feu la QI ne sont pas trotskystes à 90 %, 60 %, 40 % ou 10 %. Leurs erreurs ne sont pas de simples déviations, inévi-

tables, de l'organisation communiste. Elles ne sont jamais corrigées. Par conséquent, l'opportunisme devient systématique. Ce sont des organisations *centristes* cristallisées qui édulcorent le programme et qui capitulent devant des forces hostiles au prolétariat, la petite-bourgeoisie ou la bourgeoisie.

Nous misons sur les milliers de combattants qui, dans le monde, croient suivre la voie de la révolution d'Octobre 1917. Le fait que certaines organisations opportunistes se réclament encore du léninisme et du trotskysme les plonge dans des contradictions particulières et facilite le travail des bolcheviks pour démasquer, liquider le centrisme et y gagner des forces (organisations, fractions, individus) pour l'internationale ouvrière révolutionnaire. Cela s'est manifesté par l'apparition de la RT américaine (1960), de la LC espagnole (1972), du WPG et de la WSL britanniques (1974), de la LOR française (1976), du Comité français (1984), de la WIL britannique (1987), du PTS argentin (1988), de VdT française (1997), etc. Si ces courants avaient continué à progresser vers la révolution, il faudrait les *rejoindre*. Hélas, ils ont éclaté ou régressé politiquement.

La construction de l'internationale s'appuiera aussi sur des individus, fractions et organisations issus d'autres courants du mouvement ouvrier et même parmi les nationalismes de minorités opprimées. L'IC du temps de Lénine avait attiré des syndicalistes-révolutionnaires de plusieurs pays, des nationalistes chinois, etc. Même après la destruction de la 4^e Internationale, des courants ont rompu avec le stalinisme ou le nationalisme petit-bourgeois pour évoluer vers le marxisme : LCRJ/Japon en 1957, LRSH/Hongrie vers 1961, Matzpen/Israël en 1962, GC/Espagne et PD/Irlande en 1968, ETA-VI/Espagne en 1970, CPGB/Grande-Bretagne en 1993, DPG/Turquie en 2002, etc. Pour aider les prochaines ruptures de ce genre à progresser, il faut une forte et démocratique organisation marxiste internationale.

Conclusion

Il n'y a qu'un programme communiste, pas des dizaines. Ceux qui le partagent doivent se regrouper à l'échelle internationale.

Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du stalinisme vers la politique du marxisme révolutionnaire, les signataires déclarent en même temps que la nouvelle internationale ne peut permettre aucune tolérance à l'égard du réformisme et du centrisme. (OGI, OSP/Pays-Bas, RSP/Pays-Bas, SAP/Allemagne, « Déclaration sur la nécessité d'une nouvelle internationale », septembre 1933, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, 1978, t. 1 p. 100)

Suivant le fil rouge, un accord international repose sur des questions politiques essentielles. En sont exclues : en amont, la recherche scientifique, aussi importante soit-elle ; en aval, les questions tactiques nationales.

À notre avis, dans ce début du 21^e siècle, il faut réaffirmer la base stratégique héritée de la LdC, du Parti bolchevik,

de l'IC et de la QI (séparation de l'État et de la religion, protection des minorités religieuses et ethniques, droit à l'autodétermination des nations opprimées, égalité des femmes, destruction de l'État bourgeois, armement du peuple, milice ouvrière, insurrection, organes soviétiques, parti révolutionnaire mondial et délimité des sociaux-patriotes et des centristes, intervention dans les syndicats, participation aux élections et aux parlements, démocratie dans le parti, impossibilité du socialisme dans un seul pays, révolution permanente...).

Il faut aussi actualiser le programme de la QI :

- le mode de production capitaliste met en cause l'environnement de l'espèce humaine (réchauffement climatique...),
- la Russie et la Chine font partie des puissances impérialistes,
- les interventions des puissances impérialistes, y compris celles qui ont l'accord de l'ONU, doivent être combattues par le prolétariat mondial (en particulier celui des pays impérialistes concernés),
- les communistes internationalistes ne mettent pas eux-mêmes en place des partis réformistes, même dans les pays qui sont dépourvus de partis ouvriers de masse,
- la lutte contre l'oppression des femmes ne se limite pas à l'égalité, elle inclut le droit à la contraception et à l'avortement libres et gratuits,

- l'écologisme politique est globalement un courant réactionnaire, ce qui n'empêche pas la lutte avec ses membres sur des questions concrètes,
- le front uni anti-impérialiste est périmé,
- l'islamisme et les autres fondamentalismes religieux sont contre-révolutionnaires, ce qui n'empêche pas de les soutenir dans les cas – exceptionnels – où ils affrontent réellement et directement l'impérialisme,
- l'État d'Israël doit être mis à bas, il ne peut l'être de façon progressiste que par la révolution prolétarienne des peuples de cet État et de la région (arabes, juifs, kurdes, turcs, perses...),
- les communistes s'opposent au protectionnisme, ils ne reprochent pas aux accords régionaux de type Union européenne de détruire les nations, mais au contraire d'être incapables de supprimer les frontières archaïques,
- en s'appuyant sur les expériences de la LdC, de l'AIT, de l'IO, de l'IC et de la QI, les communistes de tous les pays collaborent pour construire une *nouvelle* internationale ouvrière révolutionnaire, à influence de masse, capable de conduire le prolétariat mondial à la victoire finale.

C'est ce que fait le projet de plateforme de septembre 2015. À la suite de la critique Ríos/LCT/COICOR, le bureau a amendé le projet sur la crise économique de 2008-2009 et la reprise de 2009, sur la Palestine, sur la restauration du capitalisme (voir projet de plateforme, version IV).

S'il y a la clarté sur l'organisation à construire et sur la nécessité de l'armement du peuple et de la classe ouvrière, le bureau propose au COICOR et à tous les groupes en accord global avec le projet de plateforme internationale :

- de tenir le plus tôt possible avec toutes les autres organisations en accord global avec le projet une conférence internationale représentative qui discutera, entre autres, de la situation économique et politique,
- lors de cette conférence démocratique, d'examiner les amendements du bureau et des différents groupes, adopter la plateforme, examiner les autres résolutions soumises par les groupes participants et élire un centre international jusqu'à la conférence internationale suivante,
- d'adopter dès maintenant des déclarations avec le bureau du CoReP sur les grands événements pour vérifier l'accord et adopter une déclaration internationale commune pour le 1^{er} mai 2017.

Bureau international du CoReP



LE CoReP AU PRS-PCO/ARGENTINE

VIEUX OU NOUVEAU, LE RÉFORMISME TRAHIT

23 SEPTEMBRE 2017

Présentation

Le PRS/Argentine avait critiqué en 2007 le Groupe bolchevik/France (section d'alors du Collectif révolution permanente) en expliquant que le PS français n'était pas un parti ouvrier bourgeois parce que sa base était petite-bourgeoise. Le GB a répondu de manière détaillée en 2008. Le PRS a commencé à collaborer avec le CoReP. Une délégation du CoReP a été accueillie fraternellement à Buenos-Aires en 2009. À cette occasion, le CoReP a convaincu le PRS que la 4^e Internationale était morte. La délégation a aussi rencontré la COR, sans résultat ; quant à la LCT, elle a refusé de la recevoir. En 2010, le PRS a interrompu sa coopération quand le bureau du CoReP lui a soumis un projet de bilan approfondi de la révolution de 1978-1979 en Iran et de la contre-révolution islamiste de 1979-1981. Le PRS a alors invoqué son ignorance des faits pour ne pas s'associer à ce document. Puis, pour justifier devant sa base sa rupture avec le CoReP, la direction du PRS a de nouveau découvert en 2012 que le PS était un simple parti bourgeois. Ces documents sont consultables sur notre site :

<http://www.revolucionpermanente.com/espanol/debates-el-colectivo-revoluc/>
<http://www.revolucionpermanente.com/francais/debats/>

Mais elle l'a fait sous un tout autre angle, pire que le premier. Selon le PRS, un parti ouvrier bourgeois aurait un programme... socialiste. En réalité, le programme des partis « réformistes » est, au mieux, petit-bourgeois. Au gouvernement, il se révèle bourgeois.

La totalité des buts que poursuit un parti constitue le programme de ce parti. (Boukharine & Preobrajensky, *L'ABC du communisme*, 1919, Maspero, t. 1, p. 35)

La direction du PRS a prétexté de l'absence de réponse à cette seconde controverse sur le PS pour rompre toute relation avec le CoReP. Malgré la réfutation ci-dessous, tardive mais sérieuse, son successeur le PCO refuse toujours à cette date (14 juillet 2018) de travailler de nouveau avec le CoReP.

Les partis réformistes qui rient et ceux qui pleurent

Jean-Luc Mélenchon, l'ancien ministre PS et le fondateur en 2016 de la France insoumise (LFI), espérait, à la veille de la présidentielle de 2017 en France, être présent au second tour puis envisageait, avant les législatives de juin, de devenir le Premier ministre d'Emmanuel Macron. Il se console car il a été élu lui-même député et surtout parce que son nouveau parti l'a largement emporté aux législatives avec 11% des suffrages exprimés sur le PCF (2,7 %) et le PS (7,4 %). LFI est relativement populaire grâce à quelques promesses et à l'usure du PS qui a gouverné 5 ans pour le grand capital, mais son drapeau est tricolore et son hymne est *La Marseillaise*.

Il est hostile non à la bourgeoisie française, mais à l'Allemagne. D'ailleurs, il n'est jamais question de lutte de classe ni de socialisme dans son programme social-réformiste et social-chauvin. Mélenchon voulait recruter des policiers, revenir au franc français et quitter l'Union européenne.

Nous avons besoin d'un protectionnisme solidaire. (LFI, *L'Avenir en commun*, 2016, Seuil, p. 46)

Cela n'a pas empêché les « trotskystes » de la GR (CIO grantiste) et du POI (QI lambertiste) de soutenir sa candidature contre celles du PS, du NPA et de LO.

Le Parti travailliste de Grande-Bretagne (LP) a regagné des électeurs (+9,6 % de voix lors des dernières élections législatives de juin 2017) et même des adhérents dans la jeunesse et chez les travailleurs salariés. Pour cela, il a repris quelques mesures qui répondent aux aspirations des salariés et des étudiants, mais le programme est resté dans le cadre du capitalisme britannique. Pas question de lutte de classe ni de socialisme, mais une perspective de collaboration de classes, de maintien de la monarchie et d'augmentation des dépenses militaires.

Le Parti travailliste sait que la création de richesse résulte d'un effort collectif des travailleurs, des entrepreneurs, des investisseurs et du gouvernement. Chacun y contribue et chacun doit percevoir sa juste part en récompense. (LP, *For the many, not the few*, 2017, p. 8)

Quoique le LP soit resté minoritaire (40,0 % des voix et 262 sièges alors que le Parti conservateur obtenait respectivement 42,4 % et 317 sièges), cette remontée a permis à Jeremy Corbyn de réclamer –en vain– de former le nouveau gouvernement à l'annonce des résultats.

Le nouveau parti réformiste espagnol Podemos (un nom calqué sur le slogan creux du candidat démocrate Obama) créé en 2014 par l'ancien stalinien Pablo Iglesias Turrión (UJCE, Forum social européen), a

grossi au détriment du Parti socialiste d'Espagne (PSOE) avec l'aide d'un certain nombre de groupes centristes et en s'alliant avec l'alliance en déconfiture du PCE (IU).

Quant à lui, le PSOE essaie de revenir au pouvoir en cherchant l'appui de Podemos et d'IU, voire des nationalistes de Catalogne et d'autres régions, afin d'obtenir une majorité parlementaire aux Cortès. Pedro Sánchez a donc reconnu pour la première fois que l'Espagne était plurinationale. Il a aussi retiré son soutien au traité de libre-échange UE-Canada (CETA). Son congrès de juin s'est même terminé par *L'Internationale*, entonnée le poing levé. Pour autant, son projet politique soutient l'Union européenne, n'envisage pas le socialisme, ni même l'abolition de la monarchie léguée par Franco.

Le Parti du travail de Belgique-Partij van de Arbeid van België est un parti issu du stalino-maoïsme. Considérant que l'URSS était l'ennemi principal, il appelait dans les années 1970 à renforcer l'OTAN. Aujourd'hui, le PTB-PVDA est devenu pacifiste. Il ne se réclame plus depuis longtemps de la révolution ni du pouvoir des travailleurs, ni même du socialisme ou de la lutte des classes.

Nous voulons peser sur le débat... Nous avons pris parti. Non pas pour les cercles feutrés du monde financier et des grosses multinationales. Mais pour le monde du travail, les jeunes, et tous ceux qui ont des difficultés dans la société. Et, soyons honnêtes : il est temps que cette voix puisse se faire entendre dans tous les parlements de notre pays. (PTB, PCB, LCR, Scénario pour une société plus sociale, 2014, p. 6)

En 2015, sa liste d'union a obtenu 3,72 % des suffrages exprimés. Les derniers sondages le font passer avant le PS en Wallonie avec 20,5 % des votes.

Par contre, le Parti socialiste français s'est effondré électoralement après sa dernière expérience au gouvernement (2012-2017). En plus, le parti a scissionné sur sa droite et sur sa gauche, des dizaines de ministres de François Hollande (dont l'ancien Premier ministre Manuel Valls), de maires et de députés le quittant pour rallier Macron et LREM ; son candidat à la présidentielle (Benoit Hamon) le quittant pour lancer un nouveau mouvement politique en juillet 2017, Générations (qui ne se réclame pas plus du socialisme que LFI, le PS ou le PCF).

Le Parti des travailleurs brésilien (PT), fondé en 1980 par des dirigeants syndicaux, avec l'aide d'une aile de l'Église catholique et de tous les courants centristes, est arrivé au pouvoir à la présidence en 2003. Après avoir bien servi le capitalisme brésilien en alliance avec des partis bourgeois pendant plus de 10 ans, le PT a perdu nombre de villes aux élections municipales et il s'est fait chasser du pouvoir en août 2016 par ses anciens partenaires de gouvernement. Plusieurs dirigeants PT sont poursuivis pour corruption.

Le Parti socialiste belge, qui n'est plus au gouvernement fédéral depuis 2014, est aussi englué dans des scandales : le maire PS de Bruxelles Yvan Mayeur s'est enrichi personnellement aux dépens du Samusocial et du Centre public d'aide sociale de la ville ; plus de 20 de ses dirigeants touchaient 2 800 euros de jetons de présence fictifs de l'entreprise publique Publifin (23 millions d'euros au total, son président Stéphane Moreau, maire PS de la commune d'Ans, a palpé à lui seul 840 000 euros en 2015).

Le Parti communiste d'Afrique du Sud est toujours au gouvernement bourgeois dans le cadre de l'Alliance tripartite (ANC-COSATU-SACP) qui sert le capitalisme depuis 1994, jusqu'à massacrer des ouvriers en grève et matraquer les migrants venus des pays voisins. Mais le discrédit du gouvernement Zuma est tel et la centrale syndicale COSATU qu'il contrôle connaît tant de scissions que les dirigeants du SACP ont décidé de présenter leurs candidats aux prochaines législatives.

En 2012, en Grèce, le parti nationaliste bourgeois PASOK, soutenu par les partis travaillistes et sociaux-démocrates, s'effondre aux élections législatives. Syriza devient le deuxième parti de Grèce. Elle devient l'épouvantail de la « gauche radicale » pour la presse bourgeoise et elle suscite le culte des réformistes de gauche et la plupart des centristes du monde entier. Ils sont tous d'accord pour faire croire aux travailleurs que des élections et des référendums organisés par l'État bourgeois peuvent changer la vie des travailleurs.

Jean-Luc Mélenchon a qualifié de « moment historique » la victoire de la gauche radicale Syriza en Grèce. « C'est une page nouvelle pour l'Europe. Peut-être que nous tenons l'occasion de refonder l'Europe, qui est devenue l'Europe fédérale des libéraux », a affirmé le leader du Parti de gauche. (Libération, 25 janvier 2015)

Mais Syriza, comme Die Linke d'Allemagne (DL, fusion de l'ex-parti stalinien et de sociaux-démocrates) ou Rifondazione Comunista d'Italie (PRC, issu du stalinisme), est réformiste, c'est-à-dire qu'elle respecte le capital, la bourgeoisie grecque, son État. En fait, elle s'apprête à constituer un gouvernement de type front populaire avec le petit parti bourgeois xénophobe les Grecs indépendants (ANEL, un parti lié à Debout la France qui a appelé à voter Le Pen au second tour de la présidentielle française en 2017).

À partir du moment où Syriza est arrivée au bord du pouvoir en juin 2012, elle a donné tous les gages à la bourgeoisie grecque, à l'organisation patronale SEV, aux armateurs et aux banquiers que sa politique et son programme de gouvernement ne menaçait pas le statu quo capitaliste. Syriza, avant même les élections du 25 janvier 2015, avait conclu un accord de coalition avec le parti de droite ANEL de Panos Kammenos, un ami des armateurs et de l'Église orthodoxe. La décision fut prise lors d'un comité central à huis clos, avec seulement deux voix contre et l'abstention des membres de

l'opposition interne, la Plateforme de gauche dirigée par Panagiotos Lafazanis. (Michael-Matsas, « Greece: the broken link », *Critique*, août 2015)

En 2015, le gouvernement Syriza-ANEL applique les consignes contre les travailleurs grecs (et les migrants) fixées par l'Union européenne et le FMI. Alexis Tsipras l'a payé d'une scission, LAE (dirigée par Lafazanis, tout aussi réformiste et chauvine) et d'un discrédit dans la classe ouvrière. Varoufakis, un ancien dirigeant de Syriza, soutient Macron lors de l'élection présidentielle française de 2017.

Ce qui sépare les partis qui rient et les partis qui pleurent est surtout la conjoncture locale : les partis populaires sont ceux qui n'ont pas gouverné depuis un moment ou n'ont jamais gouverné.

Les sociaux-réformistes jouent à être « radicaux » et « gauches » quand ils sont minoritaires ou dans l'opposition. (CL/Canada, « Revolutionary Socialism vs Reformism », *The Vanguard*, novembre 1932)

Ceux en discrédit souffrent d'avoir gouverné.

La désaffection à l'égard des partis socialistes / sociaux-démocrates d'une partie non négligeable du monde ouvrier et des couches défavorisées tend à s'accélérer après un échec gouvernemental... (Moschonas, « Social-démocratie et électorat ouvrier », *Actuel Marx*, 1^{er} semestre 1998)

Quelle que soit leur histoire et leurs particularités, tous les partis dits réformistes défendent l'ordre bourgeois quand ils parviennent au gouvernement, seuls ou en coalition.

Les naïfs croient que le « réformisme » fait des réformes

L'illusion que le capitalisme doit être seulement réformé, qu'il peut être durablement, progressivement et irréversiblement amélioré, est propagée par la plupart des chefs des organisations constituées pourtant en défi au capitalisme : coopératives ouvrières de production et du commerce, mutuelles de salariés, associations sportives et culturelles ouvrières, syndicats de salariés, partis politiques ouvriers (« travaillistes », « socialistes », « sociaux-démocrates », « communistes »...). Dans ce sens, et c'était l'opinion de Lénine et de Trotsky, le réformisme ou opportunisme est un courant du mouvement ouvrier.

Pour analyser les bureaucraties « ouvrières » ainsi que leurs idéologies diverses et changeantes, les marxistes partent non des proclamations des chefs réformistes, mais des classes sociales, des rapports entre les classes, de la lutte des classes. Le « réformisme » s'esquisse quand le capitalisme est ascendant sous la menace de la répression et sous l'influence idéologique et politique de la petite-bourgeoisie, de la bourgeoisie, voire de l'aristocratie. Il s'affirme quand s'y ajoutent l'intégration et la corruption par l'État bourgeois des appareils des orga-

nisations du prolétariat, quand le capitalisme entre en déclin.

La bourgeoisie, toute contraire qu'elle soit aux nécessités de l'évolution historique, reste encore la classe sociale la plus puissante. Bien plus, on peut dire qu'au point de vue politique la bourgeoisie atteint le maximum de sa puissance, de la concentration de ses forces et de ses moyens, moyens politiques et militaires, de mensonge, de violence et de provocation, c'est-à-dire au maximum du développement de sa stratégie de classe, au moment même où elle est le plus menacée de sa perte sociale. (Trotsky, « Une école de stratégie révolutionnaire », juillet 1921, *Nouvelle étape*, Bibliothèque de L'Humanité)

L'existence du réformisme « ouvrier » (ou social-réformisme, social-patriotisme) oblige les communistes internationalistes à une politique particulière, bien différente de celle menée envers les partis de la bourgeoisie. Par exemple, Lénine conseillait en 1920 au Parti communiste de Grande-Bretagne de demander l'adhésion au Parti travailliste alors que Trotsky préconisait dès 1923 la sortie du Parti communiste de Chine du Guomindang.

Par conséquent, la notion marxiste de réformisme ne peut être étendue à des partis bourgeois. C'est pourtant ce que fait le « Comité de Enlace » (Comité de liaison) du CSR-ETO du Venezuela et du PCO d'Argentine.

Feu Chavez a inauguré une série de gouvernements et de mouvements ou fronts politiques qui soutiennent une même matrice idéologique générique que nous appellerons le réformisme du XXI^e siècle : le capitalisme andin d'Eva Morales et Garcia Linera en Bolivie, la révolution citoyenne de Correa en Équateur... le capitalisme sérieux « national et populaire » du kirchnérisme argentin. (« El reformismo del siglo XXI », *Manifiesto Internacional*, août 2016)

Un tel concept, abusivement extensif, du réformisme efface la frontière entre le mouvement ouvrier et le bonapartisme, alors qu'ils sont incompatibles. Même si, dans bien des pays dominés, la prosternation des partis staliniens devant la bourgeoisie nationale à partir de 1923 et la destruction de la 4^e Internationale en 1949-1953 sous la pression du stalinisme ont abouti à ce que des mouvements nationalistes bourgeois occupent la place du social-réformisme, les deux ne sont pas identiques.

Selon la définition éclectique du PCO et du CSR-ETO, le « réformisme » du XX^e siècle aurait inclus le général Mustafa Kemal (Turquie), le général Jiǎng Jièshí (Chine), le colonel Perón (Argentine), le colonel Nasser (Égypte), l'ayatollah Rouhollah Khomeini (Iran), etc. Celui du XXI^e siècle devrait, logiquement, comprendre aussi Viktor Orbán (Hongrie), Rodrigo Duterte (Philippines), le calife Abou Bakr al-Baghdadi (État islamique)...

La confusion conduit, entre autres conséquences désastreuses, à supprimer l'antagonisme entre le front unique

ouvrier (l'unité de combat des organisations ouvrières) et le front populaire (l'alliance politique de partis ouvriers avec des partis bourgeois).

La tâche centrale de la 4^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la 4^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. (Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GMI, p. 28)

Par conséquent, le « Comité de liaison » PCO-CSR oublie tout un pan du programme de transition. Il n'avance aucune tactique de front unique ouvrier et il est même muet sur l'indépendance de classe et la rupture avec la bourgeoisie. Or, le programme de 1850 de Marx et Engels pour la Ligue des communistes comprend plus d'une dizaine de fois ces expressions. Le programme de 1938 de la 4^e Internationale aussi.

Pour scissionner ou pour s'unifier avec un parti proche, le critère le plus élevé reste la nécessité pour l'avant-garde du prolétariat organisé de conserver sa pleine indépendance. (Trotsky, « Contribution à la discussion sur le problème de l'unité », 17 avril 1931, Critique communiste, mai 1982)

La régression politique est donc flagrante pour la plupart des épigones de feu la 4^e Internationale. La confusion entre nationalisme bourgeois et mouvement ouvrier a justifié l'adhésion des posadistes et des morénistes au péronisme en Argentine dans les années 1950, des lambertistes au MNA d'Algérie dans les années 1950, des pablistes et des posadistes au FLN en Algérie dans les années 1960, des healystes à la Jamahiriya en Libye dans les années 1970, des pablistes et des grantistes au PASOK en Grèce, des grantistes à l'ANC en Afrique du Sud dans les années 1980 et 1990, etc. Aujourd'hui, dans ce pays, les cliffistes (KL) soutiennent une scission de 2013 de l'ANC tout aussi nationaliste, l'EFF.

Or, pour ouvrir la voie de la révolution socialiste et construire le parti ouvrier révolutionnaire en Afrique du Sud, l'avant-garde doit s'opposer à l'Alliance tripartite au pouvoir depuis 1994, au front populaire de la confédération syndicale et du parti réformiste d'origine stalinienne avec le parti nationaliste bourgeois. Elle doit appeler les organisations de masse issues de la classe (COSATU, SACP...) à rompre avec la bourgeoisie, toute la bourgeoisie (DA, ANC, EFF, ...).

De même, les communistes internationalistes devaient, durant la révolution portugaise de 1974-1975, appeler le PS et le PCP à rompre avec l'armée bourgeoise, en même temps qu'ils devaient opposer aux gouverne-

ments MFA-PCP ou MFA-PS la centralisation de tous les comités ouvriers surgis dans tout le pays malgré les deux partis réformistes.

La revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! » est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la 2^e et de la 3^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam. (Trotsky, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938, GMI, p. 28)

Au Venezuela, en 2008, face à la création du parti nationaliste bourgeois PSUV par le bonaparte Chavez et à sa volonté d'intégrer les syndicats à l'État bourgeois « bolivarien », les communistes devaient se battre pour préserver l'indépendance du mouvement ouvrier (politique et syndical).

Évidemment, les vieux partis ouvriers bourgeois et les nouveaux mouvements sociaux-chauvins dissimulent leur fonction et leur nature. Ils se présentent comme ceux qui, réalistes, obtiennent des réformes.

Les centristes cautionnent cette mystification. Selon eux, la bureaucratie (syndicale ou politique) ne trahit pas. Elle est seulement inconséquente. Elle ne va pas assez loin parce qu'elle se contente des réformes, du « programme minimum ».

Un parti ouvrier bourgeois est un parti qui a encore dans son programme une perspective officiellement socialiste, défendant les intérêts des travailleurs. (CRI/France, Discussion avec le CCI-T, 2005 ; le CRI est devenu la CLAIRE du NPA, le CCI-T a fusionné avec le GB pour former le GMI)

Les partis bourgeois basent leur programme sur la défense ouverte de la propriété des moyens de production alors que les partis ouvriers exigent leur socialisation. Les partis ouvriers bourgeois réformistes avancent la socialisation des moyens de production comme programme maximum. (PRS/Argentine, Discussion avec le CoReP, 2012, le PRS est devenu le PCO)

Il faudrait donc prendre au sérieux ce que racontent les réformistes sur eux-mêmes. Ainsi, les réformistes seraient ceux qui font des réformes ou ceux qui se réclament du socialisme. Ce bricolage empirique et idéaliste n'a rien à voir avec l'histoire du mouvement ouvrier, ni la théorie marxiste.

On ne part pas de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni non plus de ce qu'ils sont dans les paroles, la pensée, l'imagination... Non, on part des hommes dans leur activité réelle. (Engels & Marx, L'Idéologie allemande, 1845, partie I, ES, p. 20)

De même que, dans la vie privée, on distingue ce qu'une personne dit ou pense d'elle-même et ce qu'elle est et fait réellement, il faut distinguer entre la phraséologie et les prétentions des partis, leur constitution

d'une part et leurs intérêts véritables d'autre part. (Marx, *Le 18 Brumaire*, ch. 3, 1851, ES, p. 48)

Le social-réformisme signifie la trahison

Les véritables partis ouvriers (communistes, révolutionnaires, internationalistes) ont une ambition bien plus grande que la collectivisation (nationale) des moyens de production.

Alors la libération de chaque individu en particulier se réalisera exactement dans la mesure où l'histoire se transformera complètement en histoire mondiale. C'est de cette seule manière que chaque individu en particulier sera délivré de ses diverses limites nationales et locales, mis en rapports pratiques avec la production du monde entier, (y compris la production intellectuelle) et mis en état d'acquiescer la capacité de jouir de la production du monde entier dans tous ses domaines (création des hommes). La dépendance universelle, cette forme naturelle de la coopération des individus à l'échelle de l'histoire mondiale, sera transformée par cette révolution communiste en contrôle et domination consciente de ces puissances qui, engendrées par l'action réciproque des hommes les uns sur les autres, leur en ont imposé jusqu'ici, comme si elles étaient des puissances foncièrement étrangères, et les ont dominés. (Engels & Marx, *L'Idéologie allemande*, 1845, partie I, ES, p. 36)

Ils visent un nouveau mode de production (mondial) sans État et sans classe, où les producteurs associés décideront à l'avance de la production et de la répartition.

Dans la société communiste, il faut que la société calcule à l'avance la quantité de travail, des moyens de production et de subsistance qu'elle peut employer à des entreprises. (Marx, *Le Capital*, livre II, ES poche, ch. 16, p. 276)

La prise du pouvoir par la classe ouvrière à la tête de tous les travailleurs et l'expropriation des capitalistes constituent les conditions de la transition au socialisme (c'est en ce sens la révolution d'Octobre 1917 était socialiste). Elle ne débouche pas immédiatement sur le socialisme-communisme (le socialisme était impossible dans la seule URSS arriérée, dévastée par les interventions étrangères et la guerre civile contre les Blancs, sans extension de la révolution à l'ouest de l'Europe). Le socialisme-communisme requiert un développement des forces productives de manière à libérer le temps des êtres humains pour contrôler l'économie et s'épanouir.

Le temps libre, disponible est la richesse même, d'une part pour jouir des produits, d'autre part pour l'activité libre, activité qui n'est pas déterminée, comme le travail, par la contrainte d'une finalité extérieure qu'il faut satisfaire... (Marx, *Théories sur la plus-value*, 1861-1863, « Opposition aux économistes », ES, t. 3, p. 301)

Or ce mouvement d'émancipation est entravé non seulement par la bourgeoisie elle-même et son appareil

d'État, mais pas ses agents dans la classe ouvrière. Les centristes omettent que le social-réformisme concerne autant les appareils syndicaux que les partis politiques. Lénine parle parfois de « *partis ouvriers bourgeois* » pour désigner les deux. En tout cas, l'opportunisme des directions syndicales a les mêmes racines que celui des partis travaillistes et sociaux-démocrates (puis celui des partis staliniens, « communistes » chauvins) : la cristallisation de bureaucraties corrompues par la bourgeoisie à l'époque du capitalisme décadent.

Pour les mêmes raisons qui, à de rares exceptions, avaient fait de la sociale-démocratie, au compte de la bourgeoisie, une organisation empêchant le prolétariat d'accomplir la révolution, les syndicats se révélèrent la plupart du temps, pendant la guerre, intégrés à l'appareil militaire de la bourgeoisie. Ils l'aidèrent à exploiter la classe ouvrière avec la plus grande intensité... Enchaînés par un appareil bureaucratique éloigné des masses, les syndicats ont non seulement trahi la cause de la révolution sociale, mais aussi celle de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière. (2^e congrès de l'IC, « Le mouvement syndical, les comités d'usine et la 3^e Internationale », août 1920, thèse 1, *Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste*, Librairie du travail, p. 53)

Préparer la révolution exige tout autant le combat contre la face syndicale de l'opportunisme et du social-chauvinisme que sa face politique.

Il faut absolument déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles chefs de l'opportunisme et du social-chauvinisme. Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré. (Lénine, « La Maladie infantile du communisme », 1920, ch. 6, *Œuvres* t. 31, p. 46-47)

Même dans les pays dominés, la bureaucratie « réformiste » (le PT du Brésil, le PS du Chili, le PCCh du Chili, la plupart des appareils syndicaux...) pervertit les organisations ouvrières, trahit la cause. Il est d'autant plus nécessaire de distinguer les bonapartes (issus généralement de l'armée, donc du centre de l'État bourgeois) et le mouvement ouvrier qui doit en rester indépendant.

Dans la mesure où le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie ouvrière, celle-ci sollicite le soutien de ces gouvernements comme protecteurs et tuteurs et parfois comme arbitres. Cela constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies, et en général dans les pays « arriérés ». (Trotsky, *Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, août 1940, OCI, p. 26)

Un programme écrit n'a pas la même fonction pour les communistes internationalistes et pour les agents de la bourgeoisie au sein des travailleurs. Pour l'organisation révolutionnaire, il s'agit de dialoguer avec la classe ouvrière et de préciser ses propres perspectives. Par contre, pour les réformistes, cela n'est qu'un bout de papier destiné à duper les masses, très éloigné de ce qu'ils font et feront. Par conséquent, qu'un parti ou un syndicat « réformiste » se réclame du socialisme ou du marxisme n'est pas déterminant, même si c'est un indice de la place de l'organisation et de l'intensité de la lutte des classes.

Par exemple, la direction bureaucratique de la Fédération américaine du travail (AFL) des États-Unis interdisait l'adhésion aux socialistes. Sa scission de 1938, le Congrès des organisations industrielles (CIO), ne se réclamait pas du socialisme ; avec la guerre froide, il s'est mis à expulser les communistes. L'AFL-CIO unifiée en 1955 faisait allégeance au capitalisme, se prononçait contre tout parti ouvrier, se mettait au service du Parti démocrate, ne réclamait pas l'égalité des droits pour les Noirs, dénonçait le communisme. Elle n'en restait pas moins une organisation ouvrière dans laquelle les communistes devaient militer.

Lénine a voté pour l'admission du Parti travailliste de Grande-Bretagne dans l'Internationale ouvrière en dépit du fait que ce parti ne réclamait pas du socialisme. Selon le PCO

L'idéalisme aboutit à des absurdités. Selon la logique de l'ex-CRI et de l'ex-PRS, le SPD d'Allemagne était « ouvrier », puisqu'il se réclamait alors du socialisme et même du marxisme, lors de ses pires crimes, quand il a soutenu la guerre en 1914, quand il a fait écraser la révolution prolétarienne en 1919 et fait assassiner, entre autres, les communistes internationalistes Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Leo Jogiches. Par contre, il serait devenu purement et simplement « bourgeois » en 1959 à son congrès de Bad Godesberg à cause d'un simple texte, parce qu'il y fait son allégeance à la Constitution de la RFA, au christianisme et à « l'économie de marché ».

Il ne faut pas confondre la phraséologie et les prétentions des chefs des syndicats et des partis « réformistes », leurs promesses et leurs justifications mensongères, avec leur pratique, avec ce qu'ils font, avec leur véritable programme.

Le courant social-chauvin ou opportuniste ne peut ni disparaître ni revenir au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois » invoquera avec véhémence le nom de Marx. (Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme », octobre 1916, OEuvres, Progrès, t. 23, p. 130)

Ne pas se fier aux mots est d'autant plus nécessaire que des partis bourgeois peuvent aussi promettre des « réformes » (qu'ils ne mèneront jamais) et même em-

ployer le terme « révolution » ou « socialisme » (pour bernier les masses). Le livre du président français Macron s'appelle *Révolution*. Le fascisme italien et le fascisme allemand se présentaient comme anticapitalistes et révolutionnaires.

Dissolution des sociétés anonymes... suppression de toute forme de spéculation... paiement des dettes du vieil État par les possédants... interdiction de travailler pour les enfants de moins de 16 ans... réorganisation du système de production par la voie associative... (« Revendications de l'Union italienne du travail », 1919, cité par Paris, *Les Origines du fascisme*, 1968, Flammarion, p. 83-84)

La suppression de l'esclavage de l'intérêt... la nationalisation de toutes les entreprises appartenant aujourd'hui à des trusts... une participation aux bénéfices des grandes entreprises... la remise immédiate des grands magasins à l'administration communale et leur location, à bas prix, aux petits commerçants... la promulgation d'une loi permettant l'expropriation, sans indemnité, de terrains à des fins d'utilité publique. (« Programme en 25 points du Parti national-socialiste », 1920, cité par Steinert, *L'Allemagne nationale-socialiste*, 1972, Richelieu, p. 97-98)

Pour les communistes internationalistes, le prétendu réformisme ne défend aucunement « les intérêts des travailleurs » ou « le programme minimum ».

*Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionnisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même. (Luxemburg, *Réforme sociale ou révolution ?*, 1898, OEuvres, Maspero, t. 1, p. 73)*

Les partis « réformistes » sont, par leur programme véritable, par leur action, des partis bourgeois.

Certes, le Parti travailliste est en majeure partie composé d'ouvriers. Mais, est-il véritablement un parti politique ouvrier ? Cela ne dépend pas seulement de la question de savoir s'il est composé d'ouvriers, mais également quels sont ceux qui le dirigent et quel est le caractère de son action et de sa tactique politique. Seuls ces derniers éléments nous permettent de juger si nous sommes en présence d'un véritable parti politique du prolétariat. De ce point de vue, le seul juste, le Parti travailliste est un parti foncièrement bourgeois, car, bien que composé d'ouvriers, il est dirigé par des réac-

tionnaires, par les pires réactionnaires, qui agissent tout à fait dans l'esprit de la bourgeoisie ; c'est une organisation de la bourgeoisie, organisation qui n'existe que pour duper systématiquement les ouvriers. (Lénine, « Discours au 2^e congrès de l'Internationale communiste sur l'affiliation au Parti travailliste », 6 août 1920, *OEuvres*, t. 31, p. 267)

Les révolutionnaires s'opposent au prétendu réformisme parce que les bureaucraties des partis et des syndicats, dans le meilleur des cas, freinent la lutte de classe (donc limitent l'ampleur des « réformes » que les travailleurs peuvent arracher). Plus souvent, ils la sabotent, si bien que la défaite annule tout ou partie des conquêtes et des acquis antérieurs... La seule solution positive est qu'un parti vraiment ouvrier, c'est-à-dire révolutionnaire, les supplante dans la classe ouvrière et renverse la bourgeoisie, comme en Russie en 1917.

Milieu du XIX^e siècle : pour l'indépendance de classe

Engels et Marx, quand ils parlent de parti ouvrier, tantôt l'entendent au sens restreint (une organisation politique délimitée), tantôt au sens large (mouvement ouvrier). Puisqu'il n'y a pas encore de réformisme cristallisé quand ils deviennent communistes, ils ne voient pas d'opposition entre les deux aspects. Ils saisissent les oppositions qu'ils rencontrent comme l'expression d'illusions sur la bourgeoisie démocratique, surtout par le biais de la démocratie petite-bourgeoise, soit comme l'expression de sectes qui sont inévitables au début du mouvement.

La révolution européenne de 1848-1849 les amène à préciser l'orientation envers le mouvement démocratique, à rectifier le programme de la Ligue des communistes (*Manifeste du parti communiste*) rédigé fin 1847. La révolution démocratique est avortée en Allemagne et en Autriche, la plus grande partie de la bourgeoisie choisissant le compromis avec la monarchie plutôt que la révolution, ce qui conduit à sauver la monarchie absolue, et la première velléité de révolution prolétarienne est écrasée en France par la bourgeoisie qui prépare ainsi, à son détriment, le coup d'État et le second empire.

La Ligue des communistes, organisation clandestine par force, n'avait plus de raison d'être pour Marx en mai 1848. La plupart de ses militants construisirent, non sans succès, des « associations ouvrières » publiques. Engels et Marx choisirent de rentrer dans l'Association démocratique de Cologne et du Comité démocratique de Rhénanie qui regroupaient bourgeois libéraux (au sens politique) et petite-bourgeoisie démocratique. Marx quitta les organisations démocratiques en mai 1849.

Après la défaite, la Ligue des communistes reconstituée tira les leçons de la révolution et de la contre-révolution européennes : *Les Luttes de classes en France*, janvier-octobre 1850 ; *Statuts de la Société universelle des communistes révolutionnaires*, avril 1850 ; *Circulaire du comité*

central à la Ligue, mars 1850 ; *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, 1851-1852 ; *Le 18 Brumaire*, 1851-1852... La stratégie encore vague du *Manifeste* est précisée : hostilité à tout putsch, prise en charge de la révolution démocratique par le prolétariat allié avec la paysannerie et les travailleurs indépendants des villes, unité pour le combat pratique avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie démocratiques contre la monarchie et la réaction sans bloc politique, indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie et même de la petite-bourgeoisie démocratique, armement des travailleurs, transformation de la révolution démocratique nationale en révolution sociale internationale

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels ils établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune. (Marx, « Adresse du CC à la Ligue », mars 1850, *OEuvres choisies*, Progrès, t. 1, p. 189)

Tout le reste de leur vie, Engels et Marx défendront l'indépendance de la classe ouvrière, contre Lassalle en Allemagne qui négocie dans le dos de la classe ouvrière avec Bismarck, contre la majorité des blanquistes qui se rallient à un candidat bonaparte, le général Boulanger.

Les ouvriers parisiens, dans leur majorité, se sont comportés d'une façon tout simplement lamentable et on ne peut qu'être attristé pour leur conscience de classe socialiste lorsqu'on observe que 17 000 voix seulement vont à un candidat socialiste, tandis qu'un guignol et un démagogue comme Boulanger obtient 240 000 voix. (Bebel, « Aus Norddeutschland », 29 janvier 1889, cité dans Engels et Marx, *Le Mouvement ouvrier français*, Maspero, t. 2, p. 133)

Le boulangisme en France et la question irlandaise en Angleterre sont les deux grands obstacles sur notre chemin, les deux questions secondaires qui empêchent la formation d'un parti ouvrier indépendant. (Engels, « Lettre à Laura Lafargue », 8 octobre 1889, Engels et Marx, *La III^e République*, ES, p. 231)

Fin du XIX^e siècle : la difficile coexistence entre communistes et opportunistes

Les partis ouvriers-bourgeois ont en commun d'avoir pour origine les efforts historiques de la classe ouvrière (ouvriers, employés, techniciens, etc.) pour s'opposer politiquement à la bourgeoisie, à ses partis (y compris à



Millerand est le premier ministre « socialiste » de l'histoire. Il entre en 1899 dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau en 1899 aux côtés du général Gallifet, bourreau de la Commune de Paris. Dans l'IO, Vollmar et Jaurès soutiennent Millerand ; Bebel, Guesde, Kautsky, Luxemburg et Lénine s'opposent à la participation.

son aile libérale, au sens de démocrate), voire à son État. Mais ils ont connu des chemins différents au « réformisme ». Que l'on entende par-là que le cadre du capitalisme est le meilleur qui soit et qu'il convient d'y améliorer le sort de la classe ouvrière par des « réformes » ou bien que des « réformes » permettront d'atteindre le socialisme progressivement dans le cadre de la nation (plus ou moins destinée à servir alors d'exemple à l'univers), en utilisant l'État qui serait au-dessus des classes.

Certains ont été d'emblée réformistes, car ils sont nés dans l'hostilité au marxisme et à la révolution (le LP d'Australie en 1891, le LP de Grande-Bretagne en 1906...). Ce dernier est apparu quand le capitalisme britannique dominait le monde. Les syndicats obtenaient des concessions pour une partie des salariés. Une « aristocratie ouvrière » de travailleurs anglais syndiqués sur une base de métier estimait avoir plus en commun avec les patrons qu'avec les autres ouvriers, moins qualifiés ou irlandais.

Durant la période du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise avait dans une certaine mesure partagé les bénéfices du monopole. Les bénéfices étaient inégalement répartis entre eux ; la minorité privilégiée empochait le plus gros, mais même la grande masse en touchait au moins un bout temporairement, de temps en temps. (Engels, « England in 1845 and in 1885 », février 1885, Engels & Marx, Articles on Britain, Progress, p. 394)

Au début, les syndicats britanniques se contentaient de faire pression sur le Liberal Party (Parti libéral), le parti de la bourgeoisie démocratique. Par déception, ils constituèrent en 1899 un organisme politique, le Comité de représentation du travail (LRC), qui présente quelques candidats, mais pour mieux négocier avec le Parti libéral. Les trois organisations « socialistes » de l'époque participèrent à la fondation du LRC. La Fédération social-démocrate (SDF) se réclamait du marxisme, mais la Société fabienne (FS) et le Parti du travail indépendant (ILP) étaient réformistes : la FS était étatiste et technocratique, l'ILP était chrétienne et parlementariste.

En fait, l'histoire du LRC se confond largement avec celle des manoeuvres politiques pour parvenir à des accords avec les libéraux. Que cela inclût souvent le choix de candidats « modérés » de préférence aux socialistes était quelque chose que les stratèges du LRC (MacDonald et Keir Hardie) était prêts à accepter facilement... Il est notable que les chefs du LRC trouvaient tous plus facile d'envisager de s'associer aux

libéraux qu'aux marxistes de la SDF. (Miliband, Parliamentary socialism, 1961, Merlin, p. 19-20)

En 1901, la SDF quitta à tort le LRC et végéta. En 1906, le LRC se nomma Labour Party (Parti travailliste). L'ILP, qui avait misé sur le LP, se développa jusqu'à comprendre plusieurs milliers de membres.

Contrairement aux partis travaillistes, d'autres partis politiques ouvriers furent fondés sur la base du marxisme et dans le but affiché de guider la révolution sociale de la classe ouvrière : dans le cadre de l'IO, le SAP de 1875 en Allemagne à l'origine du SPD et de Die Linke ; dans le cadre de l'IC, le SACP de 1921 en Afrique du Sud, le SEKE de Grèce en 1918 à l'origine du KKE actuel (par le biais du PC dit « de l'extérieur » ou « tankiste » qui célèbre à nouveau Staline depuis 1995) et de Syriza (par l'intermédiaire de la Synapsimós et précédemment du parti « communiste » dit « de l'intérieur » ou « eurocommuniste ») ; les deux fractions staliniennes étaient réunies en 1989 pour gouverner avec le parti bourgeois ND.

Tout parti ouvrier révolutionnaire naît des efforts internationalistes de l'aile la plus consciente de la classe ouvrière. De telles organisations ne s'opposaient pas aux conquêtes politiques du peuple ni aux revendications économiques des travailleurs, mais ils soutenaient que ces réformes étaient le résultat de la lutte des classes, fragiles et devaient servir de marchepied à un but plus grand, mondial, le renversement final de la bourgeoisie, le pouvoir des travailleurs, l'association libre des producteurs.

Entre ces deux pôles, d'autres partis, à leur apparition, étaient ambigus quant à leurs références théoriques et programmatiques : le PSOE d'Espagne en 1879 à l'origine du PSOE actuel et du PCE-IU ; POB-BWP de 1885 en Belgique à l'origine du PS et du SPA aujourd'hui totalement séparés ; la SFIO de 1905 à l'origine du PS actuel, du PCF, de Générations et de LFI de France... Ces partis étaient partagés de manière plus ou moins confuse entre révolutionnaires et réformistes.

En France, dans le mouvement socialiste divisé de la fin du XIX^e siècle, les « opportunistes » ou « possibilistes » (Malon, Brousse, Allemane, Jaurès...) s'affrontent aux « collectivistes » ou « marxistes » (Deville, Lafargue, Guesde...).

Le point de litige est purement de principe : faut-il conduire la bataille comme une lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie ou est-il permis de manière tout à fait opportuniste ou possibiliste de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme partout où l'on peut obtenir plus de voix ou de partisans ? C'est en faveur de quoi Malon et Brousse se sont prononcés, sacrifiant le caractère de classe prolétarien et rendant la séparation inévitable. Et c'est bien ainsi. Le prolétariat se développe partout au travers de luttes internes. (Engels, « Lettre à Be-

bel », 28 octobre 1882, Engels & Marx, *Le Mouvement ouvrier français*, Maspero, t. 2, p. 111)

Le conflit se poursuit en France au sein du Parti socialiste, unifié en 1903 par l'Internationale, mais le courant guesdiste et le blanquisme se sclérosent et sombrent dans le patriotisme.

*À l'époque précédant la guerre, le Parti socialiste français se présentait, sur ses sommets directeurs, comme l'expression la plus complète et la plus achevée de tous les côtés négatifs de la 2^e Internationale : l'aspiration continue vers la collaboration des classes (le nationalisme, la participation à la presse bourgeoise, les votes de crédits et de confiance à des ministères bourgeois, etc.) ; attitude dédaigneuse ou indifférente à l'égard de la théorie socialiste, c'est-à-dire des tâches fondamentales sociales révolutionnaires de la classe ouvrière ; le respect superstitieux à l'égard des idoles de la démocratie bourgeoise (la république, le parlement, le suffrage universel, la responsabilité du ministre, etc., etc.) ; l'internationalisme ostentatoire et purement décoratif, allié à une extrême médiocrité nationale, au patriotisme petit-bourgeois et, souvent, à un grossier chauvinisme. (Trotsky, « Pour le 2^e congrès mondial de l'IC », 22 juillet 1920, *Le Mouvement communiste en France*, Minuit, p. 81)*

Fin du XIX^e siècle et début du XX^e : la cristallisation des bureaucraties ouvrières

Les syndicats et les partis, même coiffés par une internationale, restent étroitement nationaux. La pratique réelle du mouvement ouvrier européen de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e (négociations syndicales avec le patronat, campagnes électorales et activité parlementaire...) semble, du moins jusqu'à la révolution russe de 1905, éloignée de la grève générale, de l'armement du peuple, de l'insurrection, en fait de toute révolution sociale.

Dès 1889, les partis ouvriers nationaux se réunirent en congrès à Paris et créèrent la 2^e Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement, à cette époque, sur le terrain national, dans le cadre des États nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs décennies de travail, d'organisation et de réformes engendrèrent une génération de cadres dont la majorité acceptait en paroles le programme de la révolution sociale, mais y avaient renoncé en fait et s'étaient enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination de la bourgeoisie. (« Manifeste », 6 mars 1919, 1^{er} congrès de l'Internationale communiste, EDI, 1974, p. 213)

S'adaptant à cette période, Eduard Bernstein déclenche à partir de 1896 une polémique au sein du SPD et de l'Internationale.

*Le but, quel qu'il soit, n'est rien pour moi, le mouvement est tout. (Bernstein, « La théorie de l'effondrement et la politique coloniale », janvier 1898, cité par Bo Gustafsson, *Marxismus und Revisionismus*, Europäische Verlagsanstalt, 1972, p. 108).*

Il révisait ouvertement et systématiquement la doctrine officielle : hostilité à la dialectique, réfutation de la théorie de la valeur, pronostic de la disparition de grandes crises économiques, élargissement numérique de la classe capitaliste et développement des classes intermédiaires, socialisme basé sur une simple exigence morale, perspective de transformation graduelle et pacifique du capitalisme, démocratisation de l'État... (*Problèmes du socialisme*, 1898 ; *Les Prémisses du socialisme*, 1899).

Jean Jaurès (PSI de France) est indifférent mais Gueorgui Plekhanov (POSDR de Russie) lance une contre-offensive vigoureuse qui oblige August Bebel et Karl Kautsky à condamner au congrès de Paris de l'IO (1900) les positions de Bernstein, tout en refusant de l'exclure du parti. À cette occasion, Luxemburg (SDKP de Pologne et SPD) se distingue par la profondeur de sa critique, malgré son jeune âge (27 ans).

Le LP de Grande-Bretagne demande en 1908 à adhérer à l'Internationale ouvrière. Il ne se réclame pas du socialisme. Au Bureau socialiste international de l'IO, Karl Kautsky (SPD d'Allemagne) le fait accepter. Lénine (POSDR de Russie) vote pour dans la mesure où il amorce une rupture avec la bourgeoisie (en se constituant en parti et présentant ses propres candidats aux élections dans certaines circonscriptions). Mais Lénine refuse de propager des illusions sur ce parti.

*La deuxième partie de la résolution de Kautsky est erronée car, en fait, il n'est pas vrai que le Parti travailliste soit réellement indépendant du Parti libéral et qu'il mène une politique de classe vraiment autonome... (Lénine, « La session du Bureau socialiste international », 16 octobre 1908, *OEuvres* t. 15, Progrès, p. 251-252)*

Avec la mutation du capitalisme ascendant en impérialisme de la fin du XIX^e siècle en Europe, du début du XX^e en Amérique du nord et au Japon, l'opportunisme change de nature. L'État bourgeois, renforcé, se met à entretenir délibérément des relations avec les sommets du mouvement ouvrier. Les partis socialistes hétérogènes comme le PS-SFIO et même les partis se réclamant encore du marxisme comme le SPD sombrent dans le réformisme originel de la plupart des syndicats et des partis travaillistes.

L'Allemagne de Guillaume II offrait aux réformistes des possibilités de sinécures personnelles dans les organismes parlementaires, les municipalités, les syndicats et autres postes. La défense de l'Allemagne impériale était la défense d'une auge bien pleine dans laquelle la bureaucratie ouvrière conservatrice enfouissait le

groin. (4^e Internationale, *Manifeste*, 1940, GMI, p. 24)

Cependant, lors des congrès de l'Internationale ouvrière, les révolutionnaires résistent aux opportunistes qui reflètent la pression de la bourgeoisie sur les sections. Il en est ainsi sur la participation à des gouvernements bourgeois, sur le colonialisme, sur la guerre. La résolution adoptée par l'IO à son 7^e congrès (Stuttgart, 1907) comprend un amendement soumis par Lénine (POS DR/Russie), Martov (idem) et Luxemburg (SDKP/Pologne).

Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes ont de devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. (Encyclopédie de l'Internationale ouvrière, Quillet, 1913, p. 58)

Mais il n'y a aucune fraction organisée, aucune coordination internationale durable.

La part de Lénine au congrès socialiste de Stuttgart est bien connue. On sait qu'à cette occasion, il chercha avec l'aide de Rosa Luxemburg à convoquer en une réunion particulière les délégués marxiste-révolutionnaires résolus à marquer leur opposition avec la tactique réformiste de certains dirigeants. Cette tentative fut, sinon un échec, du moins une réussite discutable, le nombre de délégués ayant répondu à cette initiative était resté très faible. En revanche, Lénine obtenait des succès dans ses interventions à la réunion du Bureau socialiste international ; par exemple, il obtint que soit repoussée la demande d'admission des sionistes socialistes. (Haupt, « Correspondance entre Lénine et Huysmans », Cahiers du monde russe et soviétique, octobre 1962)

Au sein des partis nationaux, sauf ceux qui sont qui scissionnent bien avant la guerre (SDKP en Pologne, POSDR-Bolchevik en Russie, PSDB-Tesnyats en Bulgarie...), les éléments révolutionnaires sont en fait muselés par le « centre » qui couvre l'aile opportuniste qui incarne la « bureaucratie ouvrière », c'est-à-dire les permanents des syndicats et du parti, les élus et les journalistes. Produite de l'époque impérialiste, la bureaucratie ouvrière (au sens qu'elle contrôle des organisations ouvrières de masse) est une couche socialement petite-bourgeoise (intermédiaire entre les classes fondamentales) et politiquement bourgeoise (une agence de la bourgeoisie au sein du prolétariat).

Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère, au Parlement et dans différentes commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise, voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des partis ouvriers bourgeois. (Lénine, « L'impérialisme et la scission du

socialisme », novembre 1916, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 129)

La guerre inter-impérialiste de 1914 à 1918 (puis la révolution et la contre-révolution en Ukraine, en Finlande, en Hongrie, en Allemagne... de 1917 à 1919) rendent impossible la poursuite de la coexistence entre réformistes et révolutionnaires au sein des mêmes partis.

*La bureaucratie ouvrière et les compagnons de route petits-bourgeois ne pouvaient soumettre le mouvement ouvrier qu'en reconnaissant en paroles les objectifs révolutionnaires et la tactique révolutionnaire... Cette contradiction était un abcès qui devait percer un jour et qui a été percé... Ceux qui ont voté les crédits de guerre, qui sont entrés dans les gouvernements et ont soutenu l'idée de défense de la patrie en 1914-1915 ont trahi le socialisme... (Lénine, « L'opportunisme et la faillite de la 2^e Internationale », janvier 1916, *OEuvres*, Progrès, t. 22, p. 118-119)*

XX^e siècle : la scission irréversible du mouvement ouvrier par les sociaux-chauvins

Quand la Première guerre mondiale éclata, l'aile opportuniste, sociale-chauvine, après avoir trahi la cause prolétarienne et rallié sa bourgeoisie, n'a pas hésité à s'appuyer sur l'État contre ses opposants restés internationalistes.

*Les masses attirées sous les bannières de la sociale-démocratie et des syndicats en vue de livrer combat au capital ont été, par ces organisations précisément, placées sous le joug de la bourgeoisie comme elles ne l'avaient jamais été depuis qu'existe le capitalisme moderne. (Luxemburg, « Scission, unité et démission », janvier 1917, *Correspondance*, Maspero, t. 2, p. 156)*

La guerre a aussi brisé les distinctions antérieures entre travaillisme et sociale-démocratie (et aussi entre « marxistes » affichés et prétendus « syndicalistes-révolutionnaires »). Les internationalistes sont regroupés en 1915 par Lénine, Radek et Zinoviev dans la Gauche de Zimmerwald. Cela prépare la victoire de la révolution russe en 1917, qui permet de lancer en 1919 l'Internationale communiste (IC), délimitée des sociaux-patriotes (qui collaborent avec la bourgeoisie contre la révolution) et les centristes (qui refusent de rompre avec les précédents).

La révolution russe de 1917 contraind les chefs réformistes et les bureaucraties politiques à ruser avec la classe ouvrière qui lui est d'instinct favorable. Ces manœuvres sont d'autant plus efficaces qu'il n'y a pas face à eux un parti ouvrier révolutionnaire comme le Parti bolchevik qui a organisé l'insurrection en octobre 1917, quand il est devenu majoritaire dans les soviets, pour renverser le gouvernement PKD-PM-PSR et remettre le pouvoir aux soviets.

En 1918, quand la révolution éclate en Allemagne, le SPD et l'USPD, majoritaires dans les conseils de soldats et d'ouvriers, constituent un « conseil des commissaires du peuple » dont le nom est calqué sur le pouvoir des soviets en Russie. Le président du « conseil », Ebert est en même temps le chancelier du Reich désigné par l'héritier du trône Max de Bade.

Le 10 novembre, la dualité de pouvoir aboutissait ainsi à un sommet unique, un gouvernement à double face ; soviétique pour les ouvriers, bourgeoise et légale à l'égard de l'appareil d'État, des classes dirigeantes, de l'armée et de l'Entente... Dès le 10 novembre, le maréchal Hindenburg télégraphie aux chefs militaires que l'état-major est décidé à collaborer avec le chancelier pour « éviter l'extension du bolchevisme terroriste en Allemagne ». (Broué, Révolution en Allemagne, 1971, Minuit, p. 173)

Les dirigeants du SPD Ebert, Scheidemann et Noske, en lien avec les grands capitalistes et l'état-major, sauvent la propriété privée, la presse bourgeoise et l'appareil d'État, puis ils donnent l'ordre d'écraser en janvier 1919 l'insurrection prématurée de la SB-KPD qui vient juste de se séparer de l'USPD. Avec plusieurs centaines de travailleurs révolutionnaires, Liebknecht, Luxemburg et Jogiches (KPD) sont assassinés.

En 1918, le Parti travailliste de Grande-Bretagne (LP) se réfère vaguement au socialisme tout en remaniant ses statuts pour soumettre plus étroitement la base à la bureaucratie.

Ce remaniement était évidemment particulièrement peu au goût de la gauche travailliste, qui était ainsi condamnée à une tutelle permanente. La gauche du parti tira quelque consolation et un peu d'espoir grâce à l'insertion dans les statuts de la fameuse clause 4 socialiste qui engageait formellement le parti à « assurer pour les travailleurs manuels ou intellectuels les fruits de leur activité et par conséquent la distribution la plus équitable possible, sur la base de la propriété collective des moyens de production ». (Miliband, Parliamentary Socialism, 1961, Merlin, p. 60)

Quand la bourgeoisie britannique envoie des troupes en Russie contre la révolution socialiste, le LP proteste mais refuse d'agir. La direction du LP, qui s'affiche pourtant comme le parti de toute la classe ouvrière et abrite différents groupes réformistes, rejette en 1920 la demande d'adhésion du jeune Parti communiste...

En 1920, en France, lors du congrès où le PS-SFIO décide d'adhérer à l'Internationale communiste, la minorité réformiste n'hésite pas à déclarer : « La dictature du prolétariat, nous en sommes partisans ». (Blum, « Discours au congrès de Tours », décembre 1920, cité par Lefranc, *Le Mouvement socialiste*, Payot, t. 2, p. 235). La référence à la « dictature du prolétariat » n'est qu'une contrefaçon. En pratique, elle n'empêche pas les scissionnistes de s'allier en 1924 avec le Parti



1919, le ministre SPD Noske et le général Lüttwitz organisent conjointement l'écrasement de l'insurrection prolétarienne et l'assassinat de Luxemburg, Tyszka (Jogiches), Liebknecht...

radical (PR), le grand parti bourgeois dans le « Cartel des gauches ».

La bourgeoisie a besoin d'agents au sein de la classe ouvrière, quitte à concéder des libertés démocratiques aux travailleurs et des prébendes aux bureaucraties ouvrières. Sinon, si elle veut faire l'économie des bureaucraties ouvrières, il faut qu'elle abandonne le pouvoir aux mains d'une junte militaire ou au fascisme, ce qui ne va pas sans risque.

*La grande bourgeoisie qui ne constitue qu'une fraction infime de la nation ne peut se maintenir au pouvoir sans appui dans la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne, c'est-à-dire parmi les derniers représentants des anciennes couches moyennes, et dans les masses qui constituent aujourd'hui les nouvelles couches moyennes. À l'heure actuelle, cet appui revêt deux formes principales, politiquement antagoniques, mais historiquement complémentaires : la social-démocratie et le fascisme. Divisée, la grande bourgeoisie allemande hésite aujourd'hui. Les désaccords internes ne portent que sur le choix du traitement à appliquer aujourd'hui à la crise sociale. La thérapeutique sociale-démocrate rebute une partie de la grande bourgeoisie, parce que ses résultats ont un caractère incertain et qu'elle risque d'entraîner de trop grands frais généraux (impôts, législation sociale, salaires). L'intervention chirurgicale fasciste apparaît à l'autre partie trop risquée... (Trotsky, « Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne », 26 septembre 1930, *Contre le fascisme*, Syllepse, p. 112-113)*

Le coup de tonnerre de la victoire du fascisme en Allemagne en 1933, à cause de la politique criminelle du SPD et du KPD, conduit aussi à un tournant à gauche de la « 2^e Internationale » reconstituée. Des courants centristes émergent ou se renforcent au sein de ses partis. Mais, sauf dans les cas où les bolcheviks-léninistes captent les aspirations des ouvriers et des étudiants socialistes pour les orienter vers une nouvelle internationale, les courants centristes régressent dans le réformisme



Casanova

L'Espagne
livrée

Le PCE-PSUC oppose en 1936 à la révolution socialiste le Frente popular. En 1937, il écrase l'insurrection de Barcelone. À son instigation, le

d'origine ou rejoignent le stalinisme tout aussi contre-révolutionnaire que leur maison-mère.

Le PS-SFIO et le PCF-SFIC devenu à son tour patriote en 1935 s'allient avec le Parti radical sur un programme de maintien du capitalisme français et de défense de l'État bourgeois, celui du « Front populaire ». La « dictature du prolétariat » du PS et du PCF n'empêche pas Blum d'exercer le pouvoir en 1936-1937 avec le soutien de Thorez pour sauver la bourgeoisie menacée par la grève générale et son empire colonial ébranlé par les mouvements d'émancipation nationale.

XX^e siècle : le stalinisme empoisonne le mouvement ouvrier

Avec la dégénérescence de l'URSS arriérée et isolée, les partis communistes créés dans le cadre de l'IC du temps de Lénine et de Trotsky convergent à partir de 1924 avec le réformisme, au point d'adopter en 1934 leur patriotisme et leur stratégie d'alliance avec la bourgeoisie (rebaptisée « front populaire »).

Par la transformation social-patriotique du stalinisme, toute distinction entre la 2^e Internationale et la 3^e Internationale a pratiquement disparu. (« L'Évolution de l'Internationale communiste », juillet 1936, Les Congrès de la 4^e Internationale, La Brèche, t. 1, p. 170)

Staline dissout, sans même un congrès, la 3^e Internationale en 1943. L'Internationale réformiste constituée en 1920 (IOS) est paralysée à partir de 1935, les partis travaillistes et sociaux-démocrates du nord de l'Europe, étant hégémoniques dans leur classe ouvrière, sont hostiles aux fronts populaires, alors que ceux confrontés à un fort parti stalinien y sont favorables. Certains partis intermédiaires entre l'IOS et l'IC constituent en 1932 une internationale centriste (CMRI, dit Bureau de Londres) qui capitule devant les fronts populaires et s'oppose par conséquent à la 4^e Internationale. Elle s'effondre avec la 2^e Guerre mondiale.

L'Internationale socialiste est fondée en 1944 sur la base du ralliement aux Alliés dans la guerre inter-impérialiste, puis à l'impérialisme américain lors de la

guerre froide. Relancée par les mêmes partis que l'IOS d'avant la deuxième guerre mondiale, elle n'est plus une internationale ouvrière car elle intègre une dizaine de partis bourgeois des pays dominés. Par exemple, le RCD de Ben Ali n'a été exclu qu'après la révolution tunisienne de 2011. Et certains courants socialistes sont intégrés à un parti bourgeois, comme Sanders ou les DSA qui sont membres du Parti démocrate aux EU, parti soutenu de l'extérieur par ce qui reste du parti stalinien CPUSA.

Les partis vautés depuis longtemps dans la démocratie bourgeoise ou ceux qui étaient soumis au Kremlin, tous chauvins, n'ont jamais oeuvré au pouvoir des travailleurs et au socialisme mondial. Au mieux, ils ont exproprié le capital en instaurant la domination totalitaire d'une caste bureaucratique privilégiée sur les producteurs. Le plus souvent, ils ont géré loyalement le capitalisme au compte de la bourgeoisie, comme le PCF et le PS en 1944-1946, en 1981-1984, en 1997-2002. Ils ont ainsi préparé, parfois avec des partis centristes (USPD, POUM, MIR...), les conditions politiques de l'écrasement du prolétariat par la classe dominante comme en Allemagne en 1919 et en 1933, en Espagne en 1937, en Indonésie en 1965, au Chili en 1973... Parfois, ils ont participé directement à la répression du mouvement révolutionnaire, comme le PSR et le PM en Russie en 1917, le SPD en Allemagne en 1919, le PCE-PSUC en Espagne en 1937, le PCV au Vietnam en 1945, le SED en Allemagne en 1953, la SFIO en 1956 en Algérie, le PCC en Chine en 1968, le POUP en Pologne en 1971, le PCC en 1989...

Le socialisme dans un seul pays est impossible. Au fil du temps, les bureaucraties étatiques ont cédé de plus en plus à la pression économique, idéologique, politique et militaire de l'impérialisme dans les années 1970 et 1980, en Yougoslavie, en Hongrie, en Roumanie, en Pologne, en Allemagne... Dans les années 1990, la réintroduction du capitalisme dans les deux principaux États ouvriers, la Russie et la Chine, y liquida la propriété collective des moyens de productions et transforma une partie de la caste bureaucratique usurpatrice en capitalistes. La bourgeoisie mondiale exploita au maximum cette défaite de la classe ouvrière mondiale, y compris sur le terrain idéologique, en ajoutant de la confusion dans la conscience des masses assimilant la défaite de la bureaucratie à la défaite du socialisme. Inévitablement, les partis réformistes à la remorque de leur bourgeoisie accentuèrent alors leur intégration idéologique et programmatique au capitalisme. La plupart des partis réformistes ont abandonné toute référence au socialisme : voir, entre autres, le « plan » de juillet 2017 de Schulz (SPD), le « manifeste » de mai 2017 de Corbyn (Parti travailliste), le « programme » de décembre 2016 de Mélenchon (LFI). Le centrisme lui-même, qui s'aligne sur les appareils réformistes, a été déporté sur la droite : des organisations ont disparu de la scène politique, d'autres ont pris leur distance avec

la révolution russe et le bolchevisme, l'armement du peuple et la dictature du prolétariat.

La restauration du capitalisme en Russie et en Chine en 1992 par la bureaucratie stalinienne a annulé aussi l'opposition qui datait de la « guerre froide » entre les partis ouvriers-bourgeois qui servaient directement « leur » bourgeoisie et acceptaient l'hégémonie impérialiste américaine (comme le PS-SFIO en France) et les partis « marxistes-léninistes » qui étaient liés à la bourgeoisie mondiale indirectement, par leur dépendance à l'égard des bureaucraties usurpatrices des États ouvriers dégénérés (comme le PCF en France). Elle a aussi estompé le clivage, parmi ces derniers, entre la minorité qui avait choisi les subventions et le soutien de la Chine et la majorité qui était restée fidèle à l'URSS.

La plupart des partis staliniens qui menaient la guérilla dans les campagnes ont désarmé (dont les FARC de Colombie en 2016). Certains ont participé à des gouvernements bourgeois (PCUN-M du Népal en 2008-2009, en 2010-2013, en 2016) ou le font encore (FSLN du Nicaragua, SACP d'Afrique du Sud).

XXI^e siècle : le réformisme sans réforme

Tous les partis réformistes contemporains sont, selon le qualificatif de Daniel De Leon repris par Lénine, des « partis ouvriers-bourgeois ».

Le « parti ouvrier bourgeois » est inévitable et typique dans tous les pays impérialistes. (Lénine, « L'Impérialisme et la scission du socialisme », octobre 1916, OEuvres, Progrès, t. 23, p. 128)

Les partis réformistes sont ouvriers par leur origine et les liens qu'ils conservent avec la classe ouvrière par l'adhésion directe, par les syndicats ou de manière plus distendue par les élections ; bourgeois par leur programme, par leur politique. En effet, cette dernière est décidée par une bureaucratie, un appareil qui contrôle le parti, au lieu d'être au service du parti ouvrier.

L'existence détermine la conscience. La bureaucratie ouvrière est partie intégrante de la société bourgeoise... Les députés jouissent d'importants privilèges. Les bureaucrates syndicaux reçoivent de hauts salaires. Tous sont enchaînés à leur bourgeoisie par des liens permanents, à sa presse, à ses entreprises dans lesquelles nombre de ces messieurs participent directement. (Trotsky, « La 2^e Internationale à la veille de la nouvelle guerre », 29 juillet 1939, Contre le fascisme, Syllepse, p. 675)

Les bureaucrates syndicaux et politiques sont les agents de la bourgeoisie. Cela fait du parti une courroie de transmission de la classe dominante dans la classe ouvrière, au lieu qu'il serve les intérêts d'ensemble des travailleuses et travailleurs contre la classe dominante. Autrement dit, les partis dits réformistes ne sont pas des partis qui octroient des réformes favorables aux travailleurs, comme ils le prétendent, mais des partis qui trahissent la classe ouvrière.

Quand des conquêtes politiques et économiques ont été obtenues à l'issue de la 2^e Guerre mondiale, ce n'est pas grâce aux partis ouvriers bourgeois et aux directions syndicales, c'est à cause de l'armement du peuple en Grèce, en Italie et en France, à la menace de la révolution prolétarienne. Que les gouvernements soient dirigés par des partis bourgeois ou des partis réformistes est assez secondaire.

Dans la période suivante, celle des « trente glorieuses », la bourgeoisie des pays impérialistes a concédé d'autres avantages, grâce à la prospérité économique et à la surexploitation des prolétaires des pays dominés, mais toujours sous la pression de la classe ouvrière, de la jeunesse en formation, des minorités ethniques... Les partis réformistes deviennent « keynésiens », mais il en est de même des grands partis bourgeois à l'époque.

Mais les acquis, s'ils ne sont pas garantis par la prise du pouvoir par les producteurs, restent fragiles. Avec la baisse du taux de profit des années 1960, la dislocation du système monétaire international de Bretton-Woods en 1971-1973, le retour de la crise mondiale de 1973, l'inflation galopante... les bourgeoisies décident une contre-offensive facilitée par le chômage de masse et justifiée par l'idéologie du libéralisme. Les économistes néo-classiques, les journalistes aux ordres et les politiciens bourgeois n'hésitent pas à nommer « réformes », par antiphrase, les contre-réformes, le démantèlement des acquis sociaux.

Alors, les « réformistes », une fois de plus, ont montré qu'ils ne défendent pas les intérêts des travailleurs et n'appliquent pas le programme minimum. Face au chômage de masse et aux menaces de délocalisation, les bureaucraties syndicales se sont mises à négocier les attaques contre les salariés à tous les niveaux, du site au pays entier. Alors, les partis réformistes ont, quand ils allaient au pouvoir, privatisé, rogné les conquêtes sociales, de manière guère différente des gouvernements des partis bourgeois traditionnels.

Les opportunistes sociaux-démocrates ne connaissent qu'une seule politique : celle de l'adaptation passive. Dans les conditions du capitalisme décadent, il ne leur reste qu'à livrer une position après l'autre, à réduire leur programme déjà misérable, diminuer leurs revendications et même y renoncer totalement, battre en retraite toujours plus loin... (4^e Internationale, Manifeste, 1940, GMI, p. 25)

Les « réformistes » se divisent, comme leur bourgeoisie, sur les accords régionaux (dont le plus avancé est l'Union européenne), les traités de libre-échange, les migrations, les alliances militaires...

Au lendemain de la guerre, les travaillistes britanniques se soucient peu de l'Europe et s'appuient essentiellement sur leur empire colonial tout en lorgnant vers les États-Unis ; les socialistes allemands dénoncent d'abord à travers un discours foncièrement nationaliste toute perspective européenne. (Michel Dreyfus, « Les

socialismes européens de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la chute du socialisme réel », *Actuel Marx*, 1^{er} semestre 1998)

En outre, les dirigeants des partis politiques ouvriers bourgeois au lieu d'être d'anciens ouvriers ou employés, sont de plus en plus recrutés dans les mêmes établissements qui forment l'élite bourgeoise (par exemple, Blair sortait d'Oxford, Hollande de l'ENA...). Les experts en communication y jouent un rôle grandissant, comme dans les partis bourgeois traditionnels.

Comme les gouvernements des partis réformistes appellent aussi « réformes » les contre-réformes pour redresser le taux de profit, ils se réfugient derrière la modernisation sociétale (discrimination positive, droit à l'avortement, mariage homosexuel, etc.) qui, aussi progressiste soit-elle, n'affecte pas la rentabilité du capital... et peut tout aussi bien être menée par des partis bourgeois.

Par conséquent, les liens avec la classe ouvrière se sont souvent distendus. Certains passent du « socialisme dans un seul pays » au capitalisme dans un seul pays, renchérisant dans le chauvinisme pour tenter de retrouver une audience électorale (KKE de Grèce, LFI de France...) et désignent comme ennemi principal l'Union européenne. Mais ils brouillent les frontières de classe et jouent avec le feu.

*Chacune des déclarations patriotiques de Blum, Zyromski, Thorez apporte de l'eau au moulin du nationalisme et, en dernière analyse, aide Hitler... Combattre le fascisme avec les armes du nationalisme n'est rien d'autre que de l'huile jetée sur le feu. (Trotsky, « Qui défend l'URSS ? Qui aide Hitler ? », 29 juillet 1935, *Contre le fascisme*, Syllepse, p. 487)*

L'évolution du réformisme (usure de la plupart des vieux partis ou « populisme » affiché des nouveaux mouvements) estompe la différence entre partis ouvriers et partis bourgeois. Elle facilite, faute d'une alternative révolutionnaire de type bolchevik, la montée des mouvements écologistes, cléricaux, xénophobes...

Sans combat contre le réformisme, pas de révolution possible



Cahier révolution communiste n. 3

Pourtant, bien des formations se réclament aujourd'hui de Marx, Lénine et Trotsky. Mais, au lieu d'affronter les agences de la bourgeoisie et de tracer la voie de partis ouvriers révolutionnaires et internationalistes, les courants intermédiaires, centristes, du mouvement ouvrier refusent, comme les gauchistes, de combattre les bureaucraties opportunistes et chauvines.

*Les centristes rampent à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence alors que, s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. (Lénine, « L'Impérialisme et la scission du socialisme », octobre 1916, *OEuvres*, Progrès, t. 23, p. 123)*

En pratique, les contrefaçons du trotskysme et les maoïstes détroqués s'intègrent fréquemment aux appareils corrompus des syndicats : un cas remarquable est celui de Jean-Paul Mercier, dirigeant national de LO/France et porte-parole de la CGT automobile, ce qui explique que LO ait participé avec le NPA et les POI au sabotage par les bureaucraties de la CGT et de FO du mouvement contre la loi travail du gouvernement PS-PRG en 2016.

La politique que proposait la direction de la CGT correspondait au mouvement lui-même, au niveau de la mobilisation. (Lutte de classe, juillet 2016)

Ils cautionnent les tentatives de telle ou telle fraction des vieux partis ouvriers bourgeois de continuer à duper les travailleuses et les travailleurs sous une nouvelle étiquette (ERG/Danemark, IU/Espagne, PRC/Italie, DL/Allemagne, Syriza/Grèce, PSOL/Brésil, Podemos/Espagne, LFI/France...),

*Depuis le début des années 80, la révolution ne fait plus partie des plans, c'est la raison pour laquelle notre ami Daniel Bensaïd a reconnu que nous entrons dans une époque d'« éclipse stratégique ». Dans les années 90, avec la chute du mur de Berlin, nous nous concevions essentiellement comme des militants en résistance. D'une certaine manière, nous sommes passés du résistancialisme à l'anticapitalisme à travers le mouvement altermondialiste et plus encore lorsqu'a éclaté la crise de 2008. En ce sens, je ne ressens pas le besoin de me définir comme révolutionnaire. (Pastor, fondateur de l'ex-LCR/Espagne, aujourd'hui membre de Podemos, « Entrevue », *Le Vent se lève*, 21 août 2017)*

Certains essaient de bâtir eux-mêmes de nouveaux partis réformistes (PTB-PVDA/Belgique, PT-POI/France, TUSC/Grande-Bretagne, NPA/France, AAA-PBP/Irlande, LU/Grande-Bretagne, FIT/Argentine, BE/Portugal, AWP/Pakistan, SAlt/États-Unis...),

Des mao-staliniens et des épigones de la 4^e Internationale rejoignent parfois le nationalisme petit-bourgeois (SSP/Ecosse, CUP/Catalogne, QS/Québec...) ou bourgeois (UCK/Kosovo, PKK/Turquie, PSUV/Venezuela, FP/Tunisie...).

À la recherche éperdue de substituts à la classe ouvrière et de raccourcis à la construction du parti révolutionnaire, les pseudo-trotskystes contemporains combinent dans des proportions variables :

- la confiance dans l'État bourgeois : capacité des élections et des référendums de bouleverser la situation en faveur des travailleurs, appels à l'ONU pour des interventions militaires « humanitaires », demande de lois et de mesures contre les fascistes, soutien aux policiers (DSM/Afrique du Sud, SPEW/Grande-Bretagne, SAp/Grande-Bretagne, LO/France, GIC/France, etc.),
- la version moderne de « *le mouvement est tout, le but n'est rien* » (Bernstein) avec l'addition « *des luttes* », la superposition de « *mouvements* » de toutes sortes sans révolution, qui laissent intacts l'exploitation capitaliste et l'État bourgeois (le NPA/France en est l'exemple par excellence mais pas le seul),
- « *l'antilibéralisme* » keynésien, étatiste et protectionniste (presque tous), jusqu'à refuser la liberté de circulation et d'établissement des réfugiés, des travailleurs et des étudiants (SL/États-Unis, SPEW/Grande-Bretagne, etc.)
- la capitulation devant les bureaucraties syndicales y compris quand elles négocient des attaques contre les salariés, le soutien à leurs diversions comme les « journées d'action » (tous à l'exception du SEP/États-Unis qui a renoncé à tout combat au sein des syndicats),
- un « *anti-impérialisme* » mythifié que certains étendent aux nouveaux démagogues latino-américains Chavez-Maduro, Morales... (comme SAp/Grande-Bretagne et bien d'autres), aux despotes arabes sanglants vendus à l'impérialisme russe comme Al-Assad fils (SEP/États-Unis, SF/Grande-Bretagne...) ou aux islamo-fascistes qui écrasent toute organisation ouvrière et qui persécutent les minorités (SR/Égypte, SWP/Grande-Bretagne...) jusqu'à présenter Al-Qaida-Al-Nosra-Fatah-al-Cham comme menant une « révolution » en Syrie (CWG/Nouvelle-Zélande...).

Aux classes sociales, au mouvement ouvrier et à ses divisions cristallisées à l'époque du déclin capitaliste sont substituées des catégories journalistiques et superficielles : « *la gauche* » (qui mélange allègrement la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie et le prolétariat) ; « *un parti radical* », « *la gauche radicale* » (une notion élastique qui englobait hier Tsipras et Varoufakis et aujourd'hui s'étend au cacique du Parti démocrate Sanders et au réformiste de Sa Majesté Corbyn) ; un « *parti utile* » selon la nouvelle terminologie de la « 4^e Internationale » pabliste (mais « utile » à quelle classe ?)...

Notre compréhension du rôle et des tâches de la Quatrième Internationale au niveau national est que notre but est de construire des partis utiles pour la lutte de classes. (CEI, « Rôles et tâches de la 4^e Internationale », *Inprecor*, mai 2017)

Des partis utiles ont existé et existent encore bel et bien... Peut-on nier que l'existence du PYD au Kurdistan de Syrie a été un facteur clé dans la capacité de résistance kurde, symbolisée par la bataille de Kobané ? L'expérience révolutionnaire est en effet trop complexe pour n'autoriser qu'une seule synthèse intégrale et ne s'incarner que dans un seul parti. Ce pluralisme révolutionnaire peut s'exprimer de diverses manières (pluralité de partis, coalition permanente, courants au sein d'un parti), mais il n'est pas passager – il est là pour durer. (Rousset, « Réflexions sur la question du parti », *Inprecor*, mai 2017)

Pour combattre les complices syndicaux des exploités économiques du prolétariat, pour combattre ses exploités politiques comme Hollande, Mélenchon, Bachelet, Tsipras, Corbyn, Sánchez, Iglesias, Di Rupo, Mertens, etc. il ne suffit pas de les dénoncer. Il faut démontrer aux masses, qui apprennent avant tout par l'expérience, que les dirigeants actuels doivent être changés, que des conseils doivent naître et qu'une internationale ouvrière révolutionnaire doit être bâtie. Cela impose :

- exceptionnellement, l'entrée dans un parti centriste ou réformiste,
- parfois, le mot d'ordre de « parti ouvrier » (là où il existe des syndicats de masse mais pas de parti politique ouvrier),
- éventuellement, le vote pour les candidats réformistes quand les communistes ne peuvent avoir de candidat/e (sans jamais faire croire qu'une victoire électorale pourrait améliorer la situation des exploités),
- souvent, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » ou des variantes adaptées au pays, mais toujours basés sur la rupture avec la bourgeoisie,
- fréquemment, des tactiques de front unique ouvrier,
- toujours, un combat pied à pied dans les syndicats de masse contre leurs directions.

Reste que la condition de toute politique communiste envers le « réformisme » (syndical et politique) est de l'analyser pour ce qu'il est, une trahison, et de comprendre sa racine sociale, la corruption des appareils des organisations ouvrières de masse par les exploités et leur transformation en bureaucraties qui sont des relais de la classe dominante au sein de la classe ouvrière.

Prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions qui évoluent réellement du réformisme ou du stalinisme vers la politique du marxisme révolutionnaire, nous déclarons en même temps que la nouvelle internationale ne peut permettre aucune tolérance envers le réformisme et le centrisme. (OGI-IC, OSP/Pays-Bas, RSP/Pays-Bas, SAP/Allemagne, « Déclaration pour une nouvelle internationale », 1^{er} septembre 1933, *Les Congrès de la 4^e Internationale*, La Brèche, t. 1, p. 100)

GMI/FRANCE

LO ET LA POLICE 25 SEPTEMBRE 2017

Les flics matraquent au printemps 2016 et se retournent contre le PS à l'automne

Le président PS Hollande avait augmenté le budget de l'armée, le seul reproche du PCF et du PdG était que c'était insuffisant. Il avait aussi recruté des policiers et rééquipé la police nationale et la gendarmerie.

Le gouvernement PS-PRG avait l'appui des centrales syndicales (UNSA, FO, CGT, CFDT, Solidaires) car elles syndiquent les policiers, sans que les « trotskystes » qui dirigent LO, le NPA, le POID, le POI n'y trouvent rien à redire.

Tout cela a servi à disperser des camps de réfugiés, à arrêter les migrants sans-papiers et, au printemps 2016, à réprimer le mouvement contre le projet de loi travail, particulièrement les jeunes et les grévistes des blocages des raffineries.

Pendant tout ce temps, Mailly (secrétaire générale de FO) et Martinez (secrétaire générale de la CGT) ont publiquement défendu la police sans que LO, le POID, le POI n'y trouvent rien à redire [voir *Cahier révolution communiste* n° 16].

Quelques mois plus tard, à l'instigation du FN et des groupes fascistes, les policiers manifestent contre le gouvernement PS-PRG à l'automne 2016. LO s'émeut de leur sort et les compare aux travailleurs de la santé et de l'enseignement.

La dégradation de la situation que dénoncent les policiers est celle subie dans toutes les cités, dans tous les quartiers... Ils sont en première ligne pour constater la dégradation sociale et, au sens propre comme au sens figuré, la prendre en pleine figure. (19 octobre 2016)

Les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires. (26 octobre 2016)

Ce n'est pas la première fois.

Les syndicalistes policiers ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail et montré que, pour se faire entendre de l'État-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue. (7 décembre 2001)

Une police qui protégerait la population ?

Déjà, en septembre 1977, la brochure commune LCR-LO-OCT *Changer la vie* mentionnait « la fonction utile de la police : protection des biens, des libertés publiques et des personnes » (cet opuscule est omis du site de LO).

Lors de la campagne présidentielle de 2017, LO, une fois de plus, oublie le programme communiste sur les questions

du pouvoir des travailleurs, de la milice ouvrière, du démantèlement de la police et de l'armée, de l'insurrection. La candidate en vient à prêter à la police une double nature, un double caractère.

Quand la police, elle protège réellement la population, eh bien c'est une bonne chose bien évidemment et il faut qu'elle en ait les moyens. (Arthaud, France info, 21 avril 2017)

Si la police doit « avoir les moyens » de « protéger la population », alors le président PS a eu raison d'augmenter le budget de la police. Le candidat Hamon du PS avait raison de promettre 1 000 flics supplémentaires et celui de LFI, Mélenchon, avait raison d'en promettre 2 000 lors de la campagne présidentielle. Ce dérapage n'est pas nouveau.

Une police qui serait en contact permanent avec la population, au courant des problèmes de sécurité qu'elle rencontre et soucieuse de les régler, pourrait au moins permettre aux habitants de vivre mieux en contenant la délinquance, à défaut de l'éradiquer. (13 avril 2007)

Les contorsions des nouveaux kautskystes

Le numéro suivant de la revue de LO ruse pour couvrir d'un voile « marxiste » (en fait, à la manière de Kautsky) cet opportunisme qui se répète à chaque fois que les policiers s'agitent.

Les policiers, c'est une évidence, travaillent dans des conditions pénibles. (Lutte de classe, mai 2017)

La fonction de l'article est de justifier les glissements de la campagne électorale et de camoufler la subordination à la bureaucratie contre-révolutionnaire et social-patriote de la CGT qui défend la police. Pour cela, les casuistes utilisent dans la revue, qui est destinée à rassurer les militants, nombre de formules orthodoxes. Néanmoins, celles-ci n'apparaissent jamais dans l'hebdomadaire, les tracts, les brochures électorales, les affiches. Pour les chefs de LO, en pratique, il n'est jamais question que les travailleurs et les étudiants se défendent contre la police bourgeoise.

La police, dans une société inégalitaire et déchirée par les rapports de classes, ne peut sortir de ce double rôle : intervenir pour parfois protéger la population, et en même temps être le chien de garde de l'ordre social... Les deux caractères de la police, à la fois répressive et utile, varient selon les lieux, les temps, les situations... (Lutte de classe, mai 2017)

L'État n'est pas à moitié ceci et à moitié cela, selon la méthode de Proudhon dont se gaussait Marx.

Pour M. Proudhon, toute catégorie économique a deux côtés, l'un bon, l'autre mauvais. Il envisage les catégories comme le petit bourgeois envisage les grands hommes de l'histoire : Napoléon est un grand homme; il a fait beaucoup de bien, il a fait aussi beaucoup de mal. (Marx, Misère de la philosophie, 1847, 10-18, p. 416)

RECU L GOUVERNEMENTAL

Le principal rôle de la police

L'État n'est pas neutre, au-dessus des classes. Le « caractère » de la police est bourgeois, pas indéterminé. La fonction essentielle, primordiale, de tout l'État bourgeois est de défendre l'inégalité sociale et l'exploitation, la minorité capitaliste contre la majorité des exploités et des semi-exploités, de garantir les rapports d'exploitation. La police, comme la justice, ne protège qu'accessoirement les pauvres et les faibles, que rarement les libertés politiques. C'est une fonction secondaire, mineure, annexe, même si elle est indispensable à son acceptation sociale.

L'État capitaliste n'est pas seulement la plus grande et la plus puissante organisation bourgeoise ; il est en même temps une organisation très compliquée, aux nombreuses formations et dont les tentacules s'allongent en tous sens. Et tout cela a pour but principal la défense, l'affermissement et l'extension de l'exploitation ouvrière. L'État dispose, contre la classe ouvrière, de moyens de contrainte brutale aussi bien que d'asservissement moral, qui constituent les organes les plus importants de l'État capitaliste. Parmi les moyens de contrainte brutale, il faut noter, en premier lieu, l'armée, la police et la gendarmerie, les prisons et les tribunaux, et leurs organes auxiliaires : espions, provocateurs, briseurs de grève, assassins stipendiés, etc. (Boukharine & Preobrajensky, L'ABC du communisme, 1919, Maspero, t. 1, p. 55)

Sa place dans « la contrainte brutale » explique pourquoi la justice et la police sont si indulgentes envers les puissants, les nantis, les riches, les patrons et si dure envers les militants ouvriers, les exploités en général et particulièrement les immigrés et leurs descendants. C'est pourquoi la police française a toujours réprimé les grèves et les manifestations ouvrières, elle a raflé les Juifs pendant la 2^e Guerre mondiale, elle a arrêté, matraqué et assassiné des centaines d'ouvriers arabes durant la Guerre d'Algérie, elle a assassiné Adama Traoré et violé Théo J en 2016. C'est pourquoi les flics (et les militaires) ont voté massivement FN en 2017. C'est pourquoi les budgets de la « justice », de la « sécurité » et de la « défense » échappent partout à l'austérité qui étrangle les dépenses publiques.

L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'État. (Lénine, L'État et la Révolution, août 1917, OEuvres, Progrès, t. 25, p. 421)

Une police qui devrait dépérir peu à peu ?

Par conséquent, l'armée permanente et la police doivent être détruites pour changer les rapports sociaux, abolir l'exploitation, marcher au communisme. Sinon, sans destruction préalable de la police et de l'État bourgeois, le communisme ne sera, comme le paradis des chrétiens et des musulmans, qu'un songe creux.

Encouragés par les résultats obtenus par leurs collègues policiers, les gendarmes s'y sont mis à leur tour.

Dans une situation pire encore que les policiers, ils n'ont pas le droit de grève. Militaires, leur statut ne leur permet même pas de manifester publiquement. Pourtant, après qu'ils eurent tenté de se faire entendre au travers des protestations exprimées par leurs compagnes, ils ont franchi le pas, dans la région de Montpellier, en s'exprimant devant des caméras de télévision. En Aquitaine, ils ont entamé une grève du zèle, qui consiste à fermer les yeux sur de petites contraventions. Et les manifestations publiques se multiplient chaque jour. Pour l'instant, leur ministre de tutelle, celui de l'Armée, fait la sourde oreille.

Les policiers avaient su faire reculer leur « patron », le ministre de l'Intérieur Daniel

Vaillant bien plus vite que n'ont pu le faire d'autres salariés de l'État qui attendent toujours qu'on leur accorde ce qu'ils demandent : des effectifs supplémentaires pour faire face convenablement à leurs tâches, et des salaires qui leur permettent de vivre convenablement. C'est le cas du personnel des hôpitaux publics, mais aussi d'autres fonctionnaires et des travailleurs des services publics.

La rapidité relative de ce recul gouvernemental s'explique. Car la police, mais aussi les gendarmes, exercent des fonctions qui sont utiles à l'ensemble de la collectivité, en assurant des tâches de sécurité nécessaires à la vie collective, pour un salaire et dans des conditions de travail, on a pu l'apprendre, qui ne valent guère mieux que ceux des salariés du bas de l'échelle. Mais elle accomplit une tâche particulière qui rend l'État plus sensible à ses exigences.

C'est qu'ils sont les gardiens

de l'ordre, comme on dit. Cet ordre-là ne se limite pas à faire en sorte que le code de la route soit respecté, ou que les baigneurs puissent nager en sécurité. C'est aussi l'ordre social, qui consiste à maintenir la division entre ceux qui peuvent s'enrichir par l'exploitation du travail du plus grand nombre d'un côté, et ceux que leur travail, quand ils ont la chance d'en avoir encore un, laissent toujours démunis. Ils sont là pour empêcher que ceux d'en bas, quand ils n'acceptent plus le sort qu'on leur fait, quand ils refusent, par exemple, l'injustice des licenciements et se mettent en colère, boulevardent cet ordre. Cet ordre, la droite le défend ouvertement, elle le justifie comme immuable et naturel. Mais c'est finalement aussi ce que fait la gauche actuelle, celle de Jospin, Fabius, Guigou, Vaillant, qui eux aussi expliquent aux travailleurs que cet ordre est le seul possible et qu'au mieux, on ne peut que le réguler.

Certes, les syndicalistes

policiers, en utilisant les opportunités de la situation, n'avaient pas en tête que la défense des intérêts matériels de ceux dont ils se disent les représentants. Sans doute, certains avaient-ils des arrière-pensées politiciennes.

Ceci dit, ils ont fait une démonstration qui peut être utile à l'ensemble du monde du travail, et montré que, pour se faire entendre de l'État-patron, il peut être efficace de manifester son mécontentement dans la rue.

Une leçon à retenir et qui peut servir à ces flics qui réclamaient, dans leurs manifestations, « du blé pour les poutés ». Il faut souhaiter que, lorsqu'ils se trouveront face à des travailleurs qui réclameront la même chose qu'eux, qui défendront dans la rue ou dans la grève leurs emplois, au moment où on les enverra « casser du gréviste », ils s'en souviendront.

J.-P.V.

Lutte ouvrière, 7 décembre 2001

La destruction de la machine militaire et bureaucratique de l'État est la condition première de toute révolution populaire réelle. (Lénine, L'État et la Révolution, p. 450)

Pourtant, les casuistes de LO soutiennent que la police ne disparaîtra que dans longtemps, très longtemps, au moment où l'humanité parviendra à la phase supérieure du mode de production socialiste-communiste.

Le comportement de la police changera lorsque changeront les rapports sociaux... La police ne dépérira, pour reprendre les termes d'Engels, que lorsqu'elle sera devenue inutile, c'est-à-dire quand la société sera devenue communiste... (Lutte de classe, mai 2017)

Si c'était vrai, la théorie marxiste de l'État n'aurait aucune utilité pratique. L'entourloupe permet de justifier que LO s'en passe dans les feuilles de boîte, l'hebdomadaire et les discours de campagne électorale. Par exemple, la brochure électorale ne dit rien, pas un mot, sur la nécessité de se défendre de la police et des fascistes, ni de constituer des conseils de travailleurs, ni de prendre le pouvoir en détruisant l'ancienne machine d'État, police incluse.

Tous les policiers ne font pas preuve de cette brutalité, et bien des tâches qu'ils assument répondent à une utilité dans notre société... (Faire entendre le camp des travailleurs, 2017, p. 19-20)

La revue ose invoquer Engels. Mais celui-ci, à notre connaissance, n'a pas dépeint la police comme servant à la « protection des libertés publiques » et n'a jamais plaint les policiers.

La nécessité de disloquer les bandes armées de la bourgeoisie

Surtout, pour Marx, Engels, Lénine ou Trotsky, pas question d'aller au socialisme, au communisme tant que l'État bourgeois subsiste, si sa police est maintenue.

La nécessité d'inculquer aux masses cette idée de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels... Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois. (Lénine, *L'État et la Révolution*, août 1917, *Œuvres*, Progrès, t. 25, p. 433-434)

D'ailleurs, les falsificateurs se gardent bien de citer précisément Engels.

Devant cette diffusion inouïe des déformations du marxisme, notre tâche est tout d'abord de rétablir la doctrine de Marx sur l'État... (Lénine, *L'État et la révolution*, p. 418)

Les centristes censurent le marxisme. Sans révolution violente, il est « impossible de substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois ». Le prolétariat doit former des conseils et régler son compte à la police avec l'aide des autres exploités et opprimés. Sans quoi, il restera exploité et dominé, voué pour l'éternité par les chefs de LO à suivre les consignes de la bureaucratie syndicale et à soi-disant « faire entendre la voix du monde du travail » à une classe dominante qui restera en place en s'appuyant sur ses tribunaux, sa police et son armée.

Un des premiers actes de la Commune de Paris en mars 1871 fut de disperser la police bourgeoise.

Une fois abolies l'armée permanente et la police, instruments du pouvoir matériel de l'ancien gouvernement, la Commune... (Marx, « Adresse de l'AIT », 30 mai 1871, *La Guerre civile en France*, ES, p. 42)

Un des premiers actes de la révolution russe en février 1917 fut de désarmer, emprisonner, démanteler la police.

La police avait été mise en état d'arrestation et la prison était pour elle le seul asile contre les repréailles. (Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, 1930-1932, Seuil, t. 1, p. 227)

Quand, grâce à la révolution socialiste, « les rapports sociaux changent », alors il n'y a pas « changement du comportement de la police ». Et pour cause : la police bourgeoise disparaît, elle est liquidée par la révolution prolétarienne.

La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à administrer avec la vieille machine d'État ; pour ne pas perdre à nouveau sa propre domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer la vieille machine d'oppression. (Engels, « Introduction », 1891, *La Guerre civile en France*, ES, p. 300)

La dictature du prolétariat

En septembre 1977, LO expliquait déjà que les travailleurs devaient contrôler l'armée et la police, « savoir ce qui se passe dans les commissariats ». Contre l'expérience chèrement acquise du prolétariat mondial, ce que refu-

sait de dire Laguiller et ce que refuse de dire Arthaud, c'est que, obligatoirement, pour ouvrir la voie au socialisme-communisme, la classe ouvrière doit détruire l'État bourgeois, mettre en pièces la machine de l'État, la remplacer par la dictature du prolétariat, le pouvoir des travailleurs.

Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. (Marx, *Critique du programme de Gotha*, 1875, ES, p. 44)

Il faut licencier, disperser, désarmer, anéantir la police bourgeoise pour pouvoir mettre en place un « État ouvrier » qui est basé le peuple en armes et qui n'est plus tout à fait un État.

Pour faire aboutir les réformes nécessaires au peuple, les réformes venues à maturité, urgentes, dont parlent les populistes et les menchéviki, il faut rompre avec le soutien de la guerre impérialiste et des emprunts, le soutien du gouvernement capitaliste et le principe de l'intangibilité des profits du capital. Il faut, pour faire aboutir ces réformes, ne pas laisser rétablir la police, que les cadets sont en train de reconstituer, mais la remplacer par une milice populaire. Voilà ce que le parti du prolétariat doit dire au peuple à l'occasion de ces élections, ce qu'il doit opposer aux partis petits-bourgeois populistes et menchevik. Voilà ce qui constitue l'essentiel de la plateforme municipale prolétarienne, et que ces partis s'efforcent de dissimuler. D'abord, en tête de cette plateforme, de l'énumération des réformes, il faut inscrire trois points principaux déterminants, qui en conditionnent l'exécution : 1/ aucun soutien de la guerre impérialiste (ni sous la forme du soutien de l'emprunt, ni sous aucune

autre) ; 2/ aucun soutien au gouvernement des capitalistes ; 3/ ne pas laisser rétablir la police, la remplacer par une milice populaire. (Lénine, « Ils ont oublié l'essentiel », mai 1917, *Œuvres*, Progrès, t. 24, p. 359)

Contre le « réformisme » ouvert (LFI, PS, PCF...) ou honteux (LO, POID, NPA...), il faut ranimer le programme prolétarien révolutionnaire.

Abolition des armées permanentes et armement général du peuple. (Parti ouvrier, *Programme du Havre*, 1880, rédigé par Guesde avec l'aide de Marx)

Toute la police exécutrice des volontés du capitalisme, de l'État bourgeois et de ses clans politiques corrompus doit être licenciée. Exécution des fonctions de police par la milice des travailleurs. (Ligue communiste, *Programme d'action*, 1934, rédigé par Naville avec l'aide de Trotsky)

Groupe marxiste internationaliste/France



Cahier révolution communiste n° 2 et n° 16
3 euros chacun par la poste



RÉVOLUTION PERMANENTE

RÉSOLUTIONS DE 2017

Pour les États-Unis socialistes soviétiques d'Europe 3

Adresse du 1^{er} mai pour la révolution socialiste mondiale 5

Pour un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste au Canada 8

Bas les pattes devant la Corée du Nord ! 12

Droit pour la Catalogne de se séparer de l'Espagne (et de la France) ! 14

Le peuple kurde a le droit de déterminer son propre destin 16

Trump, Netanyahu, bas les pattes devant Jérusalem ! 18

DÉBATS EN 2017

Discussion avec la LCT/Argentine sur le programme
Vraies divergences et faux semblants 22

Discussion avec le PCO/Argentine sur les partis ouvriers bourgeois
Vieux ou nouveau, le réformisme trahit 41

Polémique avec LO/France sur la police 56

Le but de l'association est la déchéance de toutes les classes privilégiées, de soumettre ces classes à la dictature du prolétariat en maintenant la révolution en permanence jusqu'à la réalisation du communisme... (Société universelle des communistes révolutionnaires, avril 1850)

Le Collectif révolution permanente est un regroupement international de communistes qui se basent sur les programmes de la Ligue des communistes de 1847 à 1850, de la Gauche de Zimmerwald de 1915 à 1919, de l'Internationale communiste de 1919 à 1922, de l'Opposition de gauche de l'IC de 1928 à 1933 et de la 4^e Internationale de 1933 à 1940.

Page 1 : photo de combattantes kurdes. Page 3 : dessin de Wiaz. Supplément à *Révolution communiste* n° 30. Site du collectif en allemand, anglais, espagnol, catalan, esperanto, français, portugais, turc... :

www.revolucionpermanente.com